LES ARTICLES DU JOUR .COM
"Le site internet où le lecteur devient plus intelligent"

LUNDI 7 OCTOBRE 2024

Les neuf mots les plus terrifiants de la langue anglaise sont :
"Je suis du gouvernement et je suis là pour aider" - Tim Watkins

► Nous franchissons le point de basculement mondial en ce qui concerne les combustibles fossiles et il n'y aura pas de retour en arrière possible (Nafeez Ahmed) p.2
► Le deuxième âge du bronze (The Honest Sorcerer) p.6
► Pourquoi le réductionnisme est-il un tel problème ? (Erik Michaels) p.11
► Comment s'en étonner ? (Tim Watkins) p.13
► La grande ruée mondiale vers la falaise de Sénèque (Ugo Bardi) p.16
► La guerre avec l'Iran, le changement de phase planétaire et la paralysie du système mondial (Nafeez Ahmed) p.20
► L'apocalypse de l'Occident (Par Quark) p.32
► Votre commande, s'il vous plaît ? (Tom Murphy) p.38
► Les particularités du passage à la décroissance (Par Quark) p.42
► L'électricité gratuite devient trop chère (Laurent Horvath) p.45
► Efficacité : le coût de la complexité (Thomas Norway) p.46

SECTION POLITIQUE # p.51

► L'idée fausse de l'homme de système (Jeff Thomas) p.52
► La poudrière du Moyen-Orient prête à exploser (James Rickards) p.54
► Pourquoi les « solutions » politiques ne fonctionnent pas (Charles Hugh Smith) p.58
► Nous avons besoin d'un dictateur (Brian Maher) p.62
► L'ombre de l'ombre (James Howard Kunstler) p.68
► Emmanuel Todd. "La destruction de la puissance américaine sera le début de la paix pour la planète" (Charles Sannat) p.71
► L'élection se dirige vers une photo-finish (James Rickards) p.75
► Vous êtes bipés ! (Dmitry Orlov) p.79

SECTION ÉCOLOGIE # p.80

► 7 points clés à retenir : Rapport sur l'état du climat 2024 (Sarah Connor) p. 80
► Alerte rouge : la 7e frontière planétaire est franchie (DGR) p.83
► Les neuf mensonges du conte de fées écologique (Jem Bendell) p.87

► LE COIN À JEAN-MARC JANCOVICI p.90

- Ironman est mort
- Investissements bas carbone : comment les rendre rentables ?
- L'exemplarité des élites, levier de l'acceptabilité des politiques climatiques

SECTION ÉCONOMIE # p. 93

► Le ministre allemand des finances a averti lundi qu'il ne fallait « pas plaisanter » avec « la crédibilité des finances publiques vis-à-vis des marchés financiers » (Charles Sanat) p.93
► Le « coup d'État tranquille » de l'Amérique (Brian Maher) p.94
► Pourquoi Biden-Harris n'ont pas pu imprimer, emprunter ou dépenser pour obtenir une économie forte (David Stockman) p.99

► Veste Golden Flack (Bill Bonner) p.103
► Prendre le L (Bill Bonner) p.106
► Bouclez votre ceinture (Bill Bonner) p.109
► Il est temps de sentir le café (Bill Bonner) p.111
► Faire ce qu'il faut (Bill Bonner) p.114

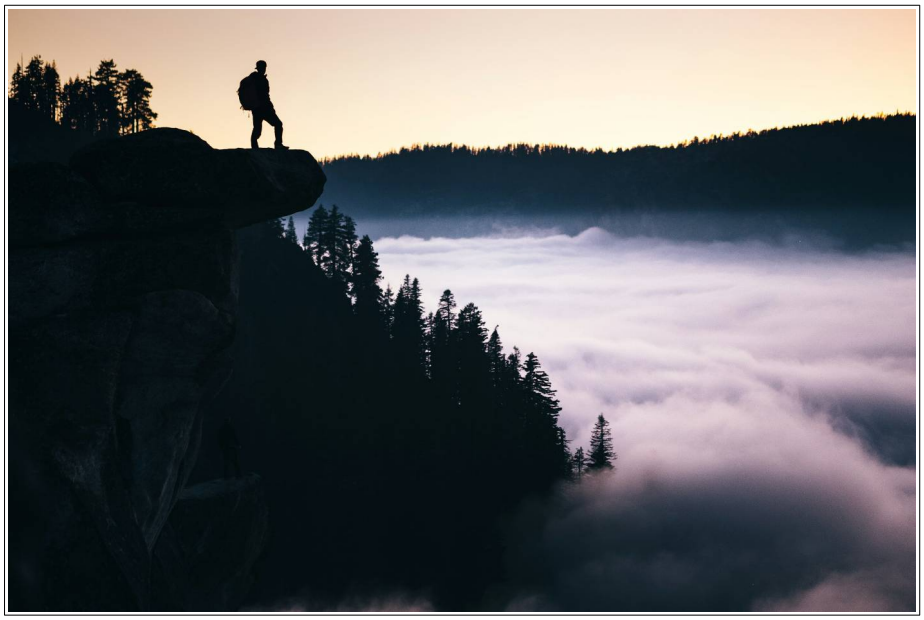
▲RETOUR▲

<<>><<>><<>><<>> (0) <<>><<>><<>><<>>

Nous franchissons le point de basculement mondial en ce qui concerne les combustibles fossiles et il n'y aura pas de retour en arrière possible

Nafeez Ahmed 15 déc. 2023

Jean-Pierre : Nafeez Ahmed est un journaliste. Il a conscience de la fin du pétrole, mais il ne sait pas distinguer sa main gauche de sa main droite (habileté manuelle nulle, donc ne comprend rien à tout ce qui est concret et technique). Donc, cet article est médiocre à 50%.



Le génie de l'après-pétrole est sorti de la bouteille. Il ne reviendra jamais en arrière. Préparez-vous à affronter le nouveau monde qui se dessine.

L'accord de la COP28 a suscité des sentiments mitigés. Certains se réjouissent que l'éléphant dans la pièce, ignoré pendant 27 ans, ait enfin été rendu visible. D'autres se désespèrent que 28 années de discussions ne nous aient laissé qu'une banale reconnaissance de l'évidence.

Les uns et les autres n'ont pas saisi l'essentiel : le monde a franchi un point de basculement global où chaque pays s'est éveillé à la réalité : l'ère des combustibles fossiles touche à sa fin. Nous entrons dans un monde entièrement nouveau. Et c'est un génie qui ne pourra jamais être remis dans sa bouteille.

Les marchés évoluent en fonction des perceptions. Les répercussions mondiales de cet accord auront un impact sur les décisions à tous les niveaux - non seulement parmi les gouvernements et les agences intergouvernementales, mais aussi parmi les conseils d'administration, les investisseurs, les autorités locales, les entreprises de toutes tailles, la société civile et au-delà.

Cette conférence des parties restera dans les mémoires comme celle où un dirigeant du secteur de l'énergie, à la tête du septième producteur mondial de pétrole, est parvenu à rallier l'Arabie saoudite, l'Irak, la Chine, la Russie et de nombreux autres détracteurs de la production pétrolière, même à contrecœur, à la reconnaissance de la nécessité d'une « ***transition vers l'abandon des combustibles fossiles dans les systèmes énergétiques*** ».

Mais surtout, nous devons nous méfier de certaines des voix les plus fortes, comme celle d'Al Gore, qui ont fait de leur mieux pour rejeter la responsabilité d'un accord sur les pays pétroliers arabes, qui n'ont pas approuvé l'élimination totale des combustibles fossiles.

Si ces derniers ont certainement joué un rôle dans l'édulcoration du texte final, Al Gore a soigneusement protégé le premier pétro-État du monde, les États-Unis, d'un examen sérieux - le pays a les plus grands projets d'expansion des combustibles fossiles de tous ; et il a occulté le fait que les trillions de dollars de financement nécessaires à la transition n'étaient pas réellement offerts par les pays occidentaux qui pontifiaient sur une élimination progressive.

Malgré ses critiques, la présidence émiratie de la COP28 a réussi ce qu'aucune COP précédente n'avait jamais tenté, et encore moins réalisé : elle a obtenu l'adhésion des Saoudiens à un texte approuvant l'abandon des combustibles fossiles à l'échelle mondiale. Et les Saoudiens n'ont pas apprécié : la délégation a refusé d'applaudir lorsque le président de la COP, Sultan Al Jaber, a fait remarquer que c'était **la première fois qu'un texte sur les combustibles fossiles était mentionné dans un accord mondial des Nations unies sur le climat**. Même le représentant de la Russie a fait un commentaire : « *Nous ne sommes pas contents, mais nous sommes tous d'accord* ».

Pendant 27 ans, les COP se sont succédé sans même reconnaître que les combustibles fossiles étaient à l'origine de la crise climatique. C'est pourquoi nous ne devons pas négliger l'importance de ce langage sur la scène mondiale, malgré l'opposition précoce des pays producteurs de pétrole.

C'est ce qui a incité Simon Stiell, le responsable des Nations unies pour le climat, à décrire le texte comme **« le début de la fin » pour le pétrole, le gaz et le charbon** - une formulation qui reflète les conclusions de l'Agence internationale de l'énergie dans le World Energy Outlook de 2023.

Alors oui, ce n'est qu'un début, et le texte est loin d'être parfait. Mais il aura un impact sismique, car il indique comment la conscience mondiale, les grandes institutions, tous les gouvernements, ont adhéré à la vision inéluctable de la nécessité finale d'un monde après le pétrole.

Ce résultat est autant le reflet de la lenteur des gouvernements à rattraper la réalité de la transformation en cours, qu'un amplificateur de cette transformation.

La dénomination des combustibles fossiles à l'échelle mondiale, obtenue lors de ce sommet des Nations unies sur le climat, peut sembler étonnamment évidente à ceux qui se battent au cœur de la crise climatique. Et je comprends ce sentiment de frustration perplexe, qu'il ait fallu autant de temps pour que le monde se rende compte officiellement de ce que nous savons tous.

Pourtant, maintenant que les gouvernements reconnaissent enfin collectivement que les combustibles fossiles doivent appartenir à l'histoire, cela incitera les marchés à avancer encore plus vite dans cette direction. Bien sûr, le texte présente des lacunes importantes, non seulement dans les domaines clés de la transformation énergétique, mais aussi en ce qui concerne le financement de la lutte contre le changement climatique. Nous devons travailler plus dur que jamais pour combler ces lacunes.

• • •

Il y a un problème plus large qui reste mal compris par les gouvernements du monde.

Au cours de la première semaine du sommet, j'avais prévenu les chefs d'État présents à la COP28 que l'~~ère du pétrole était en voie d'extinction en raison des bouleversements technologiques exponentiels et imparables dans les domaines de l'énergie, des transports, de l'alimentation et de l'information.~~

Ces perturbations défont les nerfs du paradigme de la production industrielle mondiale et sont en passe de les remplacer complètement dans les deux prochaines décennies dans ce que j'ai appelé un « *changement de phase mondial* » - plus rapide que ce que la plupart des gens croient possible, mais encore trop lent pour éviter la zone de danger climatique (les experts qui examinent ces perturbations confondantes avertissent que le rythme actuel du changement est trop lent pour éviter de franchir la limite de sécurité de 1,5°C - **nous nous rapprochons actuellement d'une température de 3°C qui détruira la planète).**

Mais le rythme est encore plus rapide que ne le pensent les analystes conventionnels. Prenons l'exemple de Sinopec, le plus grand conglomérat mondial de raffinage de pétrole, de gaz et de produits pétrochimiques, basé en Chine, qui a avancé de deux ans ses prévisions concernant le pic à venir de la demande chinoise de pétrole, concluant qu'il était déjà atteint.

Cette transformation mondiale ne peut donc pas être arrêtée. Et même si son ampleur et son rythme continueront de surprendre, elle ne se produit toujours pas de manière aussi complète et à la vitesse nécessaire. Surtout, si nous ne parvenons pas à la comprendre et à y adapter l'ensemble de nos structures civilisationnelles, **nous serons confrontés au risque non seulement d'un effondrement écologique, mais aussi d'un effondrement économique et social à de multiples échelles.**

La COP28 a franchi la première étape majeure au cours des trois dernières décennies pour apporter une clarté fondamentale sur l'une des composantes les plus importantes de cette transformation : nous sommes en effet au milieu d'un grand changement de phase mondial qui nous fera ~~dépasser~~ les combustibles fossiles, d'une manière ou d'une autre, avant le milieu du siècle.

Même les grandes compagnies pétrolières ont salué l'accord. Est-ce de l'écoblanchiment ? Probablement, mais nous disposons désormais d'une base pour expliquer pourquoi Big Oil elle-même admet être un dinosaure.

Faut-il s'en réjouir ? Peut-être pas, à une époque où les systèmes terrestres continuent de s'effondrer à un rythme qui dépasse de loin la transition, et où des preuves de plus en plus nombreuses suggèrent que nous sommes sur le point de dépasser la limite de sécurité de 1,5°C.

~~Mais cet accord nous aidera-t-il à aller plus vite ? Je pense que oui. Aujourd'hui même, on apprend que la deuxième plus grande banque française cotée en bourse s'est engagée à cesser tout nouvel investissement dans l'extraction de combustibles fossiles et à tripler les investissements dans les énergies renouvelables.~~ Cela a donc déjà commencé, et oui, cela va faire boule de neige.

Le message le plus important que j'ai essayé de faire passer lors de la COP28 est que ~~cela ne nécessitera pas nécessairement des sacrifices douloureux~~ : au contraire, ~~cela ouvrira de nouvelles voies de prospérité dans les limites de la planète~~, nous permettant d'échapper aux griffes d'industries dépassées qui ne font pas que nuire à la terre, mais qui s'effondrent sous leur propre poids.

Nous pouvons en partie accélérer les changements systémiques dont nous avons besoin en tirant parti des forces du marché pour ~~accélérer les technologies clés dans les domaines de l'énergie, des transports, de l'alimentation et au-delà,~~ ce qui contribuera à transformer les règles et la dynamique qui régissent actuellement ces secteurs.

~~La victoire la plus importante et la plus transformatrice, de loin, est l'adoption mondiale de l'objectif de tripler les énergies renouvelables en 2030,~~ qui a également été spécifiquement approuvé par 130 pays, soit les deux tiers de la planète. Aucune COP n'avait jamais envisagé d'objectif en matière d'énergies renouvelables auparavant.

Mais la COP28 a défié les sceptiques en devenant la première fois où tous ~~les gouvernements ont reconnu que les énergies renouvelables étaient le principal moyen de résoudre la crise climatique.~~ Bruce Douglas, PDG de l'Alliance mondiale pour les énergies renouvelables, a parlé à juste titre d'un « *changement de paradigme dans la transition énergétique* ».

S'il est mis en œuvre, ce changement accélérera l'adoption des ~~énergies propres~~, ~~en réduisant les coûts de moitié, en aidant à dépasser l'objectif de triplement et en réduisant considérablement la demande mondiale de combustibles fossiles, ce qui accélérera la réduction progressive et, à terme, l'élimination des combustibles fossiles.~~

Le changement est déjà exponentiel dans le domaine de l'énergie, mais nous ne sommes encore qu'au début de ces courbes en S exponentielles, ce qui signifie qu'il ne va pas ralentir, mais s'accélérer. Nous devons mettre la pédale douce en mobilisant les investissements, en restructurant les réglementations, en développant les réseaux, en créant de nouveaux droits de propriété et d'échange de l'énergie et en éliminant les obstacles.

Les citoyens du monde entier disposent désormais d'une base pour faire pression sur leurs gouvernements afin qu'ils obtiennent des résultats concrets, puisqu'ils ont convenu, lors de la COP28, qu'il était nécessaire d'abandonner les combustibles fossiles tout en augmentant les énergies renouvelables, et qu'ils se sont invités les uns les autres à le faire.

Mais le plus gros éléphant dans la pièce - celui qui a quitté le bâtiment - doit être abordé : exiger et attendre d'un pays dont toute l'économie dépend du pétrole qu'il l'abandonne progressivement, en particulier d'un pays en développement, sans lui offrir une bouée de sauvetage et une feuille de route pour mettre en place progressivement un système énergétique post-carbone prospère, est une sorte de folie.

Nous ne devons pas nous contenter d'exiger à juste titre une élimination progressive. Nous devons nous concentrer sur l'extension de ces lignes de vie et sur l'élaboration de ces feuilles de route afin que chaque pays du monde et ses citoyens puissent dire « *c'est l'avenir que nous voulons* ». Cela signifie qu'il faut s'assurer que le soutien, le financement, la logistique, l'expertise et la technologie sont disponibles.

Que ce soit lors de la prochaine conférence des parties ou en construisant de nouvelles coalitions entre les nations et les régions, nous pouvons faire ce pas en avant pour faire le prochain grand pas vers ~~notre avenir post-carbone.~~

▲RETOUR▲

.Le deuxième âge du bronze

The Honest Sorcerer 7 octobre 2024

Le premier âge du bronze a duré deux mille ans et s'est achevé il y a environ trois millénaires. Le second commencera - et finira - dans une fraction de ce temps. S'ensuivra-t-il un renouveau civilisationnel mondial ?

Si vous espériez que le progrès technologique ne peut qu'aller de l'avant et vers le haut, pour nous emmener dans les étoiles et au-delà, je dois vous décevoir. Si l'on considère nos réalités matérielles, énergétiques et biophysiques, au lieu d'un progrès éternel, nous sommes confrontés à une contraction massive et permanente. L'épuisement du pétrole facile à obtenir (et l'augmentation constante du coût énergétique de la production de carburant diesel qui en découle) finira par mettre un terme à toutes les activités minières et manufacturières et entraînera un effondrement en cascade de plusieurs dizaines d'années. Si les facteurs environnementaux le permettent, il existe toutefois une chance (bien que très mince) pour que la civilisation humaine resurgisse.

L'effondrement à venir de la civilisation industrielle ne sera pas celui de votre grand-père. Qu'il s'agisse d'un catabolisme lent ou d'un effondrement rapide en cascade, il laissera derrière lui un paysage radicalement dégradé, comparé à la disparition des civilisations précédentes. Les sociétés qui ont prospéré et disparu avant la révolution industrielle étaient exclusivement alimentées par des énergies renouvelables. Alors que la plupart des gens associent les sources renouvelables au soleil et au vent, la grande majorité de l'énergie qui alimentait les civilisations anciennes était obtenue sous la forme d'hydrates de carbone. Les gens qui cultivaient des céréales et faisaient paître leurs bœufs utilisaient des plantes pour convertir le soleil, l'eau, le CO2 et les nutriments du sol en nourriture riche en calories pour eux-mêmes et leurs animaux de trait. Bien que le surpâturage, la dégradation des

sols, l'épuisement des nutriments, la salinisation due à l'irrigation, etc. aient toujours été des problèmes, l'effondrement des civilisations agraires a donné au moins une chance à la terre de se régénérer (un peu). Ainsi, après un âge sombre de quelques siècles, une nouvelle civilisation recommençait. Bien entendu, les effets cumulés de ces multiples itérations de l'agriculture ont fini par détruire la terre, obligeant les civilisations suivantes à étendre leurs territoires et à former des empires pour compenser la perte de fertilité du sol. La découverte des hydrocarbures fossiles, quant à elle, a non seulement accéléré ce processus de dégradation, mais a également remplacé la productivité humaine et naturelle par une ressource fossile unique.

Toutes les civilisations ne sont pas durables, mais certaines le sont encore plus que d'autres.

L'utilisation d'engins à moteur diesel pour creuser la terre, abattre les forêts, faire exploser et emporter des flancs de montagne entiers était un « excellent » moyen d'obtenir toute la nourriture, le bois, les minéraux, le charbon, le pétrole et le gaz dont nous avions besoin. Cependant, lorsque nous serons à court de carburant, nous aurons non seulement brûlé la partie facile à obtenir d'une ressource énergétique unique, mais nous aurons également détruit, érodé et pollué une grande partie de la terre. (C'est pourquoi il importe peu qu'il y ait ou non une transition énergétique : ce sont nos pratiques civilisationnelles qui détruisent la planète, et non les combustibles fossiles en tant que tels). Nos actions quotidiennes dégradent activement la capacité de la terre à faire pousser des plantes et des aliments pour les humains et les animaux. Cela réduit non seulement la biodiversité et la capacité de charge de la terre, mais aussi la quantité d'énergie renouvelable qui pourrait être récoltée sous forme de bois et de cultures. Et si cette manne de combustibles fossiles s'arrête plus tôt et plus vite que notre population ne pourrait s'y adapter naturellement, les humains affamés ravageront le paysage à la recherche de nourriture et de combustible pour cuisiner et se réchauffer, laissant encore moins de nature aux générations futures. L'avenir, dépourvu de combustibles fossiles et d'une capacité de production biologique adéquate, sera donc plutôt pauvre en énergie.

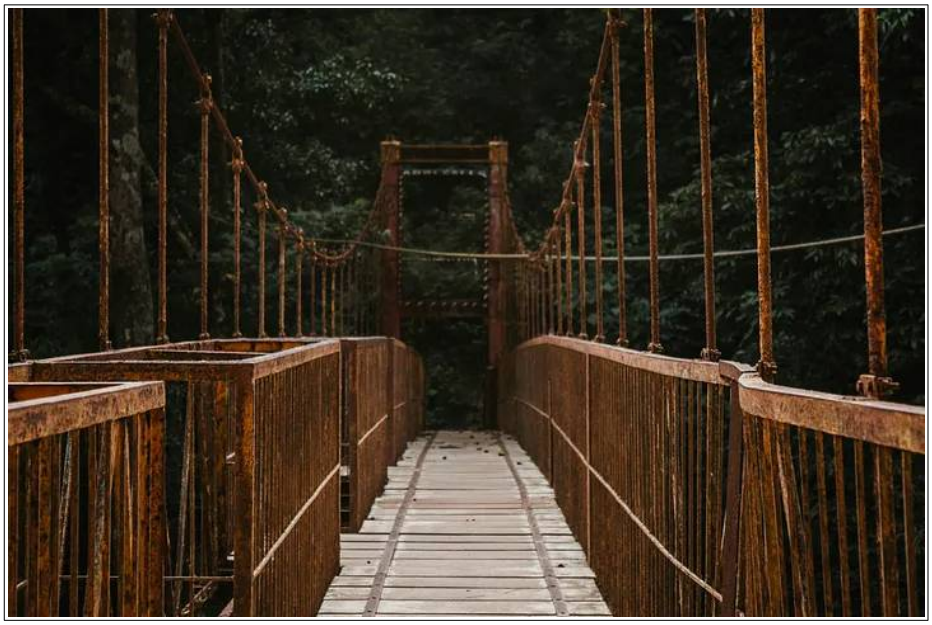
Terrain vague.

Ce n'est qu'après avoir compris notre situation écologique actuelle que nous pouvons envisager le dilemme de nos descendants du 22e siècle. Nous sommes en 2124, dans un siècle. Dans les régions autrefois densément peuplées, les terres sont aujourd'hui largement dépourvues d'arbres, le sol a été érodé ou manque de nutriments et de vie. Les retombées radioactives des piscines de combustible en feu, ainsi que les fuites des puits de pétrole et de gaz, ont rendu de vastes étendues de terre totalement inhabitables. Le climat est beaucoup plus chaud et le niveau de la mer est beaucoup plus élevé, ce qui rend inutilisable une grande partie des terres côtières et des terres agricoles de basse altitude. Les animaux plus grands qu'un lapin ont également largement disparu : les humains les ont mangés ou ils

ont péri en raison du manque de nourriture, des vagues de chaleur et de nouvelles entités (produits chimiques perturbateurs endocriniens, nouveaux ravageurs et maladies, etc.)

La vie dans l'Anthropocène, marquée par l'apparition du changement climatique et d'une extinction massive, est extrêmement difficile. Alors qu'une grande partie de la terre a été détruite à la suite de ce que l'on pourrait appeler un exemple classique de dépassement et d'effondrement écologiques, de petits groupes d'humains luttent toujours pour survivre. Situés dans une étroite ceinture habitable entre le pôle Nord et les déserts en expansion au sud, ainsi qu'à l'extrême sud de l'Amérique du Sud et en Tasmanie, les survivants de la civilisation industrielle vivent aujourd'hui dans de petits villages. Ils se sont installés autour de quelques terres agricoles encore viables et - si les fluctuations du climat et de la météo locale le permettent - cultivent quelques aliments et parcourent la terre à la recherche de plantes comestibles et de « bois de chauffage » provenant d'arbustes, ou vérifient leurs pièges à la recherche d'un lièvre occasionnel. Les membres survivants de l'espèce Homo sapiens s'accrochent littéralement à leurs ongles.

À l'heure actuelle, on ne peut pas non plus exclure qu'un effondrement écologique complet entraîne la disparition du dernier humain. Tout dépendra de la vitesse à laquelle cette civilisation s'effondrera, du degré de préservation de la nature au cours de ce processus et de l'ampleur du changement climatique. Le monde vivant a une remarquable capacité à se régénérer. Au fil des siècles, les forêts commenceront à repousser, les herbes couvriront les terres et la productivité biologique reviendra. Non pas à son niveau préhistorique - il faudrait attendre des millions d'années pour le constater - mais à un niveau tel que les survivants de la race humaine (s'il y en a) pourraient recommencer à construire des villes... (Une pratique non durable, je sais, mais c'est ce que nous sommes, une espèce [aux modes de vies] non durable...). Tant que le climat de la Terre le permettra, nous continuerons à pratiquer l'agriculture, car la chasse et la cueillette ne seront pas des options viables pour la survie d'un grand nombre d'humains. Il y a beaucoup de « si », mais en supposant qu'il y ait une chance pour une résurgence de la civilisation, la question se pose : à quoi cela ressemblera-t-il ? Quelles technologies utiliseront-ils ? De quels matériaux fabriqueront-ils leurs outils ? Auront-ils recours à l'énorme quantité de fer enfermée dans les ponts, les chemins de fer et les bâtiments ? Ou peut-être reviendront-ils à une technologie encore plus ancienne, comme la fabrication du bronze ?



Le métal jaune rougeâtre - qui a donné son nom à toute une période historique allant de 3300 à 1200 avant J.-C. - est devenu le premier alliage métallique largement utilisé dans l'histoire. Fabriqué à partir de cuivre et d'étain, le bronze était suffisamment dur pour couper le bois, la chair et les os, tout en ne nécessitant qu'un modeste four pour le fondre et le travailler. Le fer était déjà connu dans l'Antiquité, mais il n'offrait que très peu d'avantages par

rapport au bronze : il était soit trop mou, soit trop cassant (en fonction de la teneur en carbone) et il s'est rapidement mis à rouiller.

Mais surtout, son obtention nécessitait beaucoup plus d'énergie que la fabrication de l'alliage de cuivre largement utilisé à l'époque. La raison en est simple : le bronze a un point de fusion beaucoup plus bas (légèrement inférieur à 1000°C ou 1900°F) que le fer (1538 °C ou 2800°F). En pratique, cela signifie que la fonte du fer nécessitait au moins deux fois plus de charbon que celle du cuivre... Et n'oublions pas que nous parlons de sociétés agraires, où tout, à l'exception d'un moulin à vent ou à eau, était actionné par le travail musculaire. Pensez maintenant au travail humain (et en fin de compte à l'énergie) nécessaire pour couper deux fois plus de bois, ce qui nécessite deux fois plus de travail et deux fois plus de calories alimentaires - sans parler du fait qu'une telle pratique épuiserait les forêts deux fois plus vite (vous êtes-vous déjà demandé pourquoi les habitants de l'Europe médiévale ont commencé à brûler du charbon en grandes quantités à l'aube de l'ère industrielle ?)

L'énergie était l'économie, même avant que nous ne sachions ce que c'était.

Le travail du bronze nécessitait également beaucoup moins de travail humain, car ces outils pouvaient être coulés dans leur forme finale, puis forgés à froid pour obtenir une résistance optimale. Comparez cela au travail avec des lingots de fer, qui devaient être forgés à chaud, ce qui nécessitait encore un autre tas de charbon de bois et une tonne de travail musculaire acharné (encore ces calories alimentaires et ce bois qu'il fallait se procurer)... Quant au résultat final, il suffit de regarder cette vidéo démontrant à quel point les outils en bronze peuvent être solides, ou cette étude prouvant que les épées en bronze ont bel et bien été largement utilisées dans les batailles.

Contrairement aux idées reçues, le bronze était un matériau étonnamment utile. Même s'il fallait les aiguiser un peu plus souvent, ces outils étaient beaucoup plus intéressants que le fer du point de vue de l'économie d'énergie. Tant que les mines d'étain et de cuivre étaient en mesure de produire suffisamment de minerais pour satisfaire la demande, le fer ne pouvait pas rivaliser. (En fait, l'une des nombreuses raisons de la polycrise qui a frappé les civilisations méditerranéennes de l'âge du bronze vers 1200 avant notre ère était le manque d'étain, qui était difficile à trouver et ne provenait que d'une seule mine dans l'actuel Afghanistan).

Malgré le mythe du progrès, le fer n'a pas été « choisi » au détriment du bronze. On y est revenu au fur et à mesure de l'épuisement des mines d'étain.

Revenons à l'avenir, au 22e siècle. Tout le charbon de haute qualité (métallurgique), facile à extraire, a disparu depuis longtemps. Les forêts ont commencé à se reconstituer, mais en raison des incendies de forêt, de l'évolution rapide du climat, de l'érosion des sols et de l'effondrement général de nombreux écosystèmes, de vastes zones autrefois boisées ne sont plus couvertes que d'herbe et de quelques buissons résistants. En d'autres termes, l'énergie tirée du bois reste rare, même si la production de combustibles fossiles a été réduite à zéro.

En revanche, les métaux laissés par la civilisation industrielle sont omniprésents. Bien que les ponts et les bâtiments de l'ère industrielle se soient tous effondrés et que les voies ferrées soient en grande partie rouillées, il n'est pas nécessaire d'aller bien loin pour obtenir des déchets de qualité. Le cuivre, par exemple, qui se patine d'une couche verdâtre le protégeant de la corrosion, se trouve encore dans les centrales électriques désaffectées et les parcs à ferraille sous la forme de bobines de moteurs électriques et de gros transformateurs. Alors que l'étain est (à nouveau) devenu très rare, l'aluminium reste abondant. (Tout comme le cuivre, il développe également une couche d'oxyde protectrice à sa surface et est également largement disponible). Étant donné que **l'étain peut être facilement remplacé par l'aluminium pour la fabrication du bronze**, pourquoi se donner la peine de ramasser les voies ferrées rouillées et d'abattre des forêts entières pour les transformer en charbon de bois, alors que l'on peut fabriquer **du bronze d'aluminium** avec une fraction de l'énergie investie (gaspillée)... ? En supposant qu'au moins quelques compétences métallurgiques de base survivent à l'âge des ténèbres qui s'annonce, un deuxième âge du bronze est à nos portes.

Le recyclage du passé ne peut cependant aller que jusqu'à un certain point. Le « problème » est que **tout processus de recyclage, aussi minutieux soit-il, entraîne un certain gaspillage : 5 à 10 % des matériaux seront toujours perdus à chaque fois.** Avec la disparition de l'exploitation minière, il n'y aura aucun moyen de compenser ces pertes. Une fois que toutes les anciennes villes et centres industriels auront été dépouillés de leurs précieuses ressources et que tout ce qui restera aura été réduit en poussière, les gens, quelques siècles plus tard, n'auront plus rien à recycler... si ce n'est leurs propres outils.

> ***L'ère industrielle a vu le dépouillement de la planète entière à la recherche de ressources, ne laissant rien aux générations futures.***

Comme nous l'avons vu dans le cas du premier âge du bronze, l'humanité s'est toujours tournée en premier vers les ressources les moins coûteuses, celles qui nécessitent le moins d'énergie et de travail. Les minerais à haute teneur, contenant des métaux précieux à deux chiffres (avec des ratios roche/métal atteignant parfois jusqu'à 20 %), étaient donc déjà exploités dans l'Antiquité. Assez rapidement, les teneurs en minerai sont tombées en dessous d'un point où le travail et l'énergie investis n'étaient pas justifiés par le maigre rendement de ces mines. Le seul moyen de contourner ce problème - avant la révolution industrielle - était donc de conquérir d'autres nations qui disposaient encore de ressources viables. Ce n'est qu'à l'ère industrielle, grâce à une source d'énergie incroyablement dense et abondante, le pétrole, que l'homme a pu exploiter des ressources auparavant jugées non rentables (minerais de faible qualité contenant 1 à 2 % de métaux).

En l'absence de combustibles fossiles, et surtout de pétrole, nos descendants n'auront plus ce luxe. Ils hériteront d'un monde où tous les minerais à haute teneur (qui se prêtent aux technologies d'extraction et de fusion artisanales) auront disparu depuis longtemps, et où l'exploitation des minerais à faible teneur restants nécessitera des quantités prodigieuses de main-d'œuvre et d'énergie provenant du bois et des céréales. Pour vous amuser, regardez ce type qui essaie de travailler avec un minerai d'étain à 1 %, tout en utilisant beaucoup d'outils modernes et d'électricité. Blague à part, écoutez le vieux mineur dans la vidéo en lien qui explique le processus d'épuisement et comment les anciens s'attaquaient à de minces filons de minerai, avant d'abandonner tout le projet une fois qu'il devenait trop exigeant en termes de travail (ou plutôt d'énergie) pour être poursuivi.

Faute de matériaux à recycler et de minerais à extraire, le deuxième âge du bronze s'achèvera lui aussi. Les hommes devront à nouveau utiliser le « fer des tourbières » et les « sables ferrugineux » des marais et des rivières, les deux seules sources de métaux à peu près renouvelables. Mais comme nous l'avons vu plus haut, le travail du

fer nécessitera toujours une grande quantité d'énergie (beaucoup de bois récolté et transformé en charbon de bois). Les objets métalliques seront donc fabriqués à très petite échelle, encore une fois. La vie dans le Japon d'Edo en est un exemple : comme les îles manquaient de minerais, la métallurgie était limitée à la fabrication de quelques outils et épées de haute qualité et coûteux. Les bâtiments en bois étaient maintenus ensemble par des joints astucieux et des boulons en bois - aucun clou en fer n'était utilisé. Un système similaire, combiné à une agriculture régénératrice, pourrait être maintenu pendant plusieurs millénaires, contrairement à une société industrielle basée sur les combustibles fossiles et les minéraux. Étant donné que la civilisation, l'agriculture et l'extraction des ressources sont par définition non viables à long terme, en particulier à une époque qui a dépassé la stabilité de l'Holocène, même les sociétés les plus douces commenceront à disparaître. Ainsi, alors que les effets néfastes de l'érosion, de l'épuisement des nutriments, du changement climatique et de la sixième extinction de masse continuent de s'accumuler, la plus grande espèce de mammifères restante sur la planète et la dernière du genre Hominidés finiront par rejoindre les rangs des paresseux géants, des chats à dents de sabre et des mammouths laineux.

▲RETOUR▲

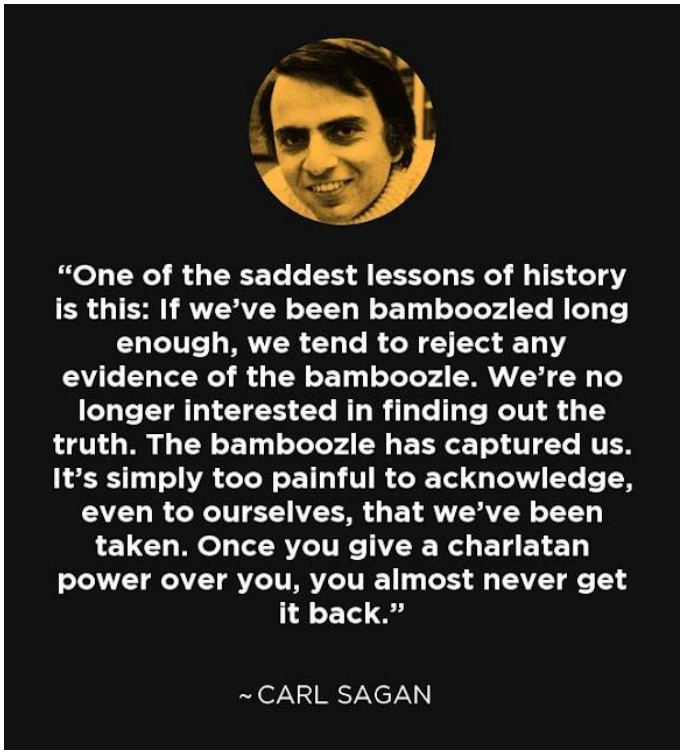
Pourquoi le réductionnisme est-il un tel problème ?

Erik Michaels 09 octobre 2024

La plupart des climatologues comprennent très bien la science du climat. Le problème, c'est qu'ils ne semblent pas comprendre qu'il s'agit d'une situation difficile avec un résultat, et non d'un problème avec une solution. J'ai su dès les 30 premières secondes d'écoute de ce podcast que je n'irais pas plus loin. La plupart des climatologues n'ont pas une bonne compréhension du dépassement écologique, car s'ils l'avaient, ils ne recommanderaient JAMAIS un quelconque type de technologie pour résoudre le problème que l'utilisation de la technologie a CAUSÉ. Malheureusement, il s'agit là d'un énorme point aveugle chez les scientifiques du climat et la plupart d'entre eux n'ont aucune compréhension de la sociologie. La plupart d'entre eux semblent également ne pas voir que la civilisation elle-même n'est pas durable. Cela signifie que nous ne pouvons pas assurer notre survie en continuant le même système que celui dans lequel nous vivons actuellement, un point c'est tout. Le fait de ne pas avoir une compréhension claire de la sociologie empêche les scientifiques du climat de comprendre comment les humains se comportent dans les limites de la société. En d'autres termes, la plupart des climatologues sont des réductionnistes et ne peuvent pas voir au-delà de leur propre spécialité. Sachant cela, je suis fatigué des scientifiques du climat qui

tentent de me vendre (ou à n'importe qui d'autre, d'ailleurs) n'importe quel type de technologie. L'utilisation de la technologie étant précisément la CAUSE (du dépassement ; et donc du changement climatique, symptôme d'un dépassement), plus de technologie, une technologie différente ou une technologie plus complexe ne font qu'augmenter le dépassement, aggravant l'état actuel du globe sur lequel nous vivons, au lieu de l'améliorer. Les tentatives de négociation pour maintenir la civilisation ne fonctionneront pas.

Si nous voulons acheter quelque chose, nous nous adressons à un vendeur, à un magasin ou à un catalogue, n'est-ce pas ? Combien de fois vous êtes-vous adressé à un climatologue pour acheter quelque chose ? Alors pourquoi essaient-ils de nous vendre certaines technologies ou idées ? Les vendeurs travaillent en disant aux autres ce qu'ils pensent que les autres veulent entendre, en faisant l'éloge du produit ou du service qu'ils vendent. En d'autres termes, ils sont occupés à faire de l'esbroufe et à raconter des histoires. Le problème des climatologues qui tentent de vendre est qu'ils ne semblent pas comprendre que la technologie qu'ils essaient de vendre est précisément à l'origine de la situation difficile qu'ils tentent de « résoudre », vendant involontairement aux gens l'idée de « solutions » qui, en réalité, n'existent pas (on ne peut pas résoudre une situation difficile - le mieux que l'on puisse faire est de réduire la gravité du résultat). En d'autres termes, ils se transforment en charlatans :



Ce qui devrait être évident ici, c'est que les climatologues devraient nous parler de science, et non de leur croyance en des dispositifs technologiques qui n'ont absolument aucune chance de réduire le changement climatique ou tout autre aspect du dépassement, y compris le dépassement lui-même.

L'aspect le plus frustrant est peut-être le fait que les climatologues peuvent étudier la science du climat et en comprendre la physique, mais ne peuvent pas suivre les mêmes critères de recherche pour le dépassement et utiliser la même approche analytique et factuelle pour déterminer la cause première du dépassement afin de comprendre la véritable cause du changement climatique. Si l'on ne comprend pas la cause première (l'utilisation de la technologie), comment peut-on formuler des recommandations pertinentes ? Ils savent que les émissions de gaz à effet de serre sont le principal ingrédient du changement climatique, mais ne semblent pas comprendre que le dépassement écologique est à l'origine de ces émissions ? Notre comportement en matière d'utilisation de la technologie est à l'origine du dépassement et ces deux facteurs (utilisation de la technologie et dépassement) sont également à l'origine des émissions.

Si j'ai beaucoup de respect pour les climatologues et ce qu'ils nous disent depuis 50 ans, j'ai aussi du dédain pour la diffusion de leurs croyances personnelles qui ne sont pas étayées par la pensée critique, la science ou la réalité. S'ils veulent prêcher la religion, qu'ils le fassent dans l'intimité de leur propre maison. Bien sûr, je suis conscient qu'ils sont aussi des personnes (des humains) et qu'ils sont soumis à la même propagande et au même battage publicitaire que le reste d'entre nous. Mais s'ils défendent la science en matière de climatologie, ils doivent aussi défendre les mêmes normes rigoureuses pour les idées qu'ils pourraient colporter ; préconiser l'utilisation d'encore plus d'infrastructures et d'équipements qui causent déjà la décimation de la vie sur cette planète est tout simplement débile.

Peut-être que si davantage de climatologues devaient suivre des cours d'écologie, étudier le paradoxe de Jevons, le principe de la puissance maximale et le wetiko, ils disposeraient d'une perspective plus large qui leur permettrait de formuler de meilleures recommandations. En l'état actuel des choses, leur approche réductionniste typique des idées d'atténuation est loin d'être satisfaisante. La plupart de leurs idées tombent dans la catégorie de l'espoir. Une fois de plus, nous lançons un appel aux scientifiques, aux enseignants et aux personnes influentes dans ce domaine.

Alors, que devons-nous faire ? Tout d'abord, déterminons qui est « nous ». Ensuite, éliminons le « devrions », en nous basant sur les preuves de l'ensemble de la partie « nous ». Il y a des actions plus efficaces que d'autres qui seraient recommandées, et elles sont accessibles ici. J'ai écrit de nombreux articles sur l'acceptation, nous vous encourageons donc à les consulter. En fin de compte, l'une des meilleures actions à entreprendre est de vivre maintenant. Voici une autre source d'inspiration ; cette fois, il s'agit de la route panoramique des Highlands.

▲RETOUR▲

.Comment s'en étonner ?

Tim Watkins 4 octobre 2024

Le biais de récurrence est profondément ancré dans la psyché humaine. C'est pour cette raison que l'on entend souvent dire que l'ouragan Hélène est la pire catastrophe de tous les temps, certains sur les réseaux sociaux affirmant qu'il annonce la fin du monde. Mais sans vouloir minimiser les dégâts réels causés, Hélène n'est ni le plus grand, ni le plus puissant, ni le plus coûteux des ouragans à se frayer un chemin sur les terres adjacentes au

golfe du Mexique. Même en se limitant aux seuls Etats-Unis, Katrina et Sandy ont causé plus de dégâts, tandis qu'Irma et Opal ont été plus importants. Quoi qu'il en soit, s'intéresser uniquement à l'ouragan revient à ignorer complètement l'autre dimension essentielle de toute catastrophe « naturelle ».

Prenons l'exemple de l'ouragan Maria, qui a frappé Porto Rico en 2017. Non seulement les vents de Maria (280 km/h) étaient plus forts que ceux d'Hélène (225 km/h), mais, fait crucial, l'infrastructure dans laquelle il s'est engouffré était nettement moins robuste, ce qui a entraîné un nombre de morts bien plus élevé et une convalescence bien plus longue. Il en va de même lorsque l'élément naturel de la catastrophe est plus faible. En octobre 1999, l'est de la Californie a été frappé par un tremblement de terre de magnitude 7,1 qui a causé peu de dégâts, aucun décès et cinq blessés. Un an plus tôt, l'Afghanistan avait été frappé par deux tremblements de terre (février et mai) de moindre ampleur (5,9 et 6,5) qui avaient fait entre 6 000 et 6 500 morts et plus de 10 000 blessés. Les bâtiments et les infrastructures californiens étaient tout simplement plus résistants aux tremblements de terre (même le tremblement de terre comparable de 1987 à Los Angeles n'a fait que huit morts et 200 blessés) que leurs homologues afghans.

Comme Katrina avant elle, Hélène est une source d'embarras pour l'establishment américain, car elle a ravagé des États et des communautés qui, sans être aussi appauvris que les Afghans, comptent parmi les plus pauvres de ce qui est censé être la nation la plus riche qui ait jamais existé. Les quartiers les plus pauvres de la Nouvelle-Orléans ne se sont jamais remis de Katrina, et il n'y a aucune raison de penser que les régions les plus pauvres de Géorgie et de Caroline du Nord s'en sortiront mieux.

À l'époque où je m'entretenais pour la première fois avec des fonctionnaires du ministère britannique de l'intérieur au sujet de la planification des mesures de relèvement après une catastrophe (qu'ils considéraient comme un remplacement de la planification militaire de la guerre froide), la Floride et la Louisiane ont été frappées par l'ouragan Andrew. Comme la plupart des personnes impliquées dans la planification d'urgence ici au Royaume-Uni, j'avais supposé qu'un gouvernement fédéral qui venait de consacrer des milliers de milliards de dollars au système de défense de la Guerre des étoiles prendrait sûrement le relais de l'ouragan à bras-le-corps. Au lieu de cela, la réponse a été tardive, inadéquate et mal gérée (même si elle s'est avérée bien meilleure que les réponses ultérieures à Sandy, Katrina et, on s'en doute, Hélène). En d'autres termes, si les « États-Unis » sont riches sur le papier, de larges pans de leur population et de leurs infrastructures sont bien moins résistants, et leur gouvernement bien moins apte à réagir, que ce que la richesse affichée pourrait nous laisser supposer.

Il est tout aussi facile d'évoquer l'effondrement général de la civilisation industrielle qui se manifeste aujourd'hui dans les États occidentaux. Sauf qu'Andrew et Katrina ont frappé avant le pic de production de pétrole conventionnel qui a déclenché la chaîne d'événements menant au krach de 2008 et à la dépression qui nous afflige depuis lors. Ce n'est pas tant que l'incapacité à se remettre de ces ouragans antérieurs n'était pas liée à ce que nous appelons globalement **le « pic pétrolier »**, mais plutôt qu'ils faisaient partie des problèmes inévitables qui découlent de la « solution » originale à la première version, uniquement américaine, du pic pétrolier.

Les chocs pétroliers des années 1970 - en grande partie la conséquence du pic de la production américaine en 1970 - ont donné lieu à deux réponses politiques très différentes. La première, élaborée par l'administration d'Edward Heath au Royaume-Uni et développée sous Jimmy Carter aux États-Unis, était une sorte de réponse puritaine consistant à conduire lentement pour économiser le carburant, à troquer les grosses voitures gourmandes en essence contre des minis économes en carburant et à porter des pulls supplémentaires dans la maison plutôt que d'allumer le chauffage central. L'alternative impliquait la destruction totale de la classe ouvrière occidentale afin de générer une dernière poussée de croissance économique sur le dos des travailleurs moins bien payés dans les régions du monde où la réglementation étatique était plus ou moins absente (permettant aux combustibles fossiles d'être brûlés à l'excès)... en un mot, le néolibéralisme.

C'est, à sa manière, le néolibéralisme - du moins sous l'influence de Thatcher - qui m'a poussé à m'intéresser à la planification de la reprise après avoir effectué des recherches sur l'échec de la réponse aux inondations du nord du

Pays de Galles en février 1990. À l'époque, les différentes agences de l'État - armée, police, NHS, gouvernement local, etc. - considéraient que leur rôle se limitait à secourir les milliers de personnes sans abri. Au-delà, conformément à la pensée néolibérale, le sort des victimes de l'inondation relevait uniquement du « libre marché ». L'État n'avait aucun rôle à jouer dans le relogement des personnes ou dans le maintien des communautés. Au lieu de cela, et inévitablement dans le monde réel, les gens ont été la proie d'escroqueries à l'assurance, de cow-boys de la construction et de toute une série de fraudes au détail. Ainsi, lorsque l'héritier du trône s'est rendu sur place un an plus tard, des centaines de personnes étaient toujours sans abri... mais il n'a pas eu l'occasion de les voir car, dans le cadre de l'un des actes les plus cyniques qui soient, le conseil local a utilisé des dons de charité pour financer la reconstruction des jardins et des maisons le long de la route royale dans le style Potemkine, afin de donner l'impression que la reconstruction était achevée.

Au début des années 1990, il restait peut-être au Royaume-Uni suffisamment de sentiments d'après-guerre pour que les autorités acceptent de jouer un rôle plus important dans le processus de redressement. L'inverse s'est produit aux États-Unis après huit années de libre marché selon Ronald Reagan. Que doivent attendre les victimes d'un ouragan d'un président qui a déclaré que « ***les neuf mots les plus terrifiants de la langue anglaise sont "Je suis du gouvernement et je suis là pour aider"*** ». Non pas, bien sûr, que les réponses des États autoritaires soient meilleures. La réponse de l'Union soviétique à la catastrophe de Tchernobyl, par exemple, a causé des milliers de morts de plus que la poignée de morts causées par la catastrophe elle-même - l'épidémie de cancer prévue chez les personnes exposées aux radiations ne s'est tout simplement pas manifestée, alors que le taux de suicide au sein de la communauté déplacée de force a atteint des sommets.

Néanmoins, ce n'est certainement que lorsque des catastrophes d'un genre ou d'un autre nous obligent à regarder derrière la façade brillante que le système présente habituellement au monde, que nous avons une idée du chemin parcouru sur la voie du déclin. Quelques mois après Tchernobyl, le système soviétique a été contraint d'entreprendre une série de réformes qui ont finalement abouti à son effondrement. Les pays occidentaux s'en sont mieux sortis, profitant de la dernière poussée de croissance néolibérale fondée sur l'endettement dans les années 1990 et au début des années 2000. Mais dans les anciennes industries, les villes balnéaires et les petites villes de Grande-Bretagne - et leurs équivalents dans les pays occidentaux - le processus de déclin et de décadence est toujours présent, même si nos apparatchiks lénocrates - élus et permanents - **se révèlent incapables de fournir des choses aussi simples que de l'eau potable**. Il est très peu probable que l'État britannique soit mieux placé que ses homologues américains pour répondre à une catastrophe météorologique majeure.

En outre, nous assistons - et nous continuerons sans doute d'assister - à l'affaiblissement, après le pic, de la résilience dont les sociétés occidentales disposaient autrefois. À mesure que le coût de l'énergie augmente - et donc le coût de tout le reste - notre résilience est inévitablement réduite. Mais cette résilience est également sapée par les choix politiques des cinquante dernières années. La réduction des services d'urgence, la vente des services publics et la suppression des effectifs des autorités locales ont peut-être permis de réduire les impôts (pour les riches), mais elles ont également supprimé une grande partie de la capacité des communautés à se remettre d'une catastrophe.

On pourrait objecter que les États occidentaux n'ont aucun problème à trouver des milliards de dollars, d'euros et de livres pour la guerre en Ukraine ou au Moyen-Orient. Mais il ne s'agit guère d'argent réel (et la plus grande partie de cet argent se retrouve dans les poches d'intermédiaires bien avant d'atteindre les gens ordinaires). Il s'agit plutôt de crédits accordés à l'industrie de l'armement, de sorte que l'argent qui change de mains va directement du Trésor aux entreprises d'armement. Et comme nous l'avons vu au début de la pandémie de Covid, les gouvernements peuvent avoir la capacité d'imprimer ou d'emprunter de la monnaie à volonté, mais ils n'ont pas les stocks d'urgence nécessaires pour réagir. Les chaînes d'approvisionnement en flux tendu du secteur privé, qui se sont également effondrées pendant la pandémie, ne permettent pas à la plupart des États occidentaux de stocker des produits de base tels que de la nourriture et de l'eau en bouteille pour les acheminer vers les zones touchées par des catastrophes. Ainsi, **même si les gouvernements étaient encore compétents (la plupart ne le sont plus)**, ils n'ont pas les moyens de réagir de manière appropriée.

Après le passage de l'ouragan Hélène, attendre l'arrivée des pouvoirs publics est sans doute une entreprise insensée. Mais qu'y a-t-il d'autre sur la table ? Partir à l'aventure et tenter de refaire sa vie ailleurs peut s'avérer efficace pour les jeunes et les personnes en bonne santé, mais peut s'avérer suicidaire pour ceux qui laissent derrière eux une communauté développée. Rester sur place dans des quartiers qui seront pratiquement abandonnés par les agences de l'État et les entreprises privées n'est pas un meilleur avenir. Mais peut-être n'est-ce là qu'une version accélérée de la manière dont l'effondrement dont nous parlons depuis longtemps en théorie se déroulera en pratique - chacun d'entre nous, en tant qu'individu, famille, communauté, région ou même nation entière, s'en sort à peu près jusqu'à ce qu'une catastrophe survienne et que seuls quelques chanceux survivent à une descente vers une décadence encore plus grande... et à chaque fois que nous descendons l'échelle du déclin civilisationnel, notre pauvreté collective croissante sert à affaiblir et à corrompre davantage les gouvernements et les entreprises qui se nourrissent de nous... **jusqu'à ce que ce qui ne peut pas être fait localement ne puisse plus être fait du tout.**

▲ RETOUR ▲

.La grande ruée mondiale vers la falaise de Sénèque

La philosophie du « *Prenez ce que vous pouvez, quand vous le pouvez* ».

Ugo Bardi 07 octobre 2024

https://www.youtube.com/watch?v=umIBbT6uwZI&ab_channel=Movieclips

Le film de 1982, « Mrs. Frisby and the Secret of NIMH », était sinistre et fascinant, résonnant avec des éléments qui décrivent notre situation moderne. Une société de rats menacée doit s'éloigner du danger, mais les rivalités internes mettent tout le monde en danger. Le méchant rat du film fonctionne selon le principe suivant : « Prenez ce que vous pouvez quand vous le pouvez ». Le chaos s'ensuit ; les bons rats l'emportent, mais non sans mal. C'était censé être un film pour enfants, mais comme vous pouvez le voir dans ce clip, il était cru et violent. La réalité est crue et violente, nos dirigeants se comportant exactement comme le mauvais rat du film, s'emparant de tout ce qu'ils peuvent, tant qu'ils le peuvent, et tuant tous ceux qui s'opposent à eux.

Nafeez Ahmed décrit parfaitement nos problèmes sur son blog dans un article intitulé « War With Iran, the Planetary Phase Shift, and Global System Paralysis » (La guerre avec l'Iran, le changement de phase planétaire et la paralysie du système mondial). Nous assistons à une guerre pour les ressources, une course folle pour garder le contrôle du peu qui reste, au prix de la destruction de tout et de tous sur le chemin. L'interprétation d'Ahmed met en évidence notre impuissance. « Démocratie » signifie théoriquement "Domaine du peuple", mais le peuple ne peut rien faire pour empêcher nos dirigeants meurtriers de faire tout ce qu'ils pensent pouvoir leur apporter encore plus de pouvoir.

Achille Mbembe a été l'un des premiers à constater la dégradation des démocraties occidentales en 2003, lorsqu'il a écrit son essai « Necropolitics », devenu par la suite un livre portant le même titre. Mbembe déclare,

> *« Quant aux démocraties, elles n'ont cessé de se vider et de s'altérer dans leur régime. Les fantasmes et les accidents étant désormais leur seule matière, elles sont devenues imprévisibles et paranoïaques, puissances anarchiques sans symboles, dépourvues de sens et de destin. Faute de justification, il ne leur reste que l'ornement. Rien, désormais, n'est inviolable, rien n'est inaliénable, rien n'est imprescriptible. Sauf peut-être la propriété... jusqu'ici. Dans ces conditions,* ***il se pourrait bien qu'au fond, personne ne soit citoyen d'aucun État en particulier*** *»*

En bref, nous sommes confrontés à un effondrement catastrophique de la gouvernance. La démocratie étant réduite à une tragédie ou à une farce (probablement les deux à la fois), qui est à la barre ? Peut-être cette entité nébuleuse que nous appelons parfois « *l'État profond* ». Elle joue le même rôle que la « matière noire » en cosmologie, une entité dont nous postulons l'existence pour expliquer ce que nous voyons, mais dont nous ne pouvons pratiquement rien dire. Ni la matière noire ni l'État profond ne sont observables par les instruments connus de l'homme.

Comment en sommes-nous arrivés là ? Il fut un temps, après la Seconde Guerre mondiale, où l'abondance illusoire créée par des combustibles fossiles bon marché permettait d'imaginer un avenir où la paix pourrait être atteinte par la collaboration entre les peuples du monde. Il était possible de penser que les nations pauvres pourraient atteindre des niveaux de prospérité comparables à ceux des nations riches et que tout le monde s'en contenterait.

Le premier coup de canif dans l'engrenage de cette idée a été le rapport « ***The Limits to Growth*** » (Les limites de la croissance) du Club de Rome, publié en 1972. Ce rapport nous a appris que la prospérité ne durerait pas éternellement. L'économie mondiale allait connaître un cycle de croissance et de déclin. Qu'elle commencerait à s'effondrer comme une pierre à un moment donné au cours des premières décennies du XXIe siècle.

Ce n'était pas une prophétie de malheur. C'était un avertissement. Il reposait sur l'idée que l'avenir de l'humanité pouvait et devait être géré. Que les gouvernements existaient pour le bien des citoyens. Qu'il était possible de parvenir à des décisions partagées sur la base du processus démocratique. Beaucoup d'entre nous fonctionnent encore selon une vision du monde fondée sur ces concepts. Mais maintenant que nous sommes entrés dans une ère de terrible pénurie de ressources, cette vision est devenue obsolète.

La beauté de l'histoire, c'est que nous avions prédit ce qui allait se passer. Bien sûr, les modèles de « *The Limits to Growth* » ne pouvaient pas nous dire quand et comment une guerre spécifique allait commencer. Mais il n'a pas fallu un effort d'imagination particulier pour comprendre qu'avec la chute de l'économie et le manque de ressources pour tout le monde, la stratégie « *prenez ce que vous pouvez, quand vous le pouvez* » commencerait à s'appliquer.

Quels que soient les responsables, si tant est qu'il y en ait, ce que nous pouvons observer, c'est que le système tente désespérément de poursuivre le paradigme de l'extraction. Les dirigeants, les riches, les pauvres, les travailleurs, les retraités, tout le monde pense de la même manière. Et plus de cinquante ans d'avertissements selon lesquels si quelque chose ne peut pas continuer, il faudra l'arrêter, n'ont abouti à rien. Il ne nous reste plus qu'à tenter de forer davantage, d'extraire davantage, de tuer davantage. **La tentative de maintenir à tout prix les anciennes méthodes est le moyen parfait de créer l'effondrement à la Sénèque.** Il n'était pas inévitable, mais il n'a pas été évité, et c'est maintenant la direction que prend le monde.

Mais ce n'est pas la fin du monde. C'est la fin d'un monde. Ce que nous voyons, ce sont les spasmes de l'ancien système qui refuse désespérément de mourir et qui, ce faisant, crée beaucoup de dommages à tout, à tous et à lui-même. Des temps meilleurs viendront, mais comme pour toutes les naissances, il y aura beaucoup de douleur dans le processus.

Dans son blog, Nafeez Ahmed a examiné la situation de la guerre en Iran d'un point de vue systémique. Il est parvenu à la bonne conclusion que nous assistons à une guerre pour les ressources. Voici un extrait de « War With Iran, the Planetary Phase Shift, and Global System Paralysis » (La guerre avec l'Iran, le changement de phase planétaire et la paralysie du système mondial). Cliquez sur le lien pour lire l'article complet.

> **Regarder le Moyen-Orient à travers une lentille systémique**
>
> La traversée des dernières étapes du cycle de vie de la civilisation industrielle est incroyablement déstabilisante. C'est la raison pour laquelle nous connaissons des tensions potentielles accrues sur les ressources qui pourraient amplifier le risque de conflits.
>
> Dans le cas d'Israël-Palestine, il est clair que le conflit a été radicalisé par des revendications concurrentes sur les ressources - en particulier les terres et les réserves de combustibles fossiles - mais le facteur le plus important renforçant la tendance à la violence extrême a peut-être été le rôle des manifestations locales de l'OS industriel, tel qu'il est réfracté par les structures politiques répressives en place.

À l'échelle planétaire, l'OS industriel en place - qui englobe la vision du monde, les valeurs, les systèmes de gouvernance, la culture, etc. - est un facteur contraignant fondamental pour la capacité de l'humanité à passer le cap du changement de phase planétaire et à se réorganiser avec succès. La transformation nécessite un système d'exploitation fondamentalement nouveau qui nous permette de comprendre notre situation difficile, de transcender notre paradigme industriel moribond et d'aligner nos systèmes matériels et culturels sur les systèmes planétaires de maintien de la vie.

C'est le cas simultanément aux niveaux régional et local. Dans la crise du Moyen-Orient, tous les acteurs sont limités par les structures et les valeurs de l'ancien paradigme idéologique qui interprètent les événements à travers le prisme des catégories ethno-nationalistes, des modèles brisés d'engagement politique et des modes de dialogue hiérarchiques.

Extraction prédatrice

Quoi que l'on pense de l'histoire, des droits et des torts de ce conflit, il est incontestable que le système Israël-PA-Hamas est une structure fondamentalement extractiviste d'exploitation et de distribution des ressources régionales. En effet, le soutien occidental à Israël est lié à des objectifs de longue date visant à monopoliser l'accès au pétrole du Moyen-Orient.

Ce système est maintenu par un système global de réglementation politique et juridique qui est mis en œuvre militairement. Dans cette structure, la terre, l'eau, l'énergie et les ressources alimentaires sont massivement monopolisées par un groupe ethniquement et religieusement défini (les Israéliens) au détriment d'autres groupes ethniquement et religieusement définis (les Palestiniens). Au sein de ces groupes, il existe également des sous-groupes de contrôle hiérarchique et d'exploitation.

Ce qui est clair, c'est que ce paradigme défunt est en train d'imploser, parce qu'il limite les perceptions de ce qui est possible et, par conséquent, l'éventail des choix perçus à ceux qui impliquent une escalade de la violence aveugle.

Cela est dû à une dynamique d'« altérisation » que les spécialistes des conflits et des génocides connaissent bien. Lorsqu'un système entre en crise, les personnes qui le composent peuvent souvent se polariser sur des identités de groupe excluantes qui sont ensuite désignées comme bouc émissaire et considérées comme la source de la crise.

Cela se produit généralement dans le contexte d'une OS en place dont l'idéologie dominante et la vision du monde sont incapables de reconnaître le système à l'origine de la crise, ce qui conduit les gens à se préoccuper de manière obsessionnelle des symptômes superficiels de la crise (qu'il s'agisse de migration, de troubles ou de violence, ou d'autre chose).

En réagissant principalement aux symptômes plutôt qu'en s'attaquant au système sous-jacent, les acteurs peuvent se retrouver dans une boucle de déstabilisation qui s'auto-renforce et qui ne s'attaque pas aux moteurs systémiques de la crise (qui s'aggrave donc continuellement, malgré, et même souvent à cause, des réponses qui sont apportées).

Alors que le système mondial passe par la phase de libération et de réorganisation, une chose peut se produire : les groupes d'intérêt et les industries qui sont liés au système de production et à l'OS en place, au lieu d'accepter le besoin de changement, redoublent d'efforts pour protéger les structures en place moribondes - qu'elles soient matérielles ou culturelles.

Cela se traduit par un processus de radicalisation mutuelle. Nous en sommes témoins dans le conflit régional où toutes les parties durcissent leurs stratégies traditionnelles. Nous observons un effet concerté de polarisation sociale dans lequel l'exclusion mutuelle et l'altérisation atteignent des niveaux extrêmes qui justifient de plus en plus

l'utilisation de la violence de masse comme solution. Nous constatons également une tendance à se replier sur des idéologies ancrées dans le vieux paradigme de la région.

▲RETOUR▲

La guerre avec l'Iran, le changement de phase planétaire et la paralysie du système mondial

Nafeez Ahmed 4 octobre 2024

Le conflit qui se déroule en Israël, à Gaza, au Liban et en Iran n'est pas seulement une rupture régionale, mais une rupture systémique globale dans le contexte du changement de phase planétaire, alors que la civilisation industrielle traverse les derniers stades de son cycle de vie.

La crise du Moyen-Orient échappe rapidement à tout contrôle. Les analystes conventionnels n'ont pas réussi à comprendre ses facteurs systémiques globaux et ses conséquences potentiellement catastrophiques à l'échelle du système mondial. L'utilisation du cadre du changement de phase planétaire nous aide cependant à reconnaître que le conflit qui se déroule en Israël, à Gaza, au Liban et en Iran n'est pas seulement un effondrement régional, mais une rupture systémique mondiale dans le contexte du changement de phase planétaire, alors que la civilisation industrielle traverse les derniers stades de son cycle de vie. Il est donc essentiel de comprendre ce moment dans une optique systémique pour éviter le risque imminent d'une défaillance synchrone mondiale, qui pourrait conduire à la paralysie et à l'effondrement d'une manière qui ferait dérailler les possibilités émergentes de transformation systémique.

À la suite des attentats terroristes du 7 octobre qui ont fait plus de 1 200 morts et plus de 5 000 blessés parmi les Israéliens (dont 816 civils, hommes, femmes et enfants), Israël a immédiatement lancé sa propre vague de terreur dans la bande de Gaza, entraînant la destruction totale de quelque 80 % des écoles, 60 % des terres agricoles, plus de 55 % de toutes les structures civiles, la mort de plus de 41 000 Palestiniens et le déplacement massif de plus de

2 millions d'habitants. En une seule année, l'armée israélienne a tué plus de femmes et d'enfants à Gaza que lors de n'importe quel conflit récent au cours des deux dernières décennies.

Alors qu'Israël commençait à bombarder Gaza le 7 octobre, le Hezbollah a lancé ce qu'il a décrit comme des frappes de représailles le jour suivant en tirant des roquettes sur la région des fermes de Shebaa, à la frontière libano-syrienne, sur les hauteurs du Golan occupées par Israël. Depuis lors, les frappes et contre-attaques à la frontière israélo-libanaise se sont intensifiées, entraînant le déplacement de plus de 100 000 Libanais et 60 000 Israéliens.

Alors que les hostilités s'intensifiaient, l'assassinat par Israël du chef du Hezbollah, Hassan Nasrallah, a été l'élément déclencheur qui a entraîné l'Iran, le principal État parrain du Hezbollah, directement dans l'escalade rapide du conflit.

L'assassinat a eu lieu dans le cadre d'une invasion terrestre israélienne à grande échelle du Sud-Liban qui, en quelques jours, a vu plus d'un millier de civils libanais tués et de maisons détruites, et plus d'un million de civils libanais - un cinquième de la population - déplacés.

Le 2 octobre, l'Iran a attaqué directement Israël avec une rafale de missiles balistiques. Cette attaque a été « inefficace », selon les termes du président américain Joe Biden, et a endommagé quelques bases aériennes, un bâtiment du Mossad, une école et plusieurs maisons en Israël. La seule victime de l'attaque est un Palestinien résidant en Cisjordanie occupée.

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a ensuite juré que l'Iran « paierait » pour cette attaque, laissant entrevoir la perspective d'une guerre totale imminente entre Israël et l'Iran, qui pourrait dégénérer en un conflit régional de longue durée.

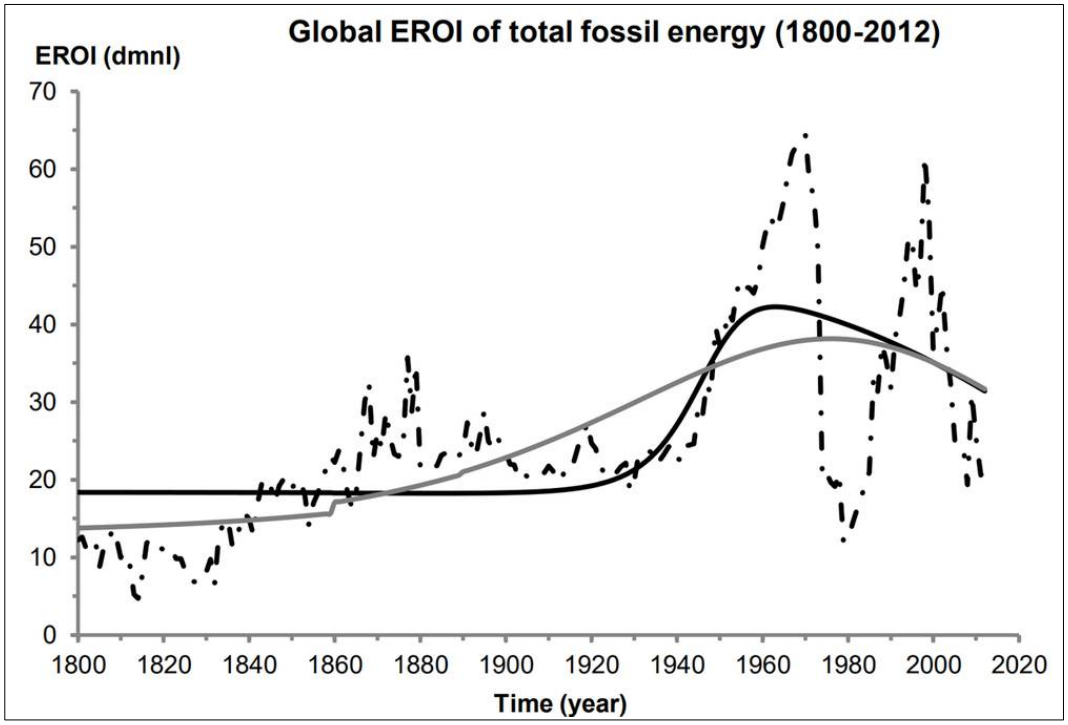
Déphasage planétaire

Comment comprendre cette situation à travers le prisme du déphasage planétaire ?

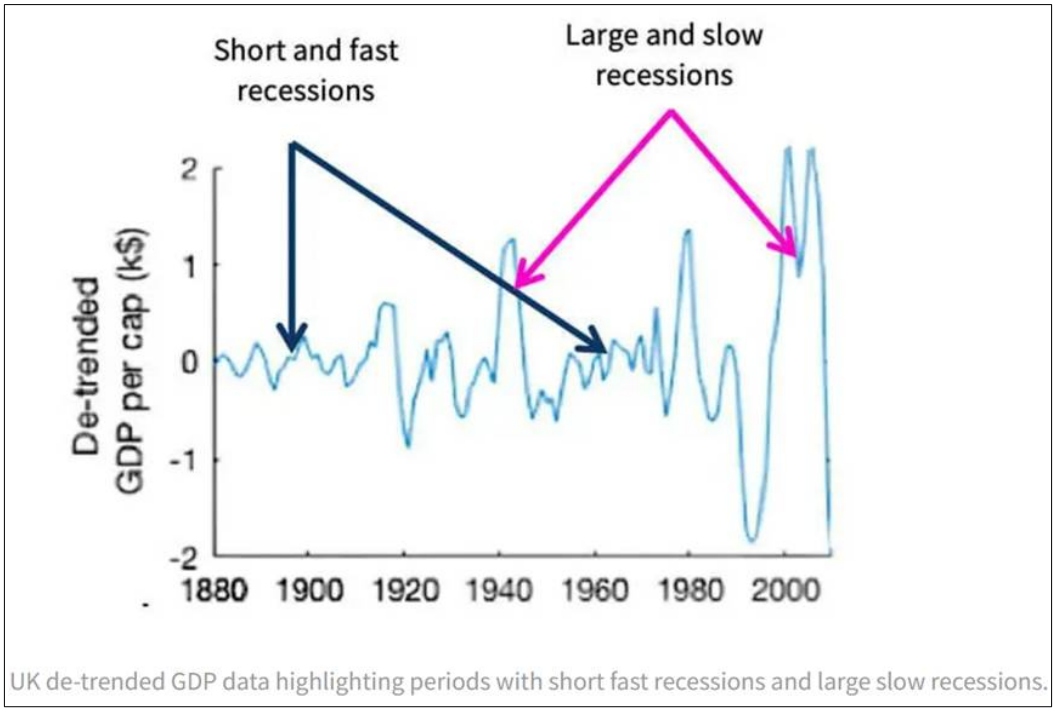
Nous allons ici nous rappeler rapidement les principaux outils conceptuels du cadre du déphasage planétaire qui pourraient nous aider. Nous verrons ensuite comment l'application de ce cadre peut nous aider à comprendre les dynamiques systémiques régionales et mondiales à l'origine de l'escalade du conflit. Les implications du conflit en termes de risque civilisationnel, et en particulier ses effets corrosifs sur le changement de phase planétaire, seront ensuite exposées.

Les civilisations, comme tous les grands systèmes naturels, traversent un cycle de vie en quatre étapes : croissance, stabilisation, libération et réorganisation. La dernière étape précipite soit un nouveau cycle de vie, soit la mort du système.

Le cadre du déphasage planétaire indique que la civilisation humaine, en tant que plus grand système socio-écologique de la planète, se déplace entre la troisième (libération) et la quatrième/finale (réorganisation) étape de son cycle de vie.

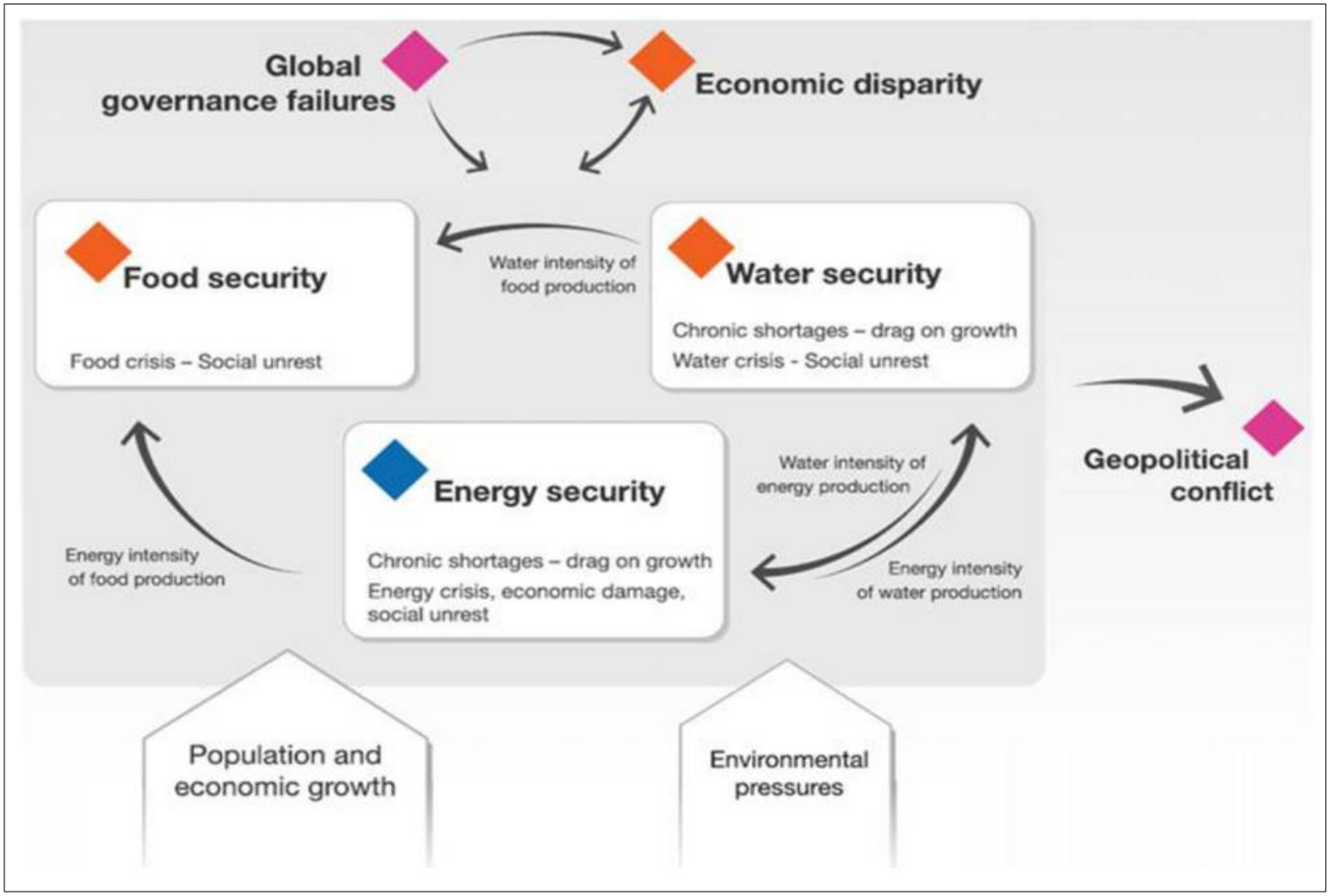


Cette conclusion est étayée par des données empiriques portant sur de nombreux sous-systèmes matériels déterminants de la civilisation et sur ses interactions avec les systèmes planétaires de maintien de la vie. Non seulement nous disposons de nombreuses données indiquant que la civilisation industrielle risque de franchir d'importantes « limites planétaires », dont le système climatique fait partie, mais nous savons également que le retour sur investissement énergétique (EROI) des combustibles fossiles a diminué de façon spectaculaire depuis les années 1960.

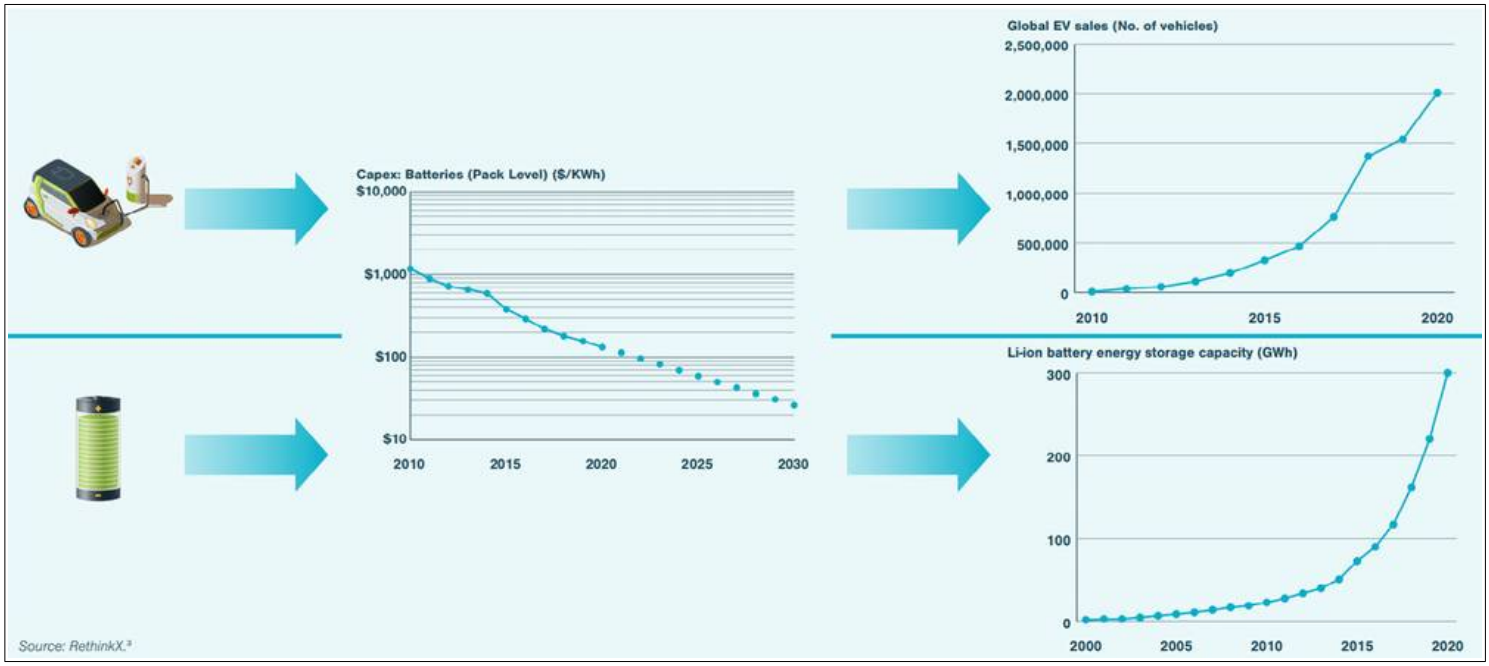


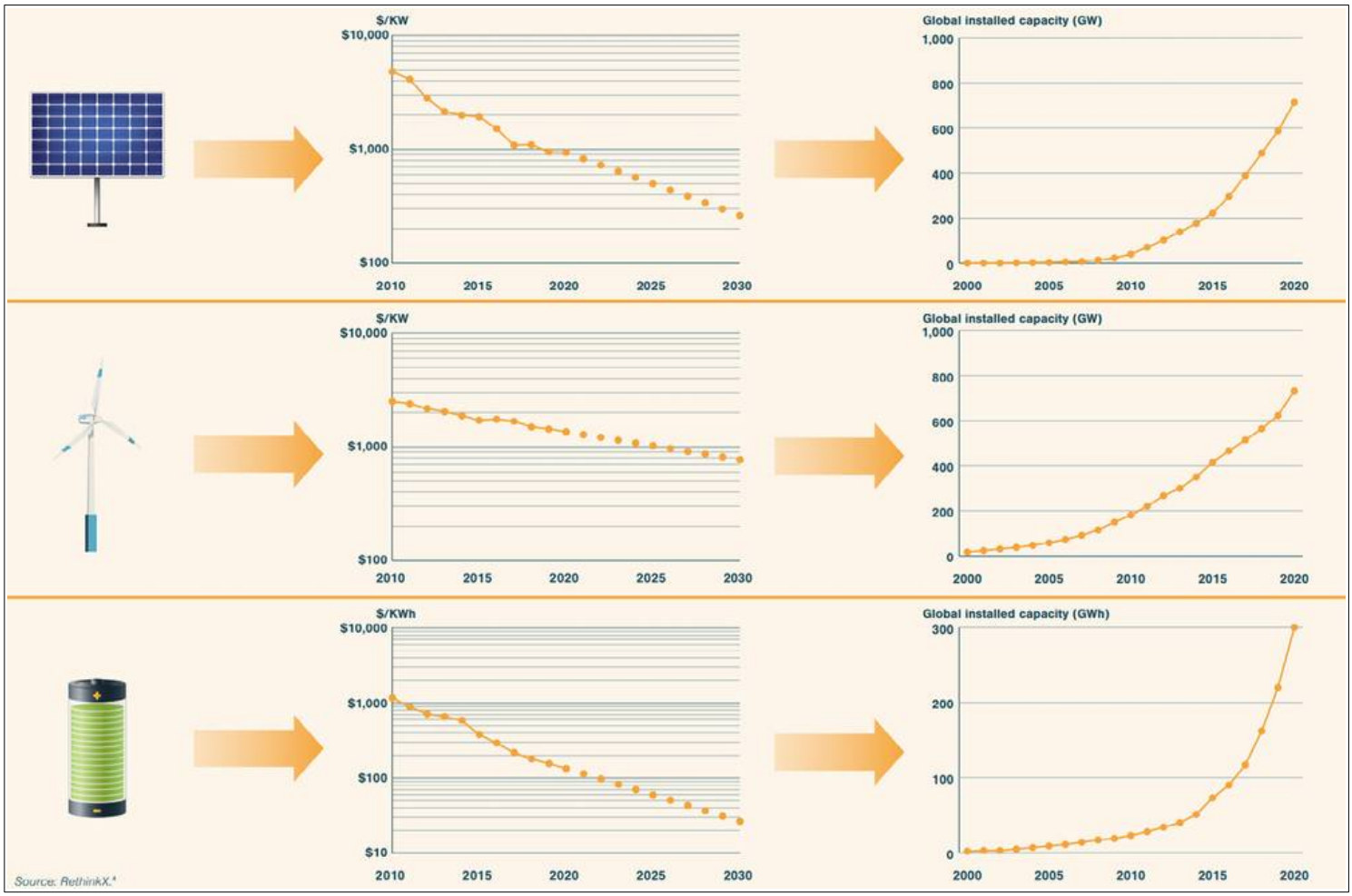
Source : Ecological Economics (2017) Ecological Economics (2017)

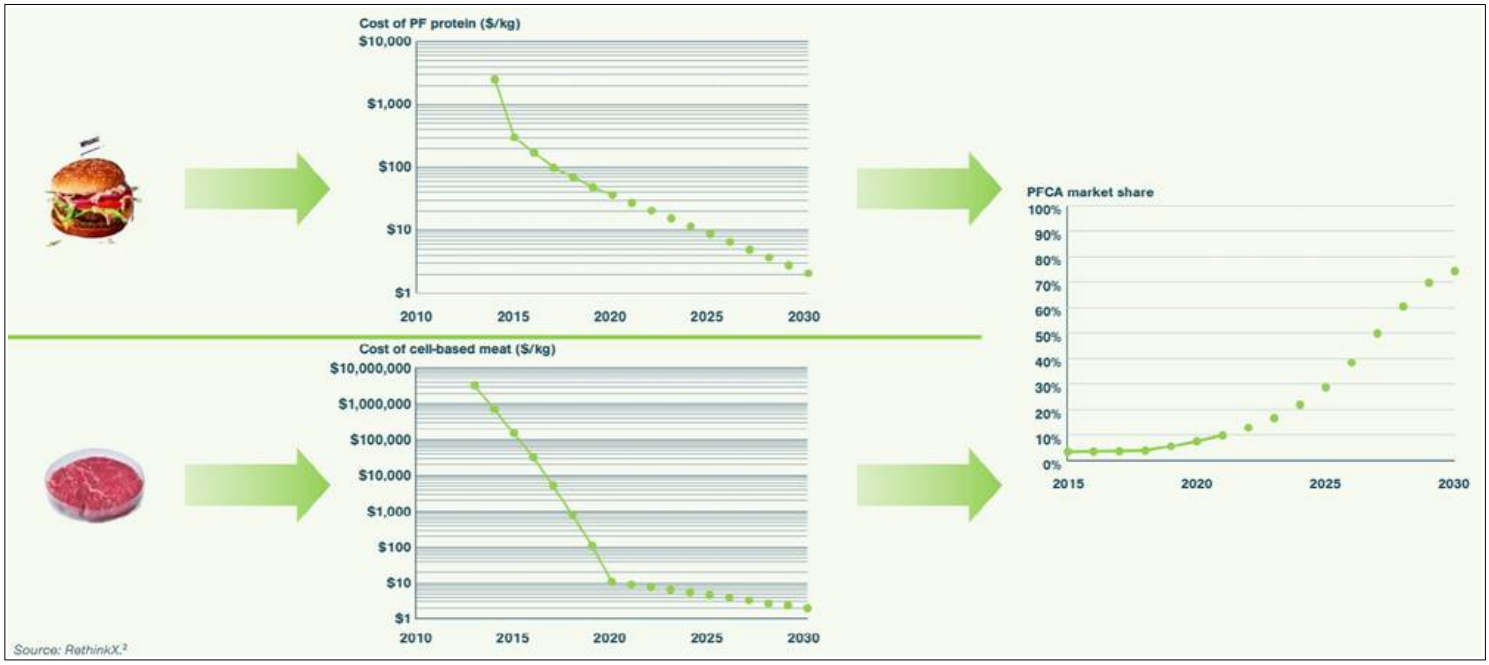
Cette situation a été le moteur systémique fondamental d'une baisse constante du taux de croissance économique mondial. Le recours croissant à la financiarisation par le biais de l'expansion de la dette a tenté de compenser cette situation, mais a fini par aggraver la volatilité systémique du système financier, ce qui a entraîné des crises périodiques de la dette au niveau mondial et régional.



Ces grandes mutations énergétiques et économiques sont liées à des crises majeures des systèmes de production auxquelles sont confrontées les industries traditionnelles dans les domaines de l'alimentation, des transports et de l'information. Ces crises de plus en plus graves ne sont donc pas simplement des événements multiples et disparates qui se trouvent être profondément interconnectés en raison de relations complexes. Il s'agit en fait de différentes extensions sectorielles d'une crise systémique unique et fondamentale dans la relation de l'humanité avec la planète (une réalité que les conceptualisations grossières de la « polycrise » tendent à obscurcir).


Capex: Batteries (Pack Level) ($/KWh)
$10,000
$1,000
$100
$10
2010
2015
2020
2025
2030
Global EV sales (No. of vehicles)
2,500,000
2,000,000
1,500,000
1,000,000
500,000
0
2010
2015
2020
Li-ion battery energy storage capacity (GWh)
300
200
100
0
2000
2005
2010
2015
2020
Source: RethinkX.[3]


$/KW
$10,000
$1,000
$100
2010
2015
2020
2025
2030
Global installed capacity (GW)
1,000
800
600
400
200
0
2000
2005
2010
2015
2020
$/KW
$10,000
$1,000
$100
2010
2015
2020
2025
2030
Global installed capacity (GW)
1,000
800
600
400
200
0
2000
2005
2010
2015
2020
$/KWh
$10,000
$1,000
$100
$10
2010
2015
2020
2025
2030
Global installed capacity (GWh)
300
200
100
0
2000
2005
2010
2015
2020
Source: RethinkX.[4]



Simultanément, nous entrons dans une nouvelle phase de réorganisation au cours de laquelle ces mêmes secteurs et systèmes sont remodelés et restructurés. L'un des principaux moteurs de ce processus est ~~l'émergence de technologies de rupture dans les domaines de l'énergie, des transports, de l'alimentation, de l'information et des matériaux, qui surpassent les industries et les technologies en place et sont en passe de les perturber et de les supplanter.~~ Il ne s'agit pas de substitutions à l'identique, mais comme elles ont des propriétés tout à fait distinctes et fonctionnent selon des règles nouvelles, elles impliquent des systèmes de production entièrement nouveaux.

Cependant, l'aspect le plus difficile de ce changement de phase planétaire est le rôle de ce que l'on pourrait appeler le « logiciel » de la civilisation - nos systèmes culturels, ou le « système d'organisation » (OS) de la civilisation.

Alors que nous traversons les troisième et quatrième phases de réorganisation du changement de phase planétaire, nous assistons non seulement à des trajectoires de crise et d'effondrement des structures matérielles en place, mais aussi à des trajectoires de crise et d'effondrement des idéologies dominantes, des paradigmes et des structures sociales, politiques et économiques de la civilisation industrielle qui s'entrecroisent. À cela s'ajoute l'émergence rapide de nouveaux outils matériels et systèmes de production dont le fonctionnement peut à peine être géré ou régulé par l'OS en place.

Il y a donc un fossé énorme qui se creuse entre :

1. Les systèmes de matériaux existants qui s'effondrent

2. les nouvelles capacités matérielles émergentes

3. les paradigmes culturels et les structures de l'OS en place.

C'est ici que les choses deviennent plus pertinentes pour comprendre les cartes sauvages géopolitiques telles que ce qui se passe au Moyen-Orient.

Ce fossé de l'information signifie, en termes plus simples, que le « matériel » de la civilisation connaît une métamorphose chaotique alors que l'ancien système s'effondre dans le sillage de l'émergence de nouveaux systèmes, mais que le « logiciel » de la civilisation - adapté pour gérer l'ancien système - ne peut pas suivre.

Le Moyen-Orient sous l'angle des systèmes

La traversée de ces dernières étapes du cycle de vie de la civilisation industrielle est incroyablement déstabilisante. C'est pourquoi nous connaissons des tensions potentielles accrues sur les ressources qui pourraient amplifier le risque de conflits.

Dans le cas d'Israël-Palestine, il est clair que le conflit a été radicalisé par des revendications concurrentes sur les ressources - en particulier les terres et les réserves de combustibles fossiles - mais le facteur le plus important renforçant la tendance à la violence extrême a peut-être été le rôle des manifestations locales de l'OS industriel, tel qu'il est réfracté par les structures politiques répressives en place.

À l'échelle planétaire, l'OS industriel en place - qui englobe la vision du monde, les valeurs, les systèmes de gouvernance, la culture, etc. - est un facteur contraignant fondamental pour la capacité de l'humanité à passer le cap du changement de phase planétaire et à se réorganiser avec succès. La transformation nécessite un système d'exploitation fondamentalement nouveau qui nous permette de comprendre notre situation difficile, de transcender notre paradigme industriel moribond et d'aligner nos systèmes matériels et culturels sur les systèmes planétaires de maintien de la vie.

C'est le cas simultanément aux niveaux régional et local. Dans la crise du Moyen-Orient, tous les acteurs sont limités par les structures et les valeurs de l'ancien paradigme idéologique qui interprètent les événements à travers le prisme des catégories ethno-nationalistes, des modèles brisés d'engagement politique et des modes de dialogue hiérarchiques.

Extraction prédatrice

Quoi que l'on pense de l'histoire, des droits et des torts de ce conflit, il est incontestable que le système Israël-PA-Hamas est une structure fondamentalement extractiviste d'exploitation et de distribution des ressources régionales. En effet, le soutien occidental à Israël est lié à des objectifs de longue date visant à monopoliser l'accès au pétrole du Moyen-Orient.

Ce système est maintenu par un système global de réglementation politique et juridique qui est mis en œuvre militairement. Dans cette structure, la terre, l'eau, l'énergie et les ressources alimentaires sont massivement monopolisées par un groupe ethniquement et religieusement défini (les Israéliens) au détriment d'autres groupes ethniquement et religieusement définis (les Palestiniens). Au sein de ces groupes, il existe également des sous-groupes de contrôle hiérarchique et d'exploitation.

Ce qui est clair, c'est que ce paradigme défunt est en train d'imploser, parce qu'il limite les perceptions de ce qui est possible et, par conséquent, l'éventail des choix perçus à ceux qui impliquent une escalade de la violence aveugle.

Cela est dû à une dynamique d'« altérisation » que les spécialistes des conflits et des génocides connaissent bien. Lorsqu'un système entre en crise, les personnes qui le composent peuvent souvent se polariser sur des identités de groupe excluantes qui sont ensuite désignées comme bouc émissaire et considérées comme la source de la crise.

Cela se produit généralement dans le contexte d'une OS en place dont l'idéologie dominante et la vision du monde sont incapables de reconnaître le système à l'origine de la crise, ce qui conduit les gens à se préoccuper de manière obsessionnelle des symptômes superficiels de la crise (qu'il s'agisse de migration, de troubles ou de violence, ou d'autre chose).

En réagissant principalement aux symptômes plutôt qu'en s'attaquant au système sous-jacent, les acteurs peuvent se retrouver dans une boucle de déstabilisation qui s'auto-renforce et qui ne s'attaque pas aux moteurs systémiques de la crise (qui s'aggrave donc continuellement, malgré, et même souvent à cause, des réponses qui sont apportées).

Alors que le système mondial passe par la phase de libération et de réorganisation, une chose peut se produire : les groupes d'intérêt et les industries qui sont liés au système de production et à l'OS en place, au lieu d'accepter le besoin de changement, redoublent d'efforts pour protéger les structures en place moribondes - qu'elles soient matérielles ou culturelles.

Cela se traduit par un processus de radicalisation mutuelle. Nous en sommes témoins dans le conflit régional où toutes les parties durcissent leurs stratégies traditionnelles. Nous observons un effet concerté de polarisation sociale dans lequel l'exclusion mutuelle et l'altérisation atteignent des niveaux extrêmes qui justifient de plus en plus l'utilisation de la violence de masse comme solution. Nous constatons également une tendance à se replier sur des idéologies ancrées dans le vieux paradigme de la région.

Doubler sur l'ancien

En ce qui concerne Israël, nous avons vu comment, au cours de la dernière décennie, cela s'est traduit par l'intensification du paradigme colonialiste, avec l'expansion des colonies illégales en Cisjordanie, le renforcement du contrôle draconien sur Gaza (notamment sur ses ressources en eau et en nourriture et sur la circulation des personnes), le tout contrôlé par une violence contre-insurrectionnelle périodique qui est devenue de plus en plus brutale et aveugle, selon les observateurs israéliens des droits de l'homme.

Cette réalité a été bien résumée par BT'selem, le groupe israélien de défense des droits de l'homme basé à Jérusalem :

> *Il y a plus de cinquante ans, Israël a occupé la bande de Gaza et la Cisjordanie, dont il a annexé une partie à Jérusalem... Afin d'étendre et de consolider son contrôle sur les terres qu'il a occupées, Israël a appliqué une myriade de mesures militaires, civiles, juridiques et administratives par lesquelles il a déchiré l'espace palestinien, divisé la population palestinienne en douzaines d'enclaves déconnectées les unes des autres et démantelé son tissu social, culturel et économique.*
>
> *La bande de Gaza a été transformée par Israël en la plus grande prison à ciel ouvert du monde. En Cisjordanie, Israël a affecté aux colonies la majeure partie de la zone rurale située en dehors des enclaves palestiniennes, y compris des terres situées dans la zone qu'il a annexée à Jérusalem, ce qui a entraîné une fragmentation de l'espace palestinien et a abouti à la prise de contrôle des terres par Israël.*
>
> *Les unités disparates qu'Israël a créées dans les territoires occupés diffèrent les unes des autres, en fonction de la manière dont Israël les définit, du statut qu'il a accordé à leurs résidents et de ses projets pour chaque zone. Quoi qu'il en soit, depuis plus de cinquante ans, tous les Palestiniens souffrent d'une réalité quotidienne de dépossession et d'oppression sous le contrôle d'Israël. Israël dirige leur vie, leur refuse des droits politiques et une voix dans la détermination de leur avenir.*

Pour le Hamas, nous avons vu que cela a abouti au recours à des attaques périodiques à la roquette sur Israël, qui ont culminé avec les atrocités terroristes dévastatrices du 7 octobre à l'intérieur du territoire israélien, qui ont tué le plus grand nombre de personnes juives depuis l'Holocauste.

Ce système de violence - où Israël est, selon des données empiriques incontestables, systématiquement responsable de l'écrasante majorité des violences de masse excluantes - s'est maintenant transformé en une guerre génocidaire

d'un an contre l'ensemble de Gaza, en une invasion potentiellement ou tendanciellement génocidaire du Liban et en la perspective d'une guerre totale avec l'Iran.

L'étape de la « libération » et de l'effondrement se déroule à Gaza

Les risques systémiques mondiaux de ce moment sont difficiles à comprendre. L'engagement dans des confrontations militaires futiles et prolongées est une caractéristique des excès impériaux qui précipitent le déclin systémique, car il s'agit généralement d'un symptôme de ce processus de déclin.

Les anciennes civilisations impériales (Rome ou la Grande-Bretagne) qui sont entrées dans la phase de libération s'effondrent souvent au cours du processus d'utilisation de la force militaire pour contenir la violence qui éclate dans le contexte même de l'effondrement.

L'une des caractéristiques de la phase de libération est donc un degré élevé d'incertitude irréductible, ce qui signifie qu'il est intrinsèquement difficile de prédire avec fiabilité ce qui se passera ensuite, non pas en raison d'un manque d'informations, mais parce que le système lui-même est entré dans un état de flux indéterminé qui pourrait prendre de nombreuses directions divergentes en fonction des décisions prises par les acteurs du sous-système.

C'est précisément dans le contexte de cette incertitude que les acteurs cherchent à construire une certitude dans les tropes familiers et confortables de l'idéologie en place, et l'idée que nous pouvons redevenir « grands » si seulement nous faisons davantage ce qui était censé nous rendre grands dans un passé lointain.

Durcissement de l'idéologie en place au Moyen-Orient

Les dirigeants de la région connaissent manifestement un durcissement des idéologies traditionnelles en réponse à la crise, ce qui pourrait les amener à penser que la violence de masse est le seul outil viable pour atteindre leurs objectifs.

L'une des idéologies en présence, qui pourrait rapidement passer au premier plan compte tenu de l'expansionnisme militaire d'Israël dans une guerre régionale à trois fronts, est un lien de longue date entre la pensée militaire et stratégique israélienne et l'idéologie néoconservatrice de Washington qui a contribué à mener les guerres en Irak et en Afghanistan.

C'est ce qui ressort du rapport de 1996 intitulé « A Clean Break : A New Strategy for Securing the Realm, produit par un groupe de recherche présidé par le futur conseiller de l'administration Bush, Richard Perle, à l'Institute for Advanced Strategic and Political Studies de Washington DC. Ce rapport, préparé à l'époque pour conseiller Netanyahou, semble avoir considérablement influencé la pensée de la droite israélienne et des responsables américains de la sécurité nationale. A Clean Break aurait également été façonné par un document antérieur rédigé par Oded Yinon, ancien haut fonctionnaire du ministère israélien des affaires étrangères.

Ensemble, ces documents impliquent que les États-Unis devraient soutenir Israël dans le lancement d'une stratégie agressive visant à remodeler l'ensemble du Moyen-Orient, impliquant l'occupation de la Cisjordanie et du plateau du Golan, l'encerclement de Gaza, l'invasion du Liban, le démembrement de l'Irak et de la Syrie, et la déstabilisation de l'Iran. Avec l'ouverture par Israël d'une guerre sur trois fronts, il est plausible que cette dangereuse vision idéologique ait trouvé un nouveau souffle.

Malheureusement, il ne s'agit pas d'un plan qui peut « fonctionner » de manière significative. Toute attaque contre l'Iran risque de conduire à une escalade aux conséquences profondément imprévisibles, qui comprend néanmoins une série de scénarios catastrophiques.

Jusqu'à présent, les responsables occidentaux de la sécurité nationale - coincés dans les cadres d'analyse cloisonnés de l'OS en place - s'attachent à examiner les risques militaires en les isolant largement des interactions systémiques avec d'autres secteurs. Par exemple, alors que le président Biden a publiquement condamné l'idée d'une frappe israélienne sur les installations nucléaires iraniennes, il a indiqué qu'il approuvait potentiellement le ciblage des installations pétrolières de l'Iran.

En réalité, toute attaque contre l'Iran entraînant la destruction d'infrastructures importantes - en particulier une attaque visant à infliger des dommages économiques significatifs par la destruction d'actifs économiques essentiels à l'économie iranienne (déjà mise à rude épreuve par les sanctions internationales) - est susceptible d'entraîner une nouvelle contre-attaque de l'Iran contre Israël. Celle-ci nécessiterait à son tour de nouvelles contre-attaques de la part d'Israël, ce qui pourrait entraîner une escalade crescendo d'actions militaires qui pourraient rapidement culminer en une guerre conventionnelle à spectre complet.

Si l'Iran pense qu'il est poussé vers un danger important - et surtout s'il pense qu'il est visé par une attaque destinée à déstabiliser fondamentalement le gouvernement en place - cette peur existentielle pourrait inciter l'Iran à penser qu'il n'a plus grand-chose à perdre. L'opposition interne au gouvernement serait rapidement neutralisée par le soutien massif de l'opinion publique à la réaction anti-israélienne, ce qui renforcerait le soutien à l'idéologie islamiste dure. Dans ce cas, la radicalisation mutuelle du conflit pourrait conduire à des actions aux conséquences systémiques sismiques à l'échelle mondiale.

La voie vers la paralysie du système mondial

Toute escalade du conflit entraînerait une flambée des prix du pétrole, déjà exorbitants. Des prix du pétrole durablement élevés - déclenchés par l'invasion de l'Ukraine par la Russie - ont déjà provoqué une inflation galopante, une crise mondiale du coût de la vie et un ralentissement de la croissance économique, tout en poussant de nombreuses économies à la récession. Tout conflit régional important entre Israël et l'Iran entraînera des flambées prolongées des prix du pétrole, ce qui aura des conséquences déstabilisantes sur l'économie mondiale.

Ces conséquences pourraient être suffisantes pour faire dérailler de manière significative la reprise économique, ce qui risquerait d'ébranler la stabilité politique précaire de nombreux gouvernements déjà confrontés à des taux élevés de polarisation, d'agitation et de chaos interne.

Ce scénario pourrait se radicaliser davantage si l'Iran décidait de bloquer le détroit d'Ormuz, par lequel transite jusqu'à 30 % du pétrole mondial. Si l'Iran pense qu'un scénario de changement de régime est à l'ordre du jour, l'idée de perturber le transport mondial de pétrole par le détroit, éventuellement avec le soutien de la Russie et de la Chine, apparaîtrait soudain comme une réponse « raisonnable ».

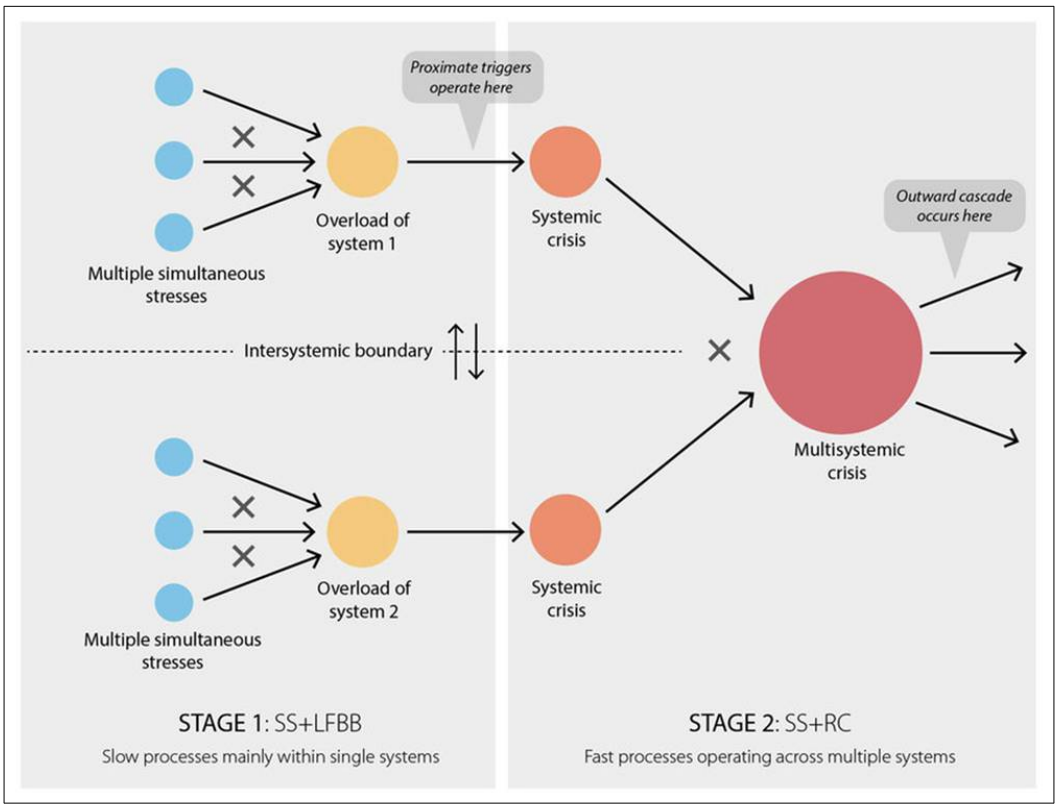
Tout effort des États-Unis pour contrer de telles actions ne serait pas simple, et pourrait donc facilement déboucher sur un conflit prolongé et plus large, entraînant une compétition entre les superpuissances. Les conséquences les plus dangereuses concerneraient le système financier mondial. La fermeture du détroit d'Ormuz aurait des conséquences catastrophiques en empêchant l'acheminement d'énormes volumes de pétrole, qui reste actuellement le nerf de la guerre pour l'économie mondiale.

La flambée des prix et la pénurie mondiale d'énergie porteraient l'inflation à des niveaux incendiaires, déclenchant au minimum une récession économique mondiale et, si elle se prolongeait, un effondrement financier mondial. Les principaux systèmes industriels - de la fabrication à la production alimentaire en passant par les transports - risqueraient de s'effondrer. Les répercussions économiques sur les pays producteurs de pétrole, notamment les États-Unis et d'autres puissances du Moyen-Orient, seraient graves en raison de la baisse des recettes pétrolières, ce qui entraînerait des troubles sociaux potentiels. De même, les pays dépendant des importations de pétrole verraient leurs industries clés s'arrêter faute d'un approvisionnement suffisant en énergie abordable.

Une guerre avec l'Iran pourrait déclencher une défaillance synchrone

Le professeur Thomas Homer-Dixon, un pionnier de la théorie des systèmes qui dirige actuellement l'Institut Cascade au Canada, a inventé un nom pour ce type de crise systémique complexe : « défaillance synchrone » : la « défaillance synchrone ».

La défaillance synchrone se produit lorsque plusieurs systèmes tombent en panne en même temps. Une telle défaillance peut conduire à un effondrement systémique parce que son ampleur dépasse la capacité des institutions qui en font partie - évoluées pour traiter les problèmes de manière cloisonnée - à réagir efficacement.



Source : Thomas Homer-Dixon

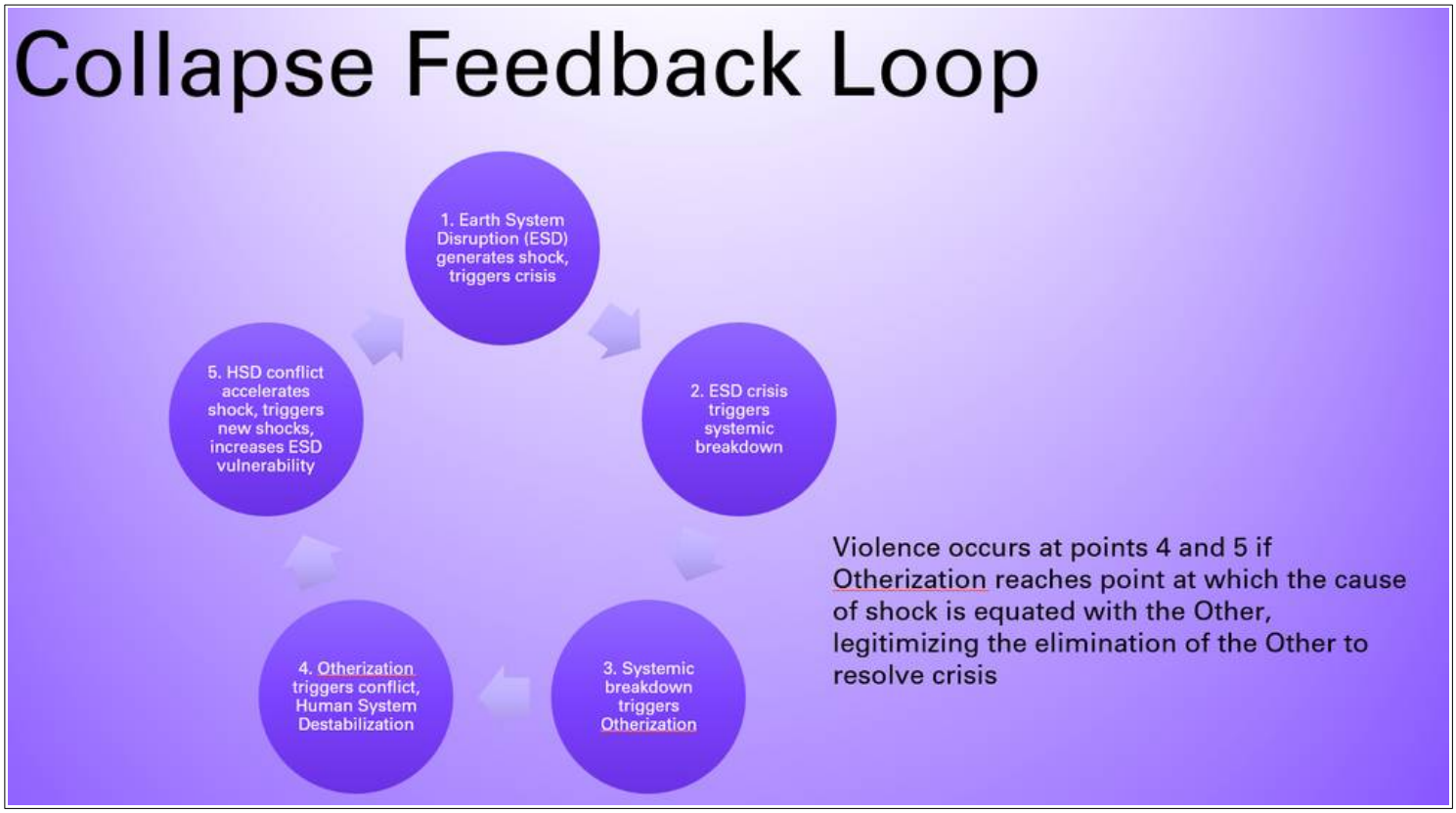
Le risque d'une défaillance synchrone mondiale augmente déjà en raison de nombreux facteurs convergents - le déclin mondial de l'EROI, l'intensification du changement climatique et les catastrophes environnementales concomitantes, l'insoutenabilité croissante de la production alimentaire industrielle, la polarisation croissante entre et au sein des cultures et des communautés, les dangers de l'intelligence artificielle non réglementée et de la désinformation sauvage - pour n'en nommer que quelques-uns.

La théorie du déphasage planétaire nous apprend qu'il ne s'agit pas de simples « facteurs convergents », mais de symptômes intrinsèquement interconnectés d'une civilisation humaine qui se déséquilibre rapidement par rapport aux systèmes terrestres.

Dans ce contexte, l'efficacité des systèmes technologiques et matériels de l'ère industrielle et des systèmes organisationnels et culturels est en déclin. Ces systèmes ne peuvent pas répondre à la complexité de notre époque. Ils ne la comprennent pas. Comme ils sont de plus en plus perturbés, la déstabilisation politique qui en résulte concentre la sphère politique sur la manière de consolider un système déjà en chute libre (et, bien sûr, ils nient totalement que le système est en train de s'effondrer).

Il en résulte une dynamique globale : les crises du système terrestre déstabilisent le système mondial, entraînant divers chocs - économiques, politiques, environnementaux ou autres (ou tous). Nos institutions politiques, pour la plupart, ne reconnaissent pas ces phénomènes de manière systémique. Elles se concentrent sur les symptômes et, comme les crises qui en résultent entraînent une polarisation sociale, elles ont tendance à blâmer les symptômes de surface, ce qui tend à entraîner une altérisation et une diabolisation des groupes.

Les forces d'exclusion ont alors tendance à concentrer la réflexion et l'action sur les constructions idéologiques de l'ancien paradigme, souvent autour des marqueurs de l'identité physique - le territoire, les profits, la nation, la sexualité, et ainsi de suite - un processus qui affecte la gauche et la droite de différentes manières. Au lieu de répondre à la crise systémique, notre réponse contribue simplement à déstabiliser encore plus le système. Nous nous retrouvons pris dans une boucle de rétroaction globale et amplifiée de l'échec systémique.



Au fur et à mesure que nous franchissons l'étape de la libération, le danger est que ces énergies déchaînées génèrent un tel chaos qu'elles déstabilisent et, au pire, détruisent notre capacité à poursuivre la quatrième étape de la réorganisation, nécessaire pour que la civilisation se transforme suffisamment pour donner naissance à un nouveau cycle de vie pour l'humanité. Nous pourrions finir par faire dérailler notre capacité à accélérer la transformation des systèmes d'énergie, de transport, d'alimentation et d'information, ainsi que la transformation associée de nos systèmes d'organisation, avant qu'ils ne puissent porter leurs fruits. Dans le pire des cas, un conflit régional aurait des ramifications majeures qui dégraderaient notre capacité civilisationnelle à passer au cycle de vie suivant.

Il existe bien sûr d'autres scénarios. L'un d'eux serait que, d'une manière ou d'une autre, une guerre totale soit évitée. Cela ne suffirait pas à nous faire passer de l'autre côté, bien sûr, mais nous donnerait le temps de nous réveiller et de prendre conscience de la gravité de notre situation, ainsi que de ~~la nature extraordinaire des possibilités de transformation qui s'offrent à nous~~. Cependant, tant que la crise régionale se poursuivra dans la direction actuelle, les risques d'escalade et de polarisation extrémiste seront intolérablement élevés.

Voilà où nous en sommes aujourd'hui. Je pense que ces processus planétaires et mondiaux sont réfractés localement de différentes manières. Compte tenu de la volatilité historique du Moyen-Orient, il n'est pas surprenant que les dynamiques les plus dangereuses pour le système mondial se déroulent ici.

Dans ce contexte, les observations de l'économiste écologique Julia Steinberger, professeur à l'université de Lausanne, sont très pertinentes. L'année dernière, elle a noté ce qui suit :

> *Gaza est un modèle pour nous tous au cours de ce siècle. Il ne s'agit pas seulement de savoir que des morts massives et des atrocités sont délibérément commises : il s'agit de réaliser que nos gouvernements les soutiennent effrontément, fièrement... On a l'impression que les multiples murs de l'hégémonie se referment sur nous : Les forces militaires et policières, la propagande, les sphères économiques et culturelles sont toutes alignées, avec peu ou pas d'opposition politique, sauf à la marge... Et la leçon est claire pour tous : si vous êtes indésirable pour une force quelconque au sein de cette hégémonie, vous serez brutalement effacé de la surface de la terre, rapidement, sans un murmure de protestation ou un soupçon de recours... À chaque étape, le cercle des personnes indésirables s'élargira, et la pression pour se conformer à l'hégémonie deviendra plus intense.*

La crise du Moyen-Orient est donc devenue le creuset du passage du système mondial à la phase de libération, un microcosme d'un dangereux processus de bifurcation idéologique dans lequel l'obsolescence de l'ordre dominant ouvre la voie à un processus global d'altérisation, qui se manifeste de différentes manières dans différentes régions.

Outre l'ampleur colossale des morts et des destructions, l'impact considérable sur les peuples et les nations, les pertes humaines et le deuil des proches, le risque majeur suivant est que la crise du Moyen-Orient devienne un tourbillon qui nous empêche de reconnaître où nous nous situons en tant qu'espèce...

Au fur et à mesure que nous avançons dans la phase de libération, l'effondrement de l'ordre dominant ouvre simultanément des possibilités de changement et de transformation hors du commun qui n'existaient pas auparavant. Ces possibilités émergentes, comme nous l'avons longuement noté ici à l'AoT, ouvrent la voie à un nouveau type de civilisation, un système qui fonctionne pour le bénéfice de tous d'une manière dont nos ancêtres n'auraient jamais pu rêver. Nous sommes à l'aube de la dernière étape du cycle de vie de notre civilisation, une grande réorganisation qui pourrait nous faire entrer dans un nouveau cycle de vie, dans un nouveau paradigme.

C'est pourquoi nous devons nous efforcer d'élargir la compréhension par le public d'événements tels que la crise du Moyen-Orient à travers la lentille systémique du changement de phase planétaire. En effet, dans l'obscurité de la colère et de la guerre, nous ne pouvons pas nous tourner vers une possibilité dont nous ne connaissons pas l'existence.

▲ RETOUR ▲

.L'apocalypse de l'Occident

Par Quark 06 octobre 2024

Se promener sur les forums d'opinion publique est un exercice très sain pour « sentir » comment est vécue la situation économique et politique du monde.

Tant d'années de croissance (surtout depuis 2008), avec des marchés boursiers qui s'envolent, des banques centrales prêtes à tout pour prolonger l'aubaine et protéger le marché, une transition énergétique qui promet d'éliminer les

énergies fossiles et un sentiment de « il ne se passe jamais rien », alors même que nous sommes au bord de la Troisième Guerre mondiale, nous ont plongés de plein fouet dans ce que j'appelle le « scénario de la Matrice ».

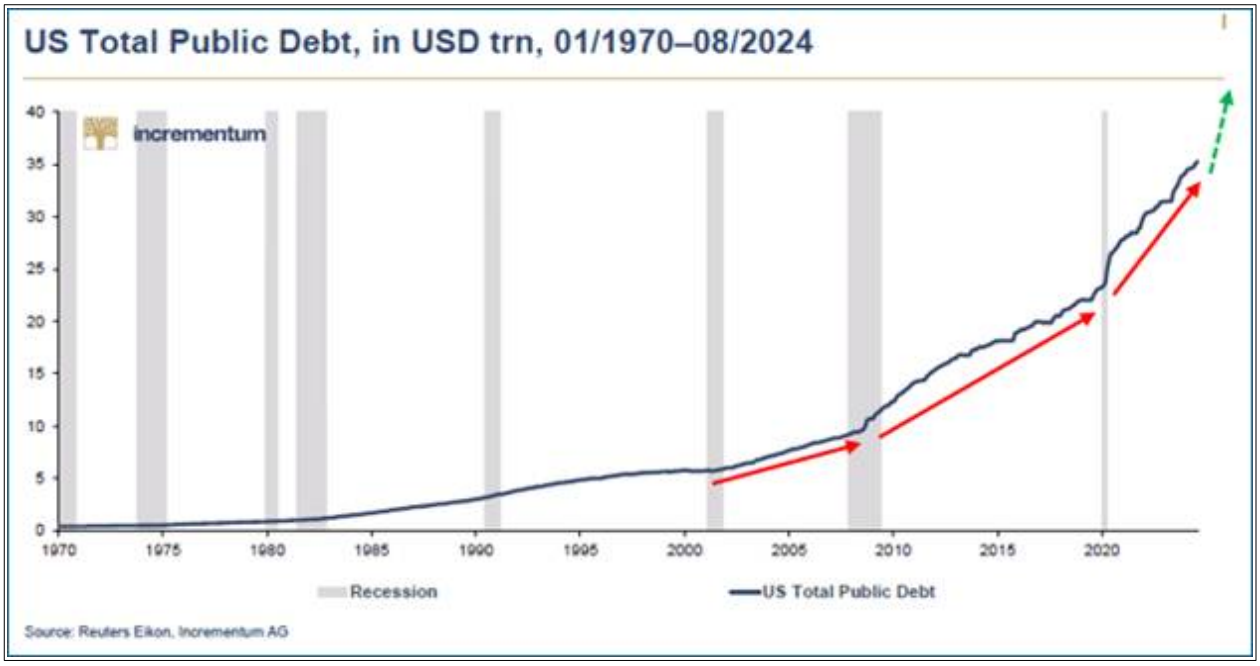
Nous savons tous que l'économie dépend de l'imprimante, que la production d'énergie (pétrole) a été sauvée par les champs pétrolifères américains qui ont un déclin de 70% la première année (avec des implications stupéfiantes dès qu'il cède) et que la géopolitique ne tient qu'à un fil au bord de la rupture. Et malgré cette connaissance, nous vivons inconscients des conséquences qui se déchaîneront dès que l'une des trois variables cessera d'augmenter par un « miracle » généralisé.

Examinons trois graphiques, l'un après l'autre, pour tenter de comprendre les conséquences d'une rupture imminente.

1) - Le système financier est en difficulté.

Le premier est celui de la dette publique américaine, en tant que représentant officiel du reste des grandes économies mondiales.

Elle est absolument insoutenable.

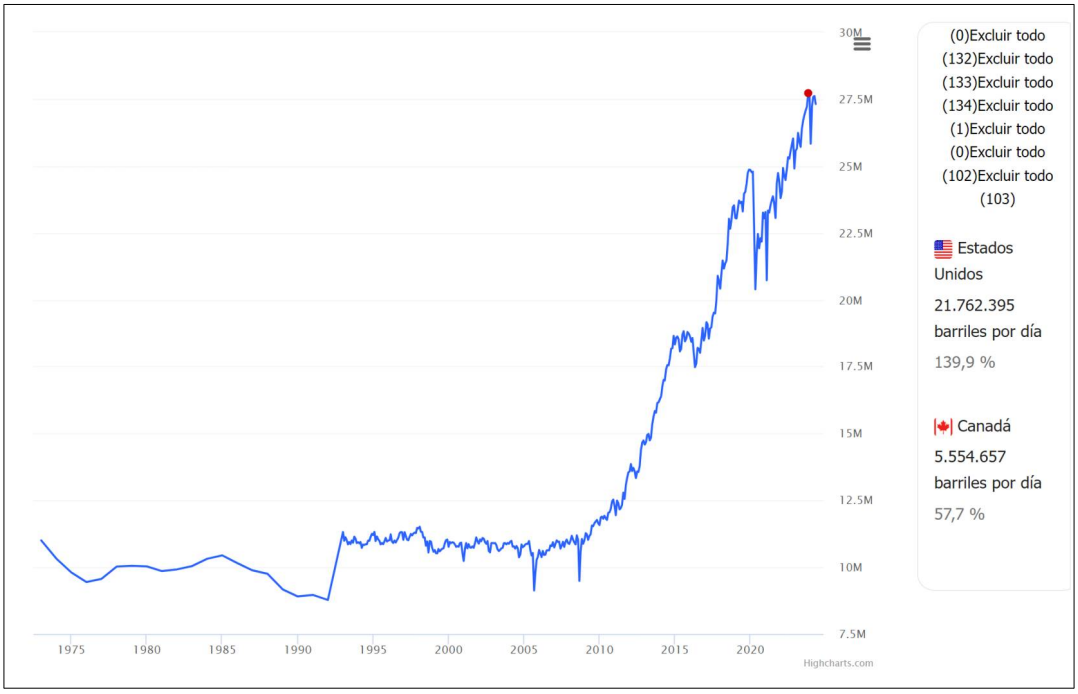


Non seulement elle est insoutenable, mais elle crée déjà des problèmes de crédibilité, car cette « fuite » ne peut pas durer longtemps sans qu'il y ait un bilan. Les agences envisagent déjà des dégradations et, croyez-le ou non, le système commence à montrer une instabilité et une perte de confiance, qui pourrait se manifester par une forte dévaluation si le dollar n'est plus utilisé.

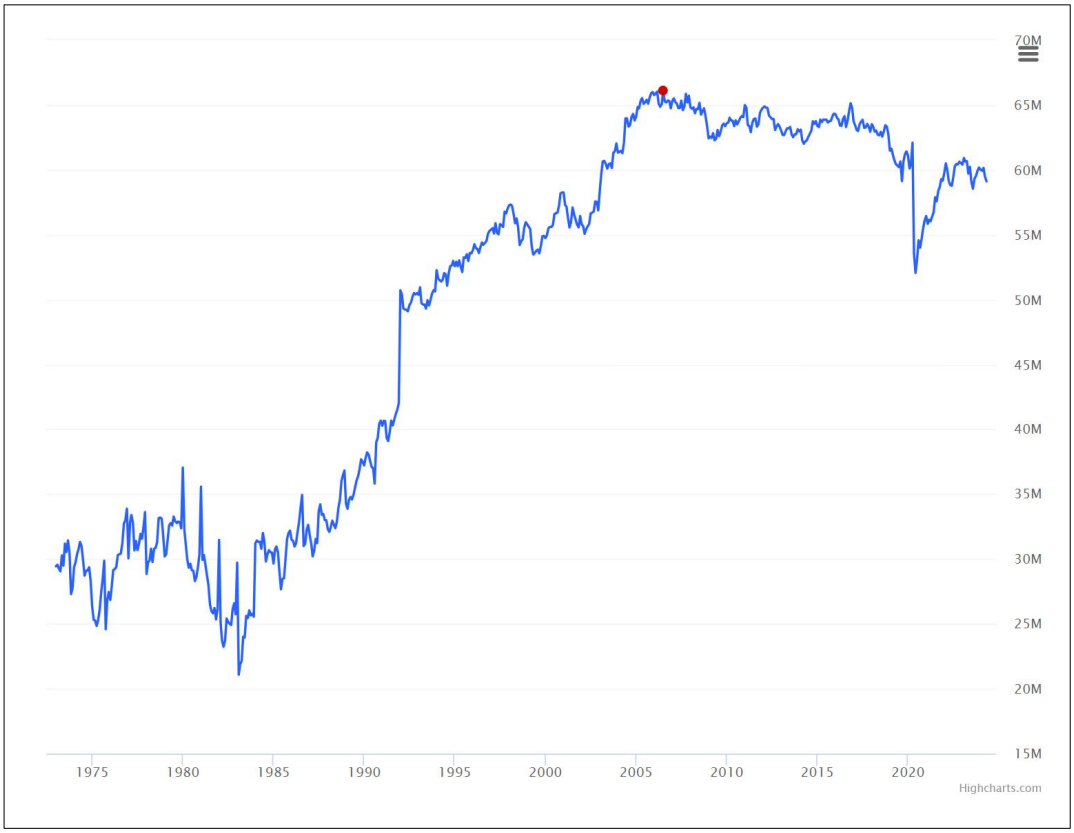
2º) Le système énergétique commence à se fissurer.

Seule la production pétrolière américaine a maintenu la fiction de la croissance de l'offre de pétrole.

Rappelez-vous ce graphique.



Comparez-le maintenant avec celui-ci. Production mondiale de pétrole moins les États-Unis, le Canada et l'Irak.



La dépendance de l'économie mondiale à l'égard de la production pétrolière est totale. Si l'offre commence à diminuer, il n'y a aucune chance de maintenir la croissance économique, même si l'on multiplie le premier graphique par trois.

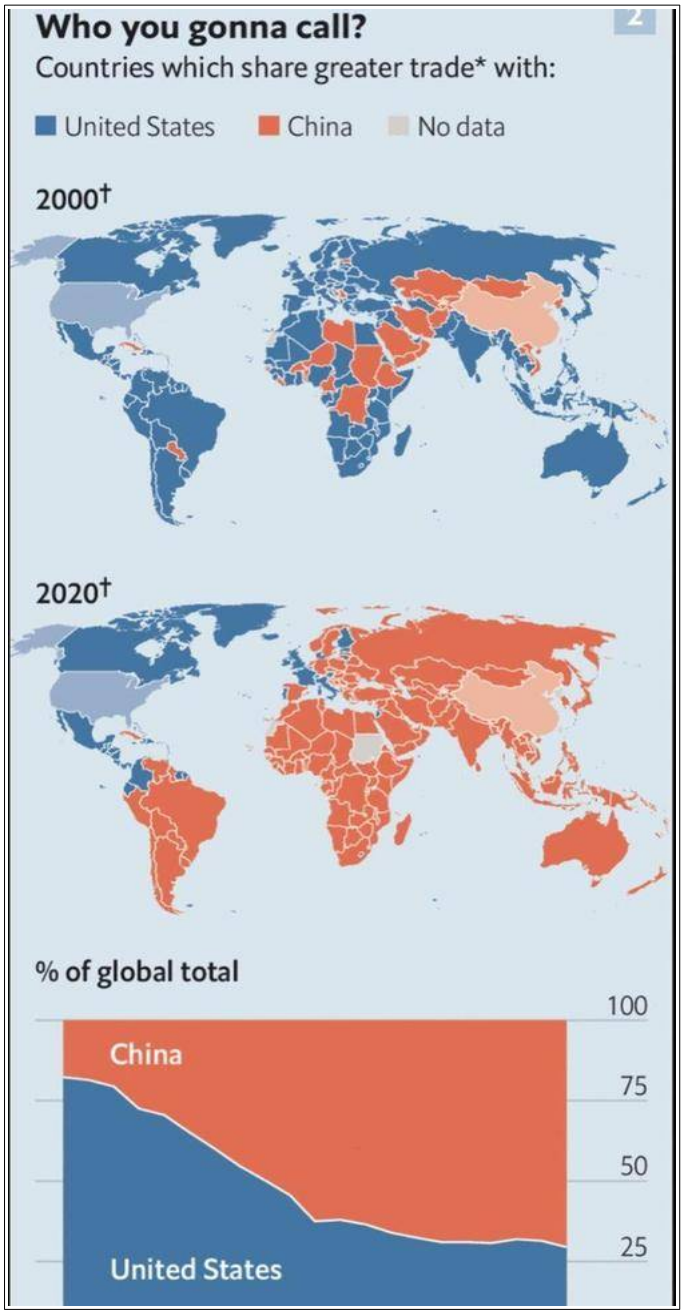
Tous les objets que nous utilisons au quotidien doivent être extraits (chaque élément), raffinés, fabriqués et transportés, le pétrole servant de courroie de distribution. Nous sommes loin d'une électrification de la société qui

nous permettrait de nous passer du pétrole, et une pénurie de pétrole entraînera donc une baisse de la croissance économique. Et nous n'en prendrons pleinement conscience que lorsque le liquide vital se raréfiera.

L'augmentation rapide de la production de pétrole non conventionnel est sur le point de s'effondrer et, avec elle, la fiction d'une augmentation de la capacité de production mondiale. Comme le montre le deuxième graphique, sans pétrole non conventionnel, nous sommes condamnés, car nous sommes déjà en déclin depuis près de 20 ans, même avec les « miracles spectaculaires » du Brésil et de la Guyane.

3º) Le nouvel ordre mondial est sur le point d'entrer en scène.

Regardez ce graphique diabolique.



Le « coup » a déjà eu lieu et il ne reste plus qu'à certifier le « nouvel ordre mondial » qui sera précédé par la présentation dans la société d'un système de paiement en dehors du dollar et de l'euro, parce qu'il peut être développé par des échanges entre les monnaies des pays participants.

Le premier point (la domination de la Chine sur le commerce) a déjà été abordé, mais il était encore nécessaire d'utiliser des dollars, de sorte que le système fiduciaire existant a maintenu l'hégémonie occidentale intacte.

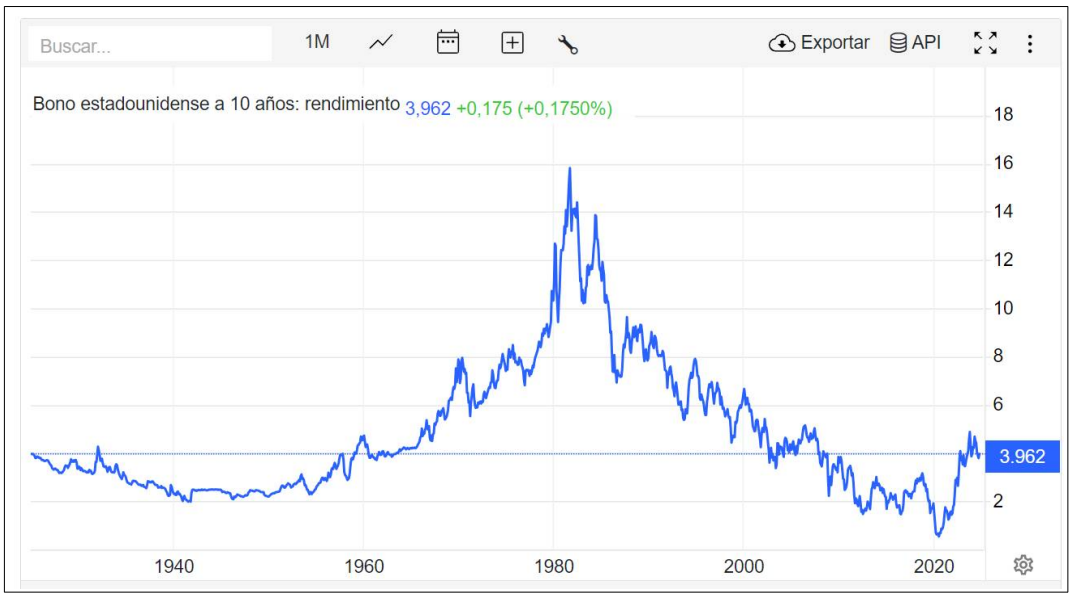
Aujourd'hui, les BRICS+ veulent franchir le pas définitif en se détachant du dollar, laissant de côté la domination établie par les États-Unis après la fin des accords de Bretton Woods, qui ont consacré le contrôle absolu du dollar, et donc des États-Unis, sur le reste du monde.

Conclusion

Les conséquences peuvent être dévastatrices lorsque ce troisième graphique est combiné aux deux autres.

D'une part, l'imprimante dollar et euro perd toute sa force. Jusqu'à présent, les produits du tiers-monde (y compris les matières premières comme le pétrole et les métaux) étaient achetés par l'Occident en échange de billets de banque dont le coût de « fabrication » était nul. Ce « pouvoir » était la garantie des énormes systèmes de protection sociale occidentaux, où la croissance de la dette n'avait pas d'importance, parce qu'ayant la possibilité infinie d'émettre de l'argent, nous ne pouvions jamais faire faillite.

La dette qui n'avait pas d'importance est maintenant l'épicentre de l'univers. Les cycles de hausse et de baisse des taux d'intérêt sont très longs. Comme le montre le graphique suivant de l'obligation américaine à 10 ans, ces cycles peuvent durer 40 ans et nous venons juste d'entamer le cycle de hausse des taux (2020).



Nous avons eu quarante ans de cycle baissier pour réduire la dette. Au lieu de cela, nous n'avons fait que l'augmenter à des niveaux sans précédent. Et maintenant que les taux commencent à remonter, nous sommes confrontés à la terrible expérience de combiner une dette énorme avec des taux en hausse, ce qui se traduit par des paiements d'intérêts croissants et étouffants.

Jusqu'à présent, l'ampleur de la dette n'avait pas « d'importance » puisque les taux étaient nuls ou négatifs. Cela permettait évidemment à la dette d'augmenter pour couvrir tous les « trous », mais avec le retournement des taux, cette fonction a définitivement pris fin. Le recours à la presse à imprimer (avec l'augmentation conséquente de la

dette) est sur le point de prendre fin et l'ajustement inévitable frappera une société habituée à boucher ses budgets avec davantage d'argent « bon marché ».

Lorsque le « reste du monde » cessera d'accepter les dollars ou les euros (attention, il faudra attendre quelques années avant que cela ne se produise), nous ne pourrons plus financer la dette avec de nouvelles émissions de la presse à imprimer, car la perte de valeur de la monnaie sera équivalente aux « dollars du Zimbabwe » (oui, j'exagère, mais c'est pour que ce soit plus facile à comprendre).

Et si la croissance de l'offre de pétrole se transforme en une baisse continue au cours des prochaines années, en raison du déclin du pétrole de schiste, tout sera affecté par cette réduction de l'offre d'énergie.

Il est curieux que la « *solution pour éliminer les énergies fossiles* » sous la forme d'une transition énergétique nécessite un investissement pour le moins discutable. Pas moins de 215 000 milliards de dollars d'ici 2050, pour parvenir à réduire les émissions de CO2 tout en électrifiant complètement le système. S'il nous semble que nous nous sommes trop endettés, nous voulons à nouveau utiliser la « dette infinie » pour développer et éventuellement achever la transition.

En combinant les trois problèmes, il n'est pas difficile de résoudre l'équation. L'apocalypse occidentale nous attend, dès que ces processus s'accélèreront et s'alimenteront les uns les autres, comme il convient à la fin des systèmes complexes.

Je ne dis pas qu'elle est imminente, car un nouveau système de paiement met des années à se développer et à se répandre, mais l'arrêt de mort est inexorable. Nous ne pouvons pas non plus éviter l'épuisement énergétique et son dérivé, l'épuisement économique, même si les statistiques sont commodément dissimulées.

En regardant l'avenir, il est facile de déduire que les guerres sont le voisin que personne ne veut dans sa communauté, mais au vu des tendances, il s'agira probablement de guerres pour la survie et elles ne pourront donc pas être évitées.

La vie quotidienne nous fait perdre de vue la forêt dans son ensemble pour nous concentrer sur les arbres. Cela nous empêche d'avoir une vue d'ensemble et nous empêche de relier les points entre eux et d'arriver à la bonne conclusion.

Oui, rien n'arrive jamais ... jusqu'à ce qu'il arrive. Et au train où vont les choses, on ne peut exclure un effondrement de la société, dans un délai très court, face à une complaisance généralisée qui nous incite à penser que la « Matrice » est réelle.

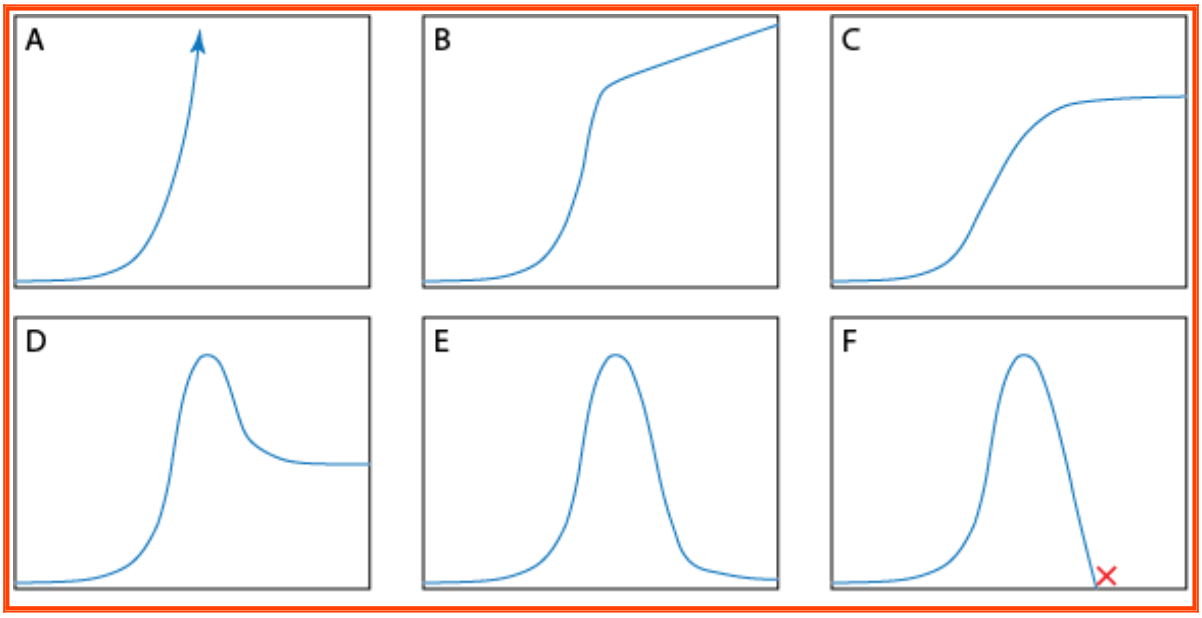
▲ **RETOUR** ▲

Votre commande, s'il vous plaît ?

Tom Murphy Publié le 2024-10-08

Cela peut surprendre, mais les gens sont capables d'entretenir des notions non étayées... des croyances et des attentes non examinées. L'hypothèse par défaut la plus répandue - souvent très raisonnable - est que les conditions se maintiendront d'une manière sensiblement similaire à ce qu'elles ont été au cours de la vie d'une personne. Les suggestions contraires ont tendance à être accueillies avec méfiance, voire avec hostilité si l'issue suggérée n'est pas rose.

Que se passerait-il si nous présentions des options possibles pour l'évolution future de l'humanité - disons la population humaine comme exemple concret - et que nous prétendions qu'il s'agit d'un menu dans lequel nous pouvons choisir. Quel résultat la plupart des gens considéreraient-ils comme l'objectif à atteindre ? Qu'est-ce qui les rendrait heureux ou satisfaits ? Quelle courbe de population ci-dessous pensez-vous que la plupart des gens choisiraient ?



Je présente les options suivantes :

A : Croissance exponentielle indéfinie. Cela implique qu'il n'y a pas de limites biophysiques et que l'expansion vers l'espace est possible.

B : Modération dans un état de croissance linéaire, permettant une croissance continue, mais pas de façon démesurée.

C : Nivellement logistique : pas de drame : nous avons trouvé notre place et l'avons visée sans correction, comme si c'était fait pour nous et que nous savions ce que nous faisions depuis le début.

D : Pic et baisse modeste jusqu'à une valeur moyenne et stable, ce qui indique une légère erreur (dépassement) dans notre trajectoire.

E : Pic et chute substantielle jusqu'à une population très réduite avant de se stabiliser. Dans ce cas, nous nous sommes radicalement trompés dans un dépassement massif.

F : effondrement après le pic jusqu'à zéro (c'est-à-dire extinction ; elle pourrait être due à un effondrement écologique, à l'anéantissement nucléaire, aux robots sexuels ou à l'échec classique de l'évolution de notre espèce).

Imaginez-vous maintenant avec quelques autres personnes assises autour d'une table dans un restaurant, tenant ce menu et essayant de décider de l'avenir. Que choisissez-vous ? Le processus d'élimination ?

Ha ! Je vous ai tous piégés ! Je prétends qu'il ne s'agit pas d'un choix ouvert ! Il ne sera pas surprenant que j'exclue l'option A. Les exponentielles échouent, et les fantasmes spatiaux juvéniles ne viennent pas à la rescousse. Et même dans ce cas, bonne chance pour maintenir une exponentielle face aux cruelles réalités de l'espace expansif ! « Je suis désolé monsieur, la cuisine m'informe que cette option n'est pas disponible (et ne l'a jamais été) ».

L'option B ignore également les limites biophysiques, en ce sens que la croissance, sous quelque forme que ce soit, n'est pas une perspective réaliste à long terme, même si elle n'est pas désastreusement exponentielle. Elle n'est pas non plus disponible dans la cuisine.

Je soupçonne que de nombreux membres de notre société choisiraient l'option C. Elle a l'air appétissante. C'est le scénario rêvé : nous trouvons comment vivre sur la planète et nous nous dirigeons en douceur vers la stabilité sans sacrifice évident, puis nous nous y maintenons indéfiniment à mesure que la civilisation humaine s'épanouit. Sauf que **l'ampleur de l'activité actuelle sur la planète dépasse de loin la capacité de survie de la communauté de vie**. Non seulement la sixième extinction de masse se poursuivrait, mais nous n'avons aucun plan réaliste pour maintenir la modernité à haut débit à l'échelle de dix milliards d'individus. De l'agriculture à l'énergie en passant par les matériaux (dont dépend la conversion de l'énergie), nous ne savons pas comment cela pourrait fonctionner pendant des siècles ou des millénaires. Il n'y a pas de plan crédible. Par ailleurs, les populations réelles suivent rarement la courbe logistique sans drame. Considérez cela comme un fantasme et essayez d'en ignorer l'attrait. Vous commencez probablement à détester ce restaurant, en raison de son manque de choix réel.

L'option D est la première à reconnaître le dépassement. Je soupçonne le chef de recevoir quelques commandes de cette catégorie, tout comme la « pizza » sans gluten et sans produits laitiers qui figure sur le menu pour les rares personnes qui ont besoin d'aller dans cette direction. Cette option est en quelque sorte un aveu de défaite. Elle reconnaît que nous sommes déjà allés trop loin et qu'il nous faut réduire la voilure pour continuer. Dans l'esprit, je suis d'accord. Mais si notre attaque actuelle contre la planète est telle qu'elle déclenche rapidement une sixième extinction de masse, une modération d'un facteur deux suffira-t-elle à faire pencher la balance ? « Je vais vérifier auprès de la cuisine - je ne sais pas si ce plat est disponible aujourd'hui.

L'option E est qualitativement similaire à l'option D, mais quantitativement différente en ce sens que le niveau d'équilibre final est largement inférieur au pic. Il ne s'agit pas d'une petite correction d'un facteur deux, mais d'un ordre de grandeur ou plus. C'est l'option « *cuir à chaussures* » du menu. Pourquoi quelqu'un choisirait-il cette option ? Eh bien, si les autres plats ne sont vraiment pas disponibles... C'est peut-être la seule façon de survivre, selon les règles de l'évolution, de l'écologie et de la biophysique. La cuisine peut probablement nous aider et nous préparer quelque chose. Pourquoi le chef se promène-t-il maintenant pieds nus ? Suggestion de service : se déguste mieux avec du ketchup.

L'option F est implicitement au menu. Déçus par l'absence de choix acceptables, nous pourrions refuser de commander l'une des options peu recommandables, insister pour « vivre en grand » et finir par nous affamer en signe de protestation inutile.

Analogie avec le niveau scolaire

J'aime aussi le parallèle avec les notes. Les étudiants peuvent souhaiter obtenir un A ou un B, mais peuvent s'accommoder d'un C comme note de passage. Le D est en fait un échec, et le F est un échec sans équivoque. Il ne reste plus que E : une note obscure qui n'est pas sur notre radar (en dehors de Poudlard). Mais nous devons sortir des sentiers battus et accepter que nous nous dirigeons vers un territoire inexploré, pour lequel nous n'avons pas encore d'associations établies. Si je n'ai le choix qu'entre E et F, autant essayer ce E, qui pourrait s'avérer supérieur à mes attentes.

Le bonheur ?

Ce billet a été motivé par une discussion que j'ai eue avec un ami très attentif au sujet du chemin de l'humanité. Je faisais valoir, sans surprise, que la modernité est une aberration temporaire qui ne sera pas supportée écologiquement pendant très longtemps. **Il a rejeté l'idée d'une voie future qui aurait ne serait-ce qu'un soupçon de mode de vie de chasseur-cueilleur**, ajoutant quelque chose à ce sujet :

> *Tout ce qu'il faut savoir pour comprendre que **la vie humaine était misérable dans un passé lointain**, c'est que la population était freinée par des facteurs externes. La vie était dure [méchante, brutale et courte, en gros].*

C'est très éclairant. Lorsque j'ai répondu : « *Ah, donc le seul mode d'existence compatible avec le bonheur humain est la croissance exponentielle sans limite ?* », il a immédiatement compris dans quelle pile il venait de mettre les pieds.

Mais c'est là le nœud du problème, et il mérite d'être examiné sérieusement. Si la seule façon pour les humains d'être heureux (et non malheureux) est de vivre dans un monde sans limites... alors nous nous sommes trompés d'atelier. Si le défi de la réalité biophysique est nécessaire pour que nous soyons les anciens animaux transcendants et libérés que nous pensons être, alors j'ai de mauvaises nouvelles. Pinocchio ne sera jamais un vrai garçon. Traduction : notre construction artificielle de la modernité n'aura jamais une place permanente et intégrée dans un contexte écologique.

Retour au menu

Revenons maintenant à notre menu. Lorsqu'on leur présente les choses de cette manière, je pense que les circuits logiques se mettent en marche et que la plupart des gens - je l'espère - reconnaissent que l'option A (croissance exponentielle indéfinie) n'est pas possible (sinon, elle pourrait sembler être le choix le plus heureux). Une fois dans cet état d'esprit, l'option B pourrait également apparaître comme insoutenable, ce qui constitue un progrès certain. Si j'ai raison de penser que l'option C serait la plus populaire, ne sommes-nous pas revenus à l'état « misérable » des limites imposées ?

Je pense que la différence réside dans le fait que, pour la plupart des gens, l'état stable de la population est **notre** choix - et non celui de la nature - dans lequel nous avons deux enfants en moyenne, une longévité médicale, des avantages technologiques et l'opéra. C'est la notion « arrivée » : sous notre contrôle. Ce qui semble contestable, c'est lorsque les réalités écologiques dictent les conditions. Deux choses : premièrement, les réalités écologiques éliminent probablement l'option C comme étant insoutenable au départ ; deuxièmement, même l'option C est en fin de compte limitée par la réalité biophysique, en ce sens que les naissances sont toujours limitées (restreintes, indépendamment du bonheur/désir) et que les décès continuent de se produire. Les trajectoires démographiques sont liées aux réalités biophysiques de la naissance et de la mort, de sorte que toute solution stable va de pair avec des limites sur le plan biophysique. Pour maintenir un état stable, l'augmentation de la longévité devrait s'accompagner d'une réduction des naissances. Nous ne pouvons pas faire ce que nous voulons.

Je ferai une autre remarque concernant l'affirmation de mon ami sur la « ***misère*** ». Elle implique que toutes les autres espèces de la planète - contraintes comme elles le sont par des facteurs externes indépendants de leur volonté - doivent mener des vies misérables, et que le bonheur repose sur le contrôle. Quel état d'esprit déprimant à l'égard de notre glorieuse planète de vie ! Je rejette l'idée que les écureuils sont malheureux, ou que les premiers hommes étaient malheureux et effrayés la plupart du temps (voir l'article de la semaine prochaine). Je considère cette attitude comme une projection de notre propre méconnaissance et de notre peur face à la perspective de perdre l'influence infantilisante de la modernité. J'ai suffisamment de respect pour les premiers hommes pour croire qu'ils ont relevé les défis avec courage et sérénité, tout en trouvant en eux la force de rire, de plaisanter, de taquiner, de chanter et de danser.

Leçon générale

Le but de cet exercice est de montrer que tous les dessins que nous pouvons coucher sur le papier ne sont pas viables d'un point de vue biophysique et écologique. En fait, la grande majorité d'entre eux ne le sont pas. Il est probablement vrai que la surface sous la courbe - au-delà d'un certain seuil de population viable - est limitée, car l'excès ou le dépassement entraîne une accumulation de dommages écologiques, et une Terre initialement saine ne peut en supporter qu'une certaine quantité. Cela exclut, par exemple, la notion agréable d'un déclin arbitrairement progressif vers des niveaux durables. Il faut maintenir la zone en dessous du point de rupture. Nous ne pouvons pas

faire ce que nous voulons. Ce manque de contrôle nous condamne-t-il à la misère ? Attention : il s'agit d'une zone sans crises de colère.

Même dans un état d'esprit déterministe, où la réponse ultime est inévitable, le résultat est totalement imprévisible pour nous. Les options E et F, par exemple, semblent toutes deux être sur la table, et je préférerais que notre espèce survive au-delà de l'épisode de la modernité plutôt que de s'éteindre en s'accrochant trop longtemps à l'erreur colossale de la modernité.

Cela signifie que si l'option F doit être évitée, des mesures doivent être prises pour nous mettre sur la voie de l'option E. Les efforts dans cette direction ne sont pas garantis, mais l'échec de la tentative est beaucoup moins susceptible d'aboutir à cette option.

▲ RETOUR ▲

Les particularités du passage à la décroissance

Par Quark 09 octobre 2024

Les cycles économiques d'expansion et de ralentissement de l'activité économique ont toujours eu pour protagonistes les éléments du système capitaliste tels que les banques, les sociétés immobilières, les secteurs tels que la construction ou les services, mais jamais jusqu'à présent ils n'ont impliqué les échelons les plus élevés du système lui-même.

Cette fois-ci, nous ne sommes pas confrontés à un changement de cycle, qui se traduira par un ralentissement économique avant d'entamer une nouvelle période de croissance avec les ajustements nécessaires, mais plutôt au choix d'autoriser ou non le début d'**une phase définitive de déclin continu.**

Afin d'éviter cette contraction économique, toutes les grandes instances politiques se sont unies dans une campagne de stabilité de la croissance économique. Après la grande remise à zéro de 2020, les piliers de cette nouvelle ère ont été posés et la combinaison des forces est si gigantesque que les problèmes qui peuvent surgir sont immédiatement « *résolus* » sur un ou plusieurs fronts, afin d'éviter l'instabilité inhérente au processus de changement.

La fonction principale revient à l'ensemble des banques centrales qui surveillent l'activité quotidienne des marchés. Au moindre soupçon de crise, elles se précipitent pour éteindre l'incendie naissant d'un possible effondrement.

Depuis 2008, elles ont repris la main et aucune des nombreuses mésaventures que nous avons connues depuis n'a réussi à mettre en péril la stabilité du système, au prix d'un endettement vertigineux.

Pour ne citer que quelques « *petites crises* », il faut rappeler la crise de la dette européenne de 2010-2011, le début de la guerre tarifaire avec la Chine, la crise des repo américains de 2019, la pandémie de 2020, la crise de la chaîne d'approvisionnement post-confinement, l'invasion de l'Ukraine par la Russie, l'inflation spectaculaire de 2022-2023, la crise des banques régionales américaines en mars 2023 et actuellement la guerre au Moyen-Orient, ainsi que la tentative de dédollarisation des BRICS+ (avec leur nouvel ordre mondial incorporé).

Tous ces problèmes ne sont pas le fruit du hasard. **Nous sommes face à la phase finale du système capitaliste** qui a besoin d'une croissance infinie pour fonctionner avec une certaine stabilité. Par conséquent, l'apparition possible d'une décroissance due à l'épuisement des ressources couplée à un endettement insoutenable est incompatible avec le maintien du système capitaliste occidental actuel.

Nous pouvons supposer que la lutte pour préserver le statu quo est « *jusqu'à la mort* ». Et une conséquence logique de cette tentative est la guerre militaire et économique (ce que nous avons commencé à observer d'une manière ou d'une autre dans divers domaines).

De ce point de vue, il n'est pas surprenant que les piliers du nouveau capitalisme visent à surmonter les adversités actuelles. La transition énergétique (pour surmonter la déplétion pétrolière), la technologie avancée (avec la quatrième révolution industrielle capable de combler le déficit de matières premières vitales tout en générant une nouvelle croissance) et le renforcement des secteurs de la défense (pour lutter contre la nouvelle puissance émergente du tiers monde) font partie intégrante du plan qui est apparu dans le Grand Réinitialisation ... .

La nécessité d'un système financier fort est à la base du système et la collusion de toutes les banques centrales pour contourner à tout prix la crise économique est ce qui a éliminé (en réalité ce n'est qu'un retard) la séquence des crises naissantes qui sont apparues. Cette intervention rapide et précise permet d'éliminer le risque de l'équation de la stabilité des marchés. Le compromis risque-rendement a été remplacé par le mantra de la rentabilité à long terme à l'épreuve des bombes, à tel point que les marchés se sont détachés de leurs fondamentaux. L'un des exemples les plus radicaux consiste à observer comment la grave crise industrielle que traverse l'Allemagne non seulement ne se reflète pas dans son propre marché boursier, mais le DAX allemand bat record sur record, inconscient de **la terrible crise industrielle qui est en train de détruire l'industrie allemande autrefois puissante.**

Dans le cas de la transition énergétique, il est clair à ce stade qu'il ne s'agit que d'un écran de fumée pour financer l'industrie des énergies propres, véritable puits de milliards de dollars d'investissements, qui est loin de remplacer les énergies fossiles, comme nous l'avons déjà dit à maintes reprises. Alors que la consommation de combustibles fossiles continue d'augmenter inexorablement, la rhétorique de la transition nous parle d'un succès qui ne se traduit pas par des données favorables. Toutes les sources d'énergie continuent de croître pour répondre à la demande croissante d'énergie.

C'est bien beau, mais le monde continue de croître et rien ne laisse présager un ralentissement dans les années à venir. Quand verrons-nous, ou plutôt constaterons-nous, que le ralentissement a commencé ?

Je crains que la dépendance à l'égard du pétrole ne soit absolue à ce stade.

La confiance dans **le système fiduciaire** est très élevée et aucune fissure n'est encore visible. Oui, nous voyons tous la dette augmenter régulièrement, mais il n'y a pas de fin en vue. La bulle sur les marchés est très importante, mais rien ne l'empêche de continuer à grossir, ce qui prouve aux imprudents que le système est encore très solide.

Ainsi, même si une crise économique se profile en raison des multiples défis, il est fort possible que les instances chargées d'assurer la sécurité du système parviennent à repousser la destruction du système lui-même jusqu'à ce que l'énergie soit à l'origine de la fin de la croissance.

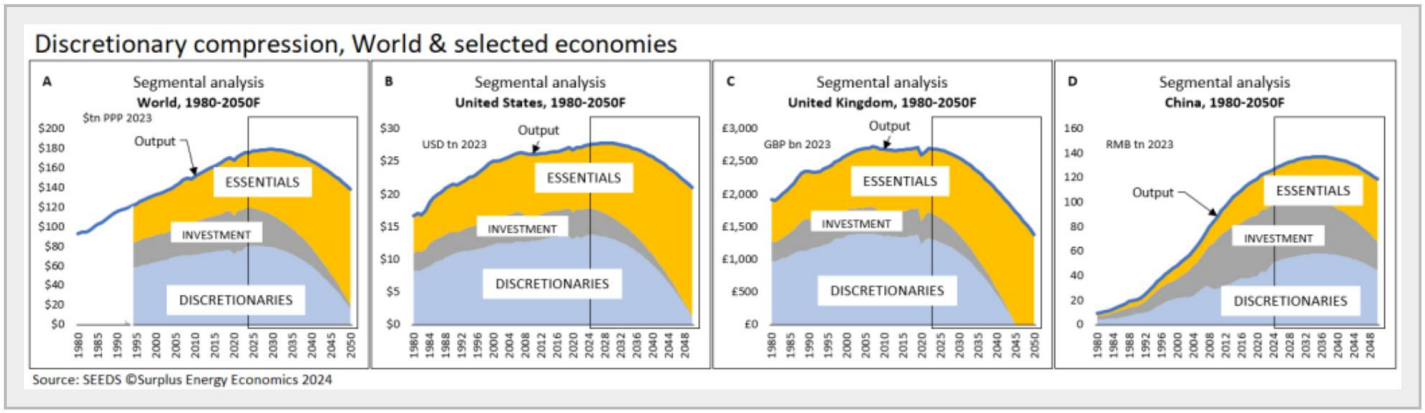
Et la décroissance énergétique qui provoquera l'effondrement des institutions ne commencera pas avant la chute brutale de la production pétrolière, qui n'interviendra pas avant 2030 environ. Il est même possible que l'inertie de la croissance accumulée depuis tant d'années retarde quelque peu le début de la décroissance.

Un magnifique exemple de modèle qui décrit le tournant avec sa séquence complète jusqu'en 2050 est fourni par **Tim Morgan,** qui a une analyse très rationnelle (je recommande de la lire en entier) avec les prévisions de décroissance mondiale.

https://surplusenergyeconomics.wordpress.com/2024/09/17/289-project-2050-part-one/

https://surplusenergyeconomics.wordpress.com/2024/10/03/290-project-2050-part-two/

Avec des graphiques qui illustrent très bien le passage de la croissance au déclin.



Ce qu'il faut se demander, c'est si une décroissance ordonnée (ou du moins assez douce, comme semble le déduire l'analyse théorique) est possible.

En effet, un système fortement endetté, qui a désespérément besoin de croissance pour survivre, peut rapidement passer de profits croissants à des pertes, en raison de l'impossibilité de rembourser les dettes et donc de la perspective d'un manque de financement lorsque les établissements de crédit refusent de continuer à prêter. À ce stade, le système s'effondre et les légères baisses observées dans les graphiques se transforment en fortes baisses, en raison des rétroactions négatives. La complexité atteinte implique que la durabilité du système dépend de chacun des engrenages et des pièces, de sorte que la défaillance ou l'absence d'une seule pièce entraîne l'effondrement de l'ensemble de la chaîne. Dans un environnement sans investissement, la perte d'un ou de plusieurs éléments de la chaîne est tout à fait envisageable et le risque d'effondrement est très élevé.

C'est pourquoi ces modèles ne sont fiables que jusqu'au moment du retournement, car il est très difficile de paramétrer le degré de déclin ultérieur, en tant que reflet des hypothèses initiales.

Les créateurs des « ***limites à la croissance*** » ont également averti que leurs scénarios étaient raisonnables en période de croissance, mais que le degré de certitude quant à la forme de la décroissance était inconnu.

Par conséquent, nous ne pouvons qu'annoncer l'arrivée du zénith de la civilisation, mais nous ne savons pas à quoi ressemblera la partie de la descente qui suivra.

Salutations.

▲ RETOUR ▲

.L'électricité gratuite devient trop chère

Laurent Horvath 6 octobre 2024

L'un des effets de bord de la guerre en Ukraine aura été un certain chaos électrique sur le sol européen. Afin de compenser la réduction des capacités d'importation de gaz méthane russe, les installations solaires et éoliennes ont été multipliées au point de générer plus d'électricité que les combustibles fossiles. Cette augmentation ne reste pas sans effet.

La bourse de l'électricité chahutée

Sur les marchés, le prix de l'électricité varie toutes les 15 minutes selon l'offre et la demande. Avec l'arrivée massive d'énergie solaire, notamment entre 10h et 16h, l'offre dépasse souvent la demande durant les heures de beau temps, d'autant que les centrales nucléaires ne peuvent pas faire varier leur production.

Sans possibilité de stocker cette électricité, il devient nécessaire de s'en débarrasser pour ne pas mettre hors service les réseaux. Ainsi, des industries et des acheteurs occasionnels sont payés pour détruire ce surplus, d'où l'instauration de prix négatifs. Ces pertes financières révèlent les manques du secteur, et sa peine à s'adapter.

Explosion de l'électricité et de l'éolien

Avant le covid, cet effet, inquiétant mais maîtrisable, cumulait les 700 heures par année à travers toute l'Europe (décompte fait par pays). Depuis, le système s'est emballé et déraille tant au niveau technique que financier.

En cinq ans, la capacité des parcs solaires européens a plus que doublé, passant de 120 GW à 300 GW. De son côté, la capacité éolienne est passée de 190 GW à 280 GW. Corollaire de cette hausse, les tarifs négatifs ont explosé. Ils concernaient 6400 heures pour toute l'année 2023, on en est à plus de 7800 pour les huit premiers mois de 2024.

Ce mécanisme s'observe essentiellement hors des mois froids car, durant l'hiver, la production est engloutie par les systèmes de chauffage et la consommation industrielle.

Les tarifs négatifs s'accumulent

Le pays le plus touché par ce phénomène est la Finlande, qui dénombre plus de 500 heures cette année. Avec ses centrales nucléaires, Helsinki peine à ajuster sa production. La perspective est d'autant plus maussade que les coûts de construction de sa dernière centrale EPR avaient explosé.

L'Allemagne est également dans le rouge avec 375 heures, tout comme la France avec plus de 300 heures. A contrario, c'est l'Italie, et ses centrales à gaz méthane plus souples, qui s'en sort le mieux avec pratiquement aucune heure à prix zéro.

Les financiers dans l'incertitude par des prix incertains

Cette difficulté d'adaptation inquiète et éloigne les financiers qui recherchent des rendements élevés sur le long terme. Le retrait de BP ou de Shell dans des projets éoliens importants ne trompe pas.

Aujourd'hui, estimer le prix de l'électricité dans cinq ou dix ans est devenu un acte divinatoire. Sera-t-elle gratuite ou nettement plus chère? La question reste ouverte.

Tant que la situation ne se stabilise pas, il est périlleux de se lancer dans la réalisation de nouvelles unités de production onéreuses telles que des réacteurs nucléaires, des centrales à gaz ou des fermes d'éoliennes. Pire, toute capacité supplémentaire ne fera qu'alimenter cette spirale infernale. Il ne faut pas produire plus, mais mieux.

Des solutions car quand c'est gratuit...

Les solutions lorgnent vers des éléments de stockage ou de déversage comme la production d'hydrogène.

Mais ces options sont financièrement douloureuses et nécessitent des subventions qui entrent en choc frontal avec les restrictions budgétaires des États.

De plus, parent pauvre du système, le transport de l'électricité via des lignes à haute tension a été négligé. Les innovations et la remise à niveau de ces autoroutes énergétiques peinent à se matérialiser et, dans de nombreux pays, le réseau ne tient que par miracle. La Chine, devenue le plus grand investisseur du réseau au Portugal, en est le symbole. Or laisser dans les mains de Pékin un réseau aussi stratégique relève de l'audace.

Le secteur a besoin de faire sa transition, mais plus il attend, plus la situation devient intenable, et chaque panneau solaire installé supplémentaire enfonce le clou. Si aujourd'hui la boule de cristal sert de guide pour les investissements à travers l'Europe et en Suisse, les gestionnaires d'électricité commencent à conjuguer à tous les temps: quand c'est gratuit, c'est trop cher.

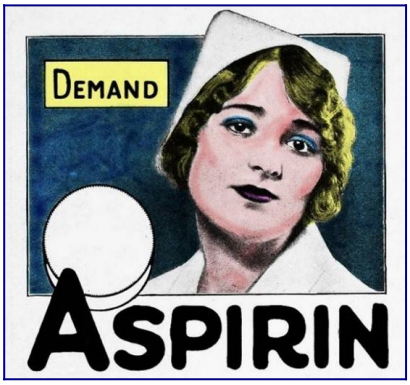
*Article publié dans le journal **Le Temps***

▲ RETOUR ▲

.Efficacité : le coût de la complexité

Thomas Norway 7 octobre 2024

2000Watts.org



Par Thomas Norway – Dans les **précédents articles**, nous avions vu le principe suivant : l'augmentation de l'efficacité de la puissance d'une machine demande un investissement de plus en plus grand et tendant vers l'infini. Plus, on veut être efficace, plus le moteur doit être grand, mais plus il est cher.

Cependant, pour faciliter l'explication et afin de procéder étape par étape dans le raisonnement complet, j'avais un peu foefelé, mais maintenant on va remettre toutes les frites dans le même sachet à volle pétrole. Traduction belge-français : on va remettre tout ça en place à toute allure.

L'investissement, le coût énergétique, est effectivement croissant et tendant vers l'infini. Mais c'est quoi le "coût" en fait ? Qu'est-ce qu'il inclut ?

Le coût du fer et de l'acier

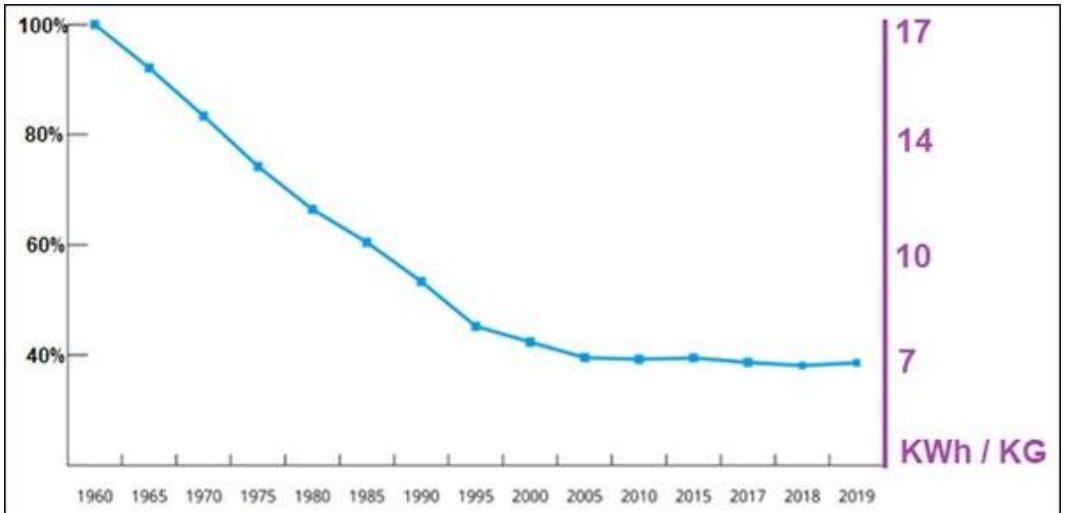


Figure 2 Indexed global energy consumption per tonne of crude steel production. Source (World Steel Association 2022).

L'efficacité maximum théorique de la production d'acier est de 2,5 KWh par kilo et l'efficacité n'a cessé d'évoluer pour tendre vers celle-ci. On est passé de 17 KWh par kilo dans les années 1960 à 7 KWh dans les années 2010.

Si on ne considère que le coût direct d'un moteur, sa masse d'acier qui est le matériau très majoritaire, le coût d'un même moteur ayant une même efficacité serait moins coûteux en 2010 qu'en 1960, le coût de l'efficacité aurait ainsi diminué.

Ceci est évidemment trompeur car il faut considérer le "coût" du contexte industriel qui a permis de produire de l’acier plus efficacement, le coût indirect, comme nous allons le voir avec une transformation lumineuse.

Fiat lux !

Depuis la nuit des temps, les humains ont cherché à éclairer celle-ci de manière de plus en plus sophistiquée et efficace. De la bougie jusqu’aux ampoules LED, en passant par les filaments de carbone et les vapeurs de mercure, l’efficacité lumineuse est passée de moins de 1 lumen par watt à 150.

L’efficacité énergétique a été multipliée par plus de 150 !

En ce qui concerne la complexité, la bougie ou la lampe à huile nécessitent des matières premières approximativement disponibles partout : de la graisse, une chemise bleu trop classe, de la fibre animale ou végétale et de l’argile. Et donc approximativement tout le monde pouvait en fabriquer de bout en bout avec peu de connaissances ou compétences.

Ensuite, la flamme a été mise sous verre et le carburant dans des contenants métalliques : la production de lumière s’est professionnalisée.

Déjà, souffler du verre ou forger du métal, c’est tout un métier dont l’apprentissage et la maîtrise vont demander un investissement conséquent en temps et en énergie que cela soit directement car il faut nourrir l’apprenti et le feu ou indirectement pour les matériaux, le matériel et le bâtiment adapté, car oui, fondre du verre chez soi est une mauvaise idée selon mon assureur, mon médecin et mon épouse.

Ensuite, avoir une mine de cuivre ou de fer dans son jardin est aussi courant qu’une carrière de sable dans son salon. Et enfin, il faut moult transports pour les matières premières, produits intermédiaires ou finis. Là, vous

commencez probablement à percevoir toute l'agitation et l'énergie « cachée » derrière un objet simple. Pour le fun et dans l'esprit de cet article, une **vidéo Ted instructive**.

Avec le temps, plus personne ne pouvait produire seul cette technologie efficace et ça ne s'est pas amélioré avec l'industrialisation des ampoules à incandescence ou la robotisation de la production d'ampoules LED qui ont induit une consommation d'énergie aussi importante qu'invisibilisée par la mondialisation.

Donc, le coût énergétique (l'investissement) dont je parle dans cette série d'article est le coût complet composé des coûts :

- Directs : l'objet en lui-même (graisse, métaux, plastiques, électronique…)
- Indirects : ce qui a permis de le fabriquer (usines, automates, connaissances, contrôle ou encore purification).

Car pour s'éclairer, on est passé de quelques éléments (métal, verre), de composition chimique grossière ou approximative, à l'utilisation d'une bonne partie du tableau périodique des éléments (or, plomb, antimoine, gallium, arsenic, cérium…) dont la composition chimique est extrêmement précise et contrôlée, amenant les unités de production à ressembler à des salles d'opération stérilisées.

Moteur : du fer à l'aluminium

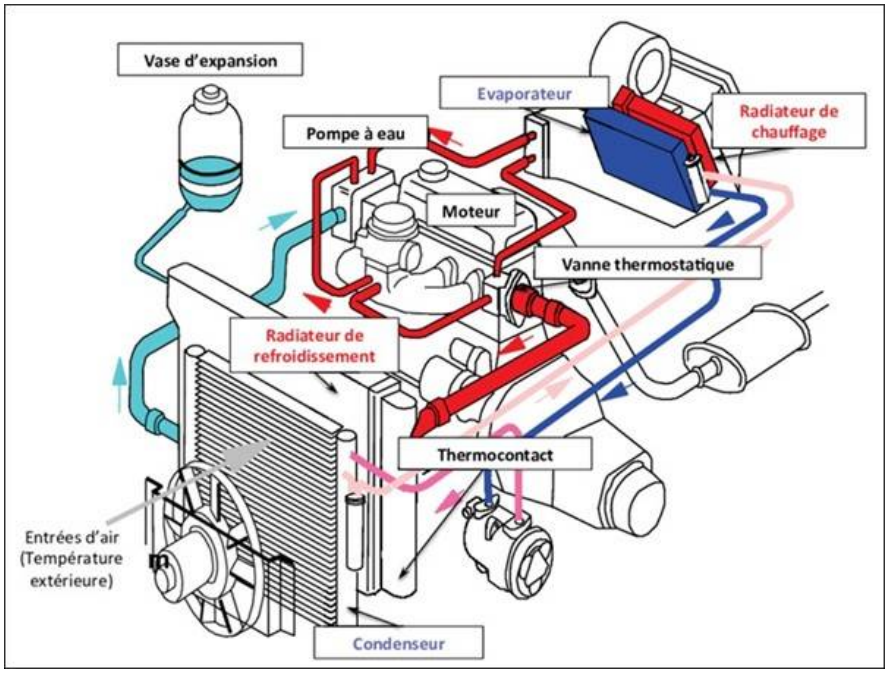
Les blocs moteur en fonte (de fer) sont de plus en plus remplacés par des alliages d'aluminium afin d'améliorer l'efficacité des moteurs mais également de réduire le poids du véhicule.

Cependant, l'aluminium a un coût énergétique supérieur à celui de la fonte. De plus, ce coût énergétique est majoré car dans un moteur on n'utilise pas un "bête aluminium" comme l'explique Patrick Hairy, responsable de l'activité Métallurgie et Élaboration au Cetim - Centre technique des industries mécaniques :

"L'aluminium de type AlSi9Cu3 présente cependant des risques de problème de fluage au-dessus de 250°C sur certaines zones de moteur. L'ajout d'éléments (Ni, …) qui doperaient les propriétés à chaud pourraient constituer une solution technique avec un surcoût sur le bloc. Pour les procédés de production de blocs-moteurs en moulage gravité, de la même manière, des alliages de type AlSi7MgCuNiFe pourraient apporter des gains en tenue à chaud. Il est également possible de repousser un peu la température « de fluage » en créant des dispersoïdes Al3X (X=Ti, Zr, Co, V, …)."

Refroidissement et turbo

Avant, le moteur était refroidi à l'air et il se sentait seul et triste sous le capot.

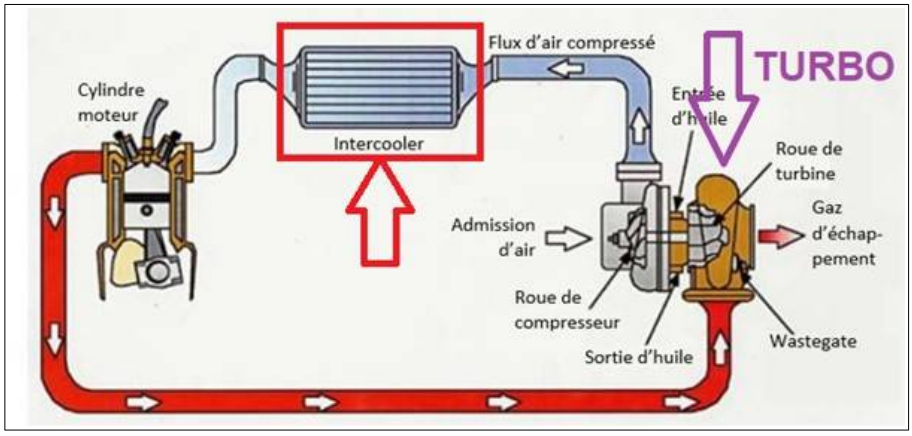


Mais avec le refroidissement liquide, on y a ajouté des tas de pièces, pompes, tuyaux et autres sondes et depuis lors, il y a de l'ambiance !

Pour faire bouger la salle, on y a invité DJ Turbo.
Le turbo est une turbine, un moteur complémentaire coûteux et exigeant qui va récupérer la chaleur inutilisée des gaz d'échappement. Ceux-ci ont un potentiel plus faible car leur température est plus faible que celle de l'explosion initiale dans le cylindre ; et qui dit potentiel plus faible dit coût plus important pour en extraire de l'énergie efficacement.

Tout d'abord, le turbo a une vitesse de rotation 1.000 fois supérieure à celle du moteur et cette vitesse implique des alliages coûteux et complexes afin de garantir une durée de vie décente.

Ensuite, le public étant maintenant chaud bouillant, il faut y adjoindre un système complémentaire de refroidissement : l'intercooler.



Enfin, qui dit plus d'air, dit plus de carburant, dit plus haute température et pression à l'explosion. Autrement dit, le moteur doit être renforcé, en impliquant un coût plus important afin de garantir une durée de vie décente. Dans le cas contraire, la durée de vie de ce moteur survitaminé serait (fortement) réduite.

Tout gain de puissance ou d'efficacité se paye d'une manière ou d'une autre et comme dirait Milton Friedman : "*Il n'existe pas de repas gratuit*"
Dura physica sed physica !

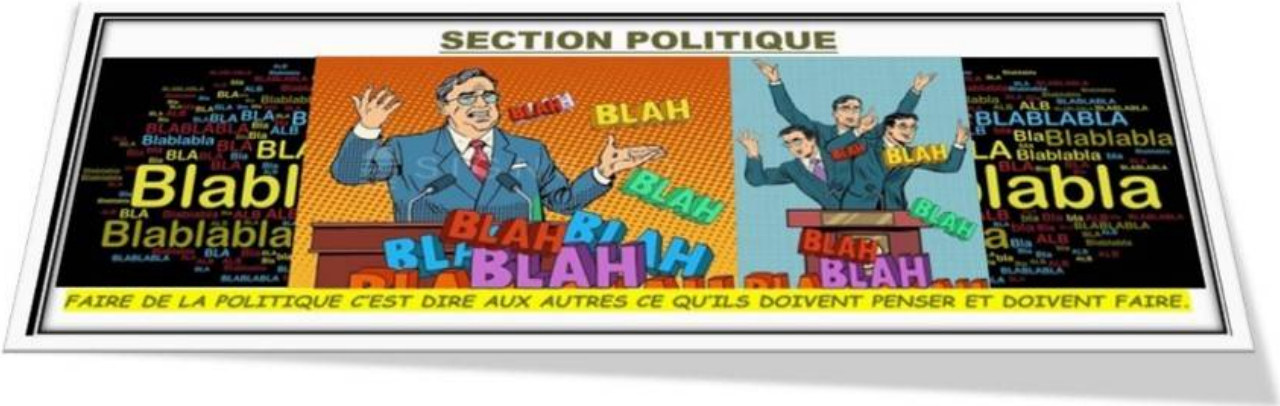
Plus c'est efficace, plus c'est cher

Le coût énergétique, l'investissement, est tout d'abord celui que l'on voit, que l'on peut toucher directement ; mais également tout ce qui est caché derrière celui-ci, le coût indirect, le cumul des centaines d'actions, de traitements, de connaissances, de déplacements, de contrôles ou d'assemblages qui ont permis qu'une machine ou un objet existe.
Et donc je corrige le principe rappelé en introduction : L'augmentation de l'efficacité de la puissance de transformation d'une machine demande un investissement de plus en plus grand et tendant vers l'infini que cela soit par l'augmentation du coût énergétique complet de ladite machine ou par la baisse induite de sa puissance.

Rubrique de **Thomas Norway**, spécialiste en systémique de l'énergie. "Je ne suis pour ou contre aucune technologie, je suis pour la compréhension du problème et l'acceptation démocratique des conséquences de nos choix."

"*La plus grande partie de l'ignorance peut être vaincue. Nous ne savons pas parce que nous ne voulons pas savoir.*" **Aldous Huxley**

▲**RETOUR**▲



.L'idée fausse de *l'homme de système*

par Jeff Thomas 7 octobre 2024

En 1759, l'Écossais Adam Smith, largement considéré comme le premier véritable économiste au monde, a publié son premier grand ouvrage, *la Théorie des sentiments moraux*. Il y postule que toute l'évolution sociale peut être attribuée à « *l'action individuelle de l'homme* », par opposition à la « *conception individuelle de l'homme* ».

Il entendait par là que tout accord fonctionnant bien entre deux personnes était susceptible de conduire au progrès. La raison en est que de tels accords sont nécessairement fondés sur « la confiance et l'empathie ».

Il pensait que si l'humanité était laissée à elle-même pour régler tous les échanges commerciaux et autres interactions, en utilisant la vérité et l'empathie, elle parviendrait à faire progresser la société.

Il a également postulé que, historiquement, l'échec du progrès pouvait être attribué à ce qu'il appelait « *l'homme du système* ».

L'homme de système est un individu qui croit savoir ce qui est le mieux pour les autres et qui cherche à imposer son système (du haut vers le bas) à la population, qu'elle soit d'accord ou non.

Monsieur Smith estime que le défaut de tous ces systèmes est le même : l'homme du système est dangereux pour deux raisons. **Premièrement,** l'homme du système croit qu'il en sait plus que ce qu'il est réellement capable de savoir. **Deuxièmement,** il suppose que s'il se contente de dicter l'action humaine, les individus en question s'y plieront, comme des pièces que l'on déplace sur un échiquier.

Dans sa supposition, Adam Smith a succinctement décrit l'échec central de tous ceux qui cherchent à établir des contrôles sur leurs semblables, sur la base de leur vision personnelle.

Nous voyons cela dans tous les domaines de la vie. Il existe chez un chef religieux qui impose sa propre version de la morale à ses paroissiens, en insistant sur le fait que ceux qui ne suivent pas son interprétation de la morale seront condamnés à la damnation.

Nous le voyons chez les enseignants, qui se concentrent davantage sur l'apprentissage par cœur de faits historiques que sur la compréhension des causes sous-jacentes de l'histoire.

Et, bien sûr, nous le voyons chez les dirigeants politiques qui se concentrent sur un « isme » ou un autre, grâce auquel ils pensent qu'une société peut être forcée d'obéir, créant ainsi un « *plus grand bien* » pour tous.

Ces personnes croient-elles vraiment à la vision globale qu'elles tentent d'imposer aux autres, ou trouvent-elles simplement opportun de prétendre qu'elles y croient, car cela leur permet de dominer les autres ?

Dans certains cas, il peut s'agir de la première option, dans d'autres de la seconde. Dans d'autres cas encore, il peut s'agir des deux. Mais la réponse importe peu. Ce qui importe, c'est que l'homme de système cherche à pervertir la fonction naturelle de l'action humaine et ne comprend pas que, jamais dans l'histoire, cette approche de l'ordre n'a vraiment réussi. Elle échoue invariablement, car **les gens, quel que soit le niveau de contrôle qu'on leur impose, chercheront toujours à penser et à agir indépendamment de tout système de diktat.**

Après la publication de son premier livre, Adam Smith s'est penché sur la voie à suivre par les sociétés pour réussir à se développer socialement et monétairement. Il publie ses conclusions dans son deuxième ouvrage, *La richesse des nations*, en 1776.

Cette date est fortuite, car le livre a eu une influence majeure sur ceux qui, en Amérique, allaient devenir les pères fondateurs des États-Unis.

Ils ont accepté les principes smithiens selon lesquels la richesse est créée par les individus, qui agissent dans leur propre intérêt, et que cela se fait en comprenant que l'empathie pour les autres est nécessaire pour gagner la confiance des autres. La confiance était nécessaire pour que les autres choisissent volontairement de s'engager, socialement et commercialement.

Les pères fondateurs des États-Unis ont choisi de minimiser le rôle du gouvernement et de s'appuyer sur la libre entreprise comme moteur de la nation naissante.

En revanche, la Révolution française, inspirée par le succès de la Révolution américaine, a pris une tournure résolument différente. Les Français connaissaient les livres d'Adam Smith, qui était en fait une célébrité respectée à Paris. Cependant, les dirigeants de la Révolution française, qui avaient promis la liberté sociale et économique, ont trahi le peuple français et ont mis en place un nouveau régime qui faisait écho à l'ancien.

Les Français ont échangé un « homme du système » contre un autre. Après une brève période de chaos et d'effusion de sang, ils ont à nouveau perdu leur liberté au profit de l'autocratie.

Le principe smithien est basé sur l'échange volontaire - un marché libre, du bas vers le haut, et non du haut vers le bas. Dans ce système, chaque créateur de biens choisit de créer, non pas ce qu'il souhaite le plus, mais ce qui est le plus susceptible d'être vendu à d'autres.

De même, il reconnaît qu'il doit le produire à un prix que les autres sont prêts à payer et dans des quantités qui ne dépassent pas celles qu'ils sont prêts à acheter. L'augmentation de la demande peut avoir tendance à faire monter le prix demandé, mais des prix plus élevés inciteront d'autres personnes à entrer en concurrence. Leur production crée inévitablement un équilibre entre la demande, la disponibilité et les prix.

Le marché libre satisfait donc à l'offre de biens, au volume de biens disponibles et aux prix des biens. Personne n'est obligé de produire. Personne n'est obligé d'acheter. Il s'agit d'un processus entièrement autonome et qui se renouvelle à l'infini.

Dans un système de marché libre, il n'y a pas de contrôle de haut en bas par les législateurs ou les régulateurs. Dans un système descendant, on tente de dicter des quotas et des prix et d'appliquer des taxes. Toutes ces tentatives sont contre-productives.

Cette « liberté naturelle », comme l'a qualifiée M. Smith, est invariablement détruite à un degré plus ou moins élevé par des forces extérieures, telles que les gouvernements et les syndicats. Ils cherchent à dicter les prix et à imposer des quotas, des tarifs et des taxes.

Non seulement ces entités n'ont pas la capacité de réglementer chaque accord individuel entre deux parties, mais elles sont invariablement la proie de la corruption, ce qui donne lieu au copinage, aux monopoles et aux accords d'initiés.

Le gouvernement est donc le pire des hommes de système et, en fait, il est en fin de compte le destructeur de la libre entreprise.

Tous les gouvernements, à toutes les époques, sont confrontés à la question de savoir dans quelle mesure ils doivent intervenir dans le commerce afin de maximiser la richesse du pays. Qu'ils soient sincères ou non dans leurs délibérations, le défaut fatal est que la réponse - qu'ils ne peuvent accepter - est : **aucune.**

Dans les temps modernes, la libre entreprise (c'est-à-dire le capitalisme) a été blâmée pour l'appauvrissement, les prix excessifs, la qualité insuffisante des biens et bien d'autres choses encore. Pourtant, un véritable marché libre corrige ces problèmes. Ces problèmes, qui ne sont que trop réels, sont le produit d'un siècle de réglementation et d'ingérence des gouvernements dans le marché libre. Nous pouvons critiquer le marché libre, mais nous n'avons jamais vécu dans un système de marché libre.

Un gouvernement efficace n'a pas besoin de faire de bonnes choses pour vous ; il doit seulement cesser de vous faire du mal.

▲ RETOUR ▲

.La poudrière du Moyen-Orient prête à exploser

James Rickards 2 octobre 2024

Il se passe tellement de choses en ce moment, y compris le débat vice-présidentiel d'hier soir, qu'il est difficile de savoir par où commencer.

Mais l'attaque menée hier par l'Iran contre Israël doit être abordée en raison de ses implications potentiellement massives.

L'Iran a lancé une importante attaque de missiles contre Israël, apparemment en représailles aux récentes attaques israéliennes contre le Hezbollah, mandataire de l'Iran, dans le sud du Liban. Les détails de l'attaque restent vagues et Israël est extrêmement discret sur les dommages qu'il a subis.

Je ne veux donc pas trop spéculer, car je ne dispose que d'informations limitées. Mais d'après les informations disponibles, l'Iran a lancé près de 200 missiles balistiques contre Israël.

Les cibles étaient apparemment limitées à des installations militaires et de renseignement, et non à des centres civils. À cet égard, on peut donc dire que l'attaque iranienne a été modérée.

Nous ne plaisantons pas cette fois-ci

Mais contrairement à l'attaque iranienne contre Israël en avril, qui comprenait des drones et des missiles de croisière à déplacement lent, cette attaque semble avoir été menée exclusivement à l'aide de missiles balistiques.

L'Iran affirme que 80 % ou plus de ses missiles ont atteint leur cible. De son côté, Israël affirme avoir abattu environ 90 % des missiles (sur la base de renseignements américains et même jordaniens).

Les deux ne peuvent évidemment pas être vrais. La vérité se situe peut-être quelque part entre les deux. Certains rapports indiquent que l'Iran a prévenu les États-Unis à l'avance de l'attaque, tandis que d'autres affirment que ce n'est pas vrai.

Il est vrai que Washington a émis des avertissements à l'avance sur le fait que l'Iran préparait une attaque de missiles. Mais cela aurait pu être le résultat de communications interceptées, d'images satellites ou d'autres formes de renseignements techniques.

Selon les missiles concernés, le temps de vol entre l'Iran et Israël est compris entre cinq et douze minutes, de sorte qu'Israël aurait eu peu de temps pour se préparer s'il n'avait pas été prévenu.

Tant les États-Unis qu'Israël affirment que les attaques ont été vaincues et doivent être considérées comme un échec - une fois encore, Israël affirme avoir intercepté la plupart des missiles.

Mais les vidéos de l'attaque révèlent clairement que de nombreux missiles ont pénétré les défenses israéliennes et touché le sol. Dans un clip, pas moins de 12 missiles ont atterri presque instantanément en un groupe assez serré.

Ils ont très probablement saturé et submergé les défenses israéliennes.

L'Iran a-t-il détruit une importante base aérienne israélienne ?

Comme je l'ai indiqué précédemment, nous ne savons pas exactement ce que ces missiles ou d'autres ont touché. Mais des rapports non confirmés affirment que ce groupe particulier de missiles a frappé la base aérienne israélienne de Nevatim, qui est l'une des plus grandes et des plus importantes bases aériennes d'Israël.

Cette base est également protégée par les défenses aériennes les plus denses au monde. Si les rapports sont exacts, l'Iran a donc été en mesure de vaincre les défenses aériennes israéliennes et d'endommager gravement une base clé.

Il semble que les missiles qui ont réussi à passer étaient des missiles hypersoniques Fatteh-2, que l'Iran affirme avoir utilisés lors de l'attaque. Il n'existe actuellement aucune défense contre les missiles hypersoniques.

Les Fatteh-2 hypersoniques pourraient n'avoir constitué qu'une partie limitée du passage de la frappe. Le reste était probablement constitué de missiles plus lents et plus faciles à abattre.

Ces missiles sont probablement à l'origine du taux d'interception élevé revendiqué par Israël. Mais compte tenu du nombre relativement élevé de missiles hypersoniques qui ont manifestement franchi les défenses israéliennes, l'Iran a envoyé un message clair à Israël :

> *« Nous pouvons vous frapper quand et où nous voulons avec nos missiles hypersoniques. Et vous ne pouvez pas l'arrêter. Ne nous obligez pas à recommencer, car la prochaine fois, ce sera pire ».*

Ne croyez pas qu'Israël ne l'a pas remarqué.

Des centaines de millions en fumée

L'Iran impose également un coût élevé à Israël. Les principaux intercepteurs antimissiles d'Israël s'appellent Arrow et David's Sling. Il ne faut pas les confondre avec le Dôme de fer israélien, qui est principalement conçu pour abattre des roquettes plus lentes et non guidées.

Un missile Arrow coûte environ 3,5 millions de dollars, tandis que le David's Sling coûte environ 1 million de dollars.

Si nous supposons que l'Iran a lancé environ 200 missiles sur Israël, la défense contre l'attaque d'hier a coûté des centaines de millions.

Plus important encore, il s'agit de systèmes hautement sophistiqués dont la production est limitée. Combien d'attaques de missiles à grande échelle Israël pourra-t-il encore supporter avant d'être à court d'intercepteurs ?

La grande question est de savoir ce qui va se passer ensuite. Le ministre iranien des affaires étrangères a déclaré que l'Iran ne mènerait pas d'autres attaques si Israël ne ripostait pas. Mais Israël a prévenu qu'il riposterait. Israël a indiqué qu'il pourrait cibler les installations pétrolières et gazières de l'Iran, voire les principaux dirigeants iraniens.

Vous pouvez voir comment tout cela peut devenir incontrôlable. Comment en sommes-nous arrivés là ? Et pourquoi l'Iran a-t-il attaqué hier ?

C'est ce qui devait arriver en août

Au début du mois d'août, j'ai prévenu que l'Iran pourrait attaquer Israël « d'un jour à l'autre ». En effet, Israël avait récemment assassiné deux personnalités fortement liées à l'Iran.

Le premier assassinat a tué un dirigeant du Hezbollah, l'un des principaux mandataires de l'Iran. Cet assassinat a eu lieu au Liban, la base du Hezbollah.

Moins de 24 heures plus tard, Israël a assassiné le chef politique du Hamas, Ismail Haniyeh. Cet assassinat a eu lieu en Iran même, car Haniyeh se trouvait à Téhéran pour assister à la cérémonie de prestation de serment du nouveau président iranien.

L'Iran a promis une vengeance « sévère » pour ces deux assassinats. Mais curieusement, l'Iran n'a rien fait. Pourquoi ? Il est possible que la Russie ait fait pression sur l'Iran pour qu'il fasse marche arrière.

Le 5 août, Sergei Shoigu, secrétaire du Conseil national de sécurité russe, s'est rendu à Téhéran pour, semble-t-il, transmettre un message personnel de Vladimir Poutine. Ce message invitait les dirigeants iraniens à s'abstenir de toute riposte.

Il est possible que la Russie ne veuille pas qu'une guerre au Moyen-Orient interrompe la réunion des BRICS qui se tiendra à Kazan, en Russie, à la fin du mois. Il s'agit bien sûr de spéculations, mais la Russie n'a aucun intérêt à ce que la guerre s'étende au Moyen-Orient.

Je ne sais pas si la Chine a joué un rôle en influençant l'Iran, mais elle a besoin du pétrole iranien et ne veut pas que le détroit d'Ormuz soit fermé en cas de guerre au Moyen-Orient.

Mais maintenant, en octobre, l'Iran a décidé de frapper Israël, contre les intérêts russes et chinois. Encore une fois, pourquoi maintenant ?

Netanyahou pousse-t-il l'Iran à attaquer ?

Depuis le mois d'août, Israël a continué à intensifier ses attaques contre les intérêts iraniens au Liban.

La semaine dernière, Israël a assassiné le chef politique du Hezbollah, Hassan Nasrallah, à Beyrouth. L'attaque aurait également tué un général de haut rang du Corps des gardiens de la révolution islamique d'Iran.

C'est presque comme si le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu avait incité l'Iran à attaquer Israël afin de pouvoir justifier une action militaire de grande envergure contre l'Iran, avec le soutien des États-Unis.

M. Netanyahou a même enregistré une vidéo s'adressant au peuple iranien, l'appelant essentiellement à soutenir le changement de régime et lui disant que « lorsque l'Iran sera enfin libre - et ce moment arrivera bien plus tôt qu'on ne le pense - tout sera différent ».

Qu'est-ce qui l'a poussé à dire cela ?

Entre-temps, ces derniers jours, Israël a également lancé des « raids terrestres limités, localisés et ciblés, fondés sur des renseignements précis » dans le sud du Liban, visant le Hezbollah. Encore de la provocation.

Alors pourquoi attaquer maintenant ? La réponse est que l'Iran a peut-être estimé qu'il n'avait pas le choix.

L'Iran devait sauver la face

Après l'échec des représailles contre Israël en août, le Hezbollah et d'autres mandataires iraniens dans la région ont commencé à remettre en question la puissance et la fiabilité de l'Iran en tant qu'allié. Ils ont perçu la faiblesse d'Israël, qui n'a cessé de provoquer l'Iran sans que ce dernier ne fasse quoi que ce soit.

L'Iran a donc peut-être conclu qu'il ne pouvait pas reculer devant les dernières provocations d'Israël, même si ses alliés les désapprouvaient. Il devait simplement riposter pour sauver la face.

La balle est désormais dans le camp d'Israël. En fonction de la suite des événements, nous pourrions être confrontés à une guerre plus large au Moyen-Orient, qui pourrait impliquer les États-Unis.

Si nous ne sommes pas déjà en récession, nous nous dirigeons clairement vers une récession. Une nouvelle guerre au Moyen-Orient fera grimper le prix du pétrole, peut-être de manière spectaculaire en fonction de l'évolution du conflit.

Nous serions confrontés à une récession majeure qui écraserait l'Américain moyen. Ce pourrait être le dernier clou dans le cercueil de l'économie Biden/Harris.

Je vous conseille de mettre votre casque de protection. Vous pourriez en avoir besoin très bientôt.

Soyez sélectif dans vos achats d'actions, gardez beaucoup d'argent liquide et achetez de l'or si vous ne l'avez pas encore fait.

▲RETOUR▲

.Pourquoi les « solutions » politiques ne fonctionnent pas

Charles Hugh Smith 5 octobre 2024

De nombreuses personnes ont une foi immense dans les solutions politiques aux crises imminentes : Si seulement nous élisons de nouveaux dirigeants, si seulement nous remplaçons les politiques actuelles par de nouvelles politiques, tout s'arrangera et les crises se dissiperont.

Il y a de puissantes raisons à cette foi et des raisons tout aussi puissantes à l'échec des solutions politiques en cas de crise. Notre foi en la politique est alimentée par un biais de récurrence dans les périodes de volatilité relativement faible :

> Lorsque le système fonctionne bien, décennie après décennie, les adaptations progressives de la politique suffisent à résoudre les problèmes qui se présentent.

Il y a trois points essentiels à retenir ici. Premièrement, la politique est par nature progressive, et cette aversion pour les réformes radicales s'explique par des raisons profondes. Tous les organismes sont bien servis par le conservatisme inné de la sélection naturelle : **Si ce n'est pas cassé, ne le réparez pas.**

Si l'ensemble des instructions actuelles - génétiques, épigénétiques, sociales, culturelles, économiques, politiques - fonctionne, il est logique de conserver ce qui fonctionne et d'être prudent quant à l'adaptation de nouvelles instructions.

La nature ne fait pas n'importe quoi

La sélection naturelle modifie les expériences lorsqu'une pression sélective est exercée sur une espèce, et il s'agit d'un processus progressif : Si des mutations aléatoires chez un individu offrent un avantage significatif dans des conditions changeantes, au fil du temps, cette amélioration se répand au sein de l'espèce.

Les expériences qui n'offrent pas d'avantages sont éliminées par la mort. Ce n'est pas vraiment chaleureux, mais quand il faut agir, la nature ne plaisante pas.

C'est la raison pour laquelle les humains ressentent si durement les pertes financières et oublient l'euphorie de la victoire. Dans l'ensemble, les gains sont agréables et nous apprécions la dopamine, mais les pertes peuvent être catastrophiques, et c'est pourquoi nous sommes câblés pour être averses au risque, ce qui est un trait de survie essentiel.

Dans le domaine politique, cela se traduit par une préférence pour les ajustements progressifs des politiques plutôt que pour les changements de cap radicaux - et donc difficiles à évaluer en termes de risques. L'enthousiasme de s'attaquer de front à la crise est tempéré par la crainte qu'une politique non testée n'entraîne des pertes ou une instabilité irréversibles.

Préserver le statu quo

Le deuxième point clé est que toutes les personnes en position de pouvoir ou d'influence sont déterminées à **préserver le statu quo qui les a si bien récompensées.**

Les personnes extérieures qui n'ont ni pouvoir ni influence peuvent être impatientes de renverser le statu quo stérile, sclérosé et inactif, mais les initiés sont des défenseurs autosélectionnés du statu quo, car il a si bien servi leurs intérêts :

> Ils ont accédé à la richesse et au pouvoir grâce à ce système et, quelle que soit l'ampleur de la crise, ils consacrent toute leur énergie à préserver le système qui les a si bien servis.

Le libre-service est habilement dissimulé par la conviction que, puisque le système m'a si bien servi, il sert tout le monde également, et les défenseurs d'ajustements modestes et progressifs de la politique croient donc naturellement que le système est le meilleur possible et qu'il mérite d'être protégé, malgré ses imperfections.

Une troisième source d'incrémentalisme est **l'absence de consensus et les divisions intéressées au sein de l'élite au pouvoir.** Il y a les différences idéologiques qui conduisent à des désaccords sur la politique - les reines de l'aide sociale en Cadillac, etc. - et il y a la vente aux enchères de faveurs où, pour obtenir le vote/l'approbation d'un politicien puissant, il faut lui offrir une babiole complètement absurde et inutilement coûteuse.

Par exemple, un moteur de fusée obsolète doit être fabriqué dans leur district, même si le coût est plus élevé et que les dommages causés au projet sont irréversibles.

Faire du saucisson

C'est le fameux « saucissonnage » de la politique. Le changement progressif est tout ce qui est possible lorsque peu de participants ressentent une douleur réelle qui exige des adaptations radicales et que la majorité n'a pas l'impression d'obtenir quoi que ce soit en soutenant un changement radical.

Au contraire, ils risquent leur carrière sur un coup de poker qui pourrait finir par nuire à leur circonscription et à leur position dans le parti/la structure de pouvoir.

C'est la raison pour laquelle nous assistons à des ajustements politiques tièdes, à petits pas et finalement inefficaces lorsque les empires s'effondrent dans la crise. Les initiés répugnent à abandonner le pouvoir ou à admettre que le statu quo est incapable de gérer les crises qui menacent de submerger l'empire, et ils acceptent donc de poursuivre ce qui a échoué, car c'est 1) la valeur sûre et 2) ce sur quoi tous les acteurs du pouvoir en conflit peuvent s'entendre.

En cas de crise, le pari sûr est le pari perdant, mais les initiés sont aveugles à cette réalité, car dans leur vision aveugle et égocentrique, le système ne peut pas être en danger, et leur seule préoccupation est donc de préserver leur part du gâteau et d'apporter le moins de changements risqués possible.

Comme les réformes radicales réduisent inévitablement la part de gâteau de quelqu'un, elles sont politiquement impossibles. Peu importe le risque d'effondrement, une réduction de ma part du gâteau est totalement inacceptable. Par conséquent, l'effondrement est la solution par défaut politiquement acceptable.

Une foi mal placée

La conviction que « *tout s'arrangera tout seul si nous laissons faire* » est convaincante après des décennies de stabilité. Le fait que cette foi soit catastrophiquement mal placée n'apparaîtra qu'une fois qu'il sera trop tard.

Je me réfère souvent à ces extraits, car ils décrivent si succinctement les principales dynamiques de cette dérive délirante vers le désastre. Le premier est de Michael Grant, auteur de ***The Fall of the Roman Empire***, qui décrit l'état d'esprit de l'élite dirigeante confrontée à des crises inédites, hors de portée de l'habituelle panoplie de politiques « sûres » (et intéressées) :

> *Il n'y avait pas de place, dans ces modes de pensée, pour la situation nouvelle et apocalyptique qui venait de surgir, une situation qui nécessitait des solutions aussi radicales qu'elle-même. Toute son attitude est une acceptation complaisante des choses telles qu'elles sont, sans la moindre idée nouvelle.*
>
> *Cette acceptation s'accompagne d'un optimisme très excessif à l'égard du présent et de l'avenir. Alors que la fin n'était plus qu'à 60 ans et que l'Empire s'écroulait déjà rapidement, Rutilius continuait à s'adresser à l'esprit de Rome avec la même assurance suprême.*
>
> *Cette adhésion aveugle aux idées du passé est l'une des principales causes de la chute de Rome. Si l'on se laissait suffisamment bercer par ces fictions traditionnelles, il n'y avait pas lieu de prendre la moindre mesure de secours pratique.*

Une année sans importance

Le deuxième extrait est tiré de l'ouvrage de Ray Huang intitulé 1587, ***A Year of No Significance*** : La dynastie Ming en déclin, qui décrit comment le statu quo, attaché aux succès passés, guidé par l'intérêt personnel et l'aversion au risque, imperméable à tout changement réel de sa structure de pouvoir, est hors de portée de tout leader ou de toute réforme parce qu'il a atteint les limites de son adaptabilité et donc de sa capacité à faire face aux crises :

L'année 1587 peut sembler insignifiante ; pourtant, il est évident qu'à ce moment-là, la limite de la dynastie Ming avait déjà été atteinte. Peu importe que le souverain soit consciencieux ou irresponsable, que son principal conseiller soit entreprenant ou conformiste, que les généraux soient ingénieux ou incompétents, que les fonctionnaires soient honnêtes ou corrompus ou que les principaux penseurs soient radicaux ou conservateurs - en fin de compte, ils ont tous échoué à atteindre l'accomplissement.

Dans la phase tardive des crises qui ne peuvent être résolues autrement que par des incantations magiques (la Fed) et le recours aux gloires du passé, l'évaluation des crises par le public s'éloigne de l'orgueil complaisant de l'élite dirigeante, comme le montre cette enquête, qui révèle que les 1 % les plus riches - ce qui n'est pas surprenant, compte tenu de l'opinion élevée qu'ils ont de leurs capacités divines - ont une confiance suprême dans leur leadership et leur sagesse incomparables, alors que le grand public a perdu confiance dans l'ensemble de l'élite dirigeante.

Source

Tout est éternel jusqu'à ce que ça ne le soit plus

J-P : la vie est éternelle jusqu'à la mort.

Ceux qui pensent qu'un nouveau leadership et de nouvelles politiques permettront d'éviter les crises qui s'annoncent seront déçus. La roue du navire est tenue par tous les facteurs énumérés ci-dessus :

> L'aversion pour le risque, la confiance suprême dans l'inaction ou les ajustements progressifs, l'aveuglement face à la nouveauté des crises, la confiance dans les solutions du passé, c'est-à-dire la poursuite de ce qui a échoué, la main morte des idéologies momifiées, les chaînes de l'intérêt personnel et, enfin et surtout, une confiance hubristique dans le statu quo et dans leurs propres capacités à sortir victorieux quelle que soit la crise, même si le statu quo a atteint les limites de sa capacité d'adaptation.

Tout cela pour dire : Nous sommes livrés à nous-mêmes. Autant compter sur la magie des poulets morts qu'on agite en faisant le humba-humba autour du feu de camp de minuit, plutôt que de compter sur la magie de la Réserve fédérale ou d'un mélange sorcier de politiques qui satisfont d'abord et avant tout les désirs et les illusions des détenteurs du pouvoir.

Le système a atteint les limites de son adaptabilité. Tout le reste n'est que divertissement. Rome était éternelle, tout comme l'empire Ming et l'Union soviétique. Tout est éternel jusqu'à ce que les adaptations radicales deviennent trop difficiles et douloureuses à supporter.

▲RETOUR▲

.Nous avons besoin d'un dictateur

Brian Maher 8 octobre 2024

Une fantastique force américaine... se double-t-elle d'une faiblesse américaine paralysante ?

Les fondateurs de la nation ont mis en place un appareil gouvernemental si lourd, si inerte, si lent, qu'il est extrêmement difficile de le faire bouger.

En d'autres termes, il est extrêmement difficile de « *faire avancer les choses* ».

Imaginez une automobile qui n'a que deux vitesses - la première et la marche arrière.

Imaginez en outre que dès que l'engin atteint une vitesse de 10 miles à l'heure en marche avant, il passe instantanément en marche arrière.

Cet engin grotesque va et vient. Un mile d'avance représente le travail d'une année - ou plus.

Voilà l'ordre constitutionnel tel qu'il a été conçu à l'origine.

Proposons un autre exemple.

Supposons un terrain de football américain de 100 mètres de long.

La politique américaine est conçue pour se dérouler à moins de 20 mètres du milieu du terrain, c'est-à-dire entre une ligne de 40 yards et l'autre ligne de 40 yards.

Ni les démocrates ni les républicains ne peuvent dépasser les 10 mètres du milieu du terrain.

Lorsque la nation fonctionne normalement, l'automobile inefficace et le quadrillage du terrain sont d'excellents avantages pour la république.

Ce sont en fait des triomphes de l'ordre politique américain.

Ils enchaînent les fanatiques, les assoiffés de pouvoir et les assoiffés de politique parmi nous.

Les hommes pressés - comme le sont souvent les politiques avides - s'enlisent dans la boue.

Encore une fois : Nous décrivons ici une force centrale du système américain, un pilier qui fait rempart.

Encore une fois : Le système politique ainsi décrit est une force centrale lorsque la nation court vers des paramètres sains.

Mais que se passe-t-il si la nation s'enfonce dans la folie, comme c'est actuellement le cas selon nous ?

Cette force centrale devient alors une faiblesse centrale. Elle devient non pas un atout, mais un handicap.

En effet, l'inertie même que la structure constitutionnelle favorise... est désormais au service de la folie.

Ceux qui voudraient rétablir la raison ne peuvent pas dépasser la première vitesse. Ils ne peuvent pas franchir la ligne des 40 mètres de l'adversaire.

Ce sont eux qui s'enlisent dans la boue.

« *Nous empruntons 10 milliards de dollars chaque jour pour financer le gouvernement fédéral* », se plaignent-ils.

« *Nous sommes déjà endettés à hauteur de 35 000 milliards de dollars et nous nous dirigeons vers une crise de la dette massive si nous n'arrêtons pas cette folie. Cela ne peut plus durer* », ajoutent-ils.

Pourtant, ils ne vont nulle part parce qu'ils sont victimes de l'inertie constitutionnelle - la même inertie constitutionnelle qui était autrefois une vertu et qui est aujourd'hui un vice.

Nous avons déjà raconté l'histoire suivante. Aujourd'hui, nous la racontons à nouveau...

Notre ancien collègue **David Stockman** a dirigé le Bureau de la gestion et du budget sous la présidence de Ronald Reagan.

C'est là qu'il s'est heurté à la vaste inertie du gouvernement des États-Unis.

L'inertie a gagné et David a perdu.

David a découvert que le moindre poste budgétaire a une inertie impossible à maintenir.

Par exemple : David a proposé de supprimer les dotations nationales pour les arts et les humanités et la Corporation for Public Broadcasting.

Selon lui, il ne s'agit pas de fonctions propres au gouvernement. De plus, la philanthropie privée est amplement suffisante pour combler les manques.

Selon M. David, les budgets combinés de ces programmes ne représentent que six heures de dépenses fédérales par an.

Six heures de dépenses - sur un calendrier de 365 jours !

Pourtant, il s'est avéré impossible de clôturer ces six heures.

David était un pauvre Sisyphe qui poussait son rocher éternellement vers le haut... pour le voir rouler éternellement vers le bas.

David a finalement soumis au Capitole une modeste réduction de 25 %.

Le Capitole approuverait-il cette réduction de 25 % ? Non.

Il a cédé à David « *peut-être une réduction de 8% pendant quelques années jusqu'à ce que les divers lobbies de K Street et les forces culturelles de haut niveau aient complètement rétabli le financement* ».

En d'autres termes, pas d'élimination. Pas même une réduction de 25 % - mais une réduction de 8 % - et une réduction temporaire de surcroît.

Voici une question :

> Si vous n'êtes même pas en mesure d'entailler durablement de 8 % les dotations nationales pour les arts et les humanités ou la Corporation for Public Broadcasting... comment allez-vous procéder à de véritables coupes partout ailleurs ?

Voici la réponse abrégée : Vous ne pouvez pas. Voici la réponse plus longue : Vous ne pouvez pas.

Comparez brièvement le système américain au système argentin...

En théorie, le système américain est supérieur. C'est le système stable.

Le système argentin, quant à lui, est le système du panier percé.

Pourtant, l'année dernière, l'Argentine a élu un « extrémiste », le fanatique libertaire Javier Milei.

Qu'a-t-il fait pendant son mandat ?

Il a délivré 15 000 bordereaux roses au secteur public parasitaire.

Il a transformé des déficits budgétaires permanents en excédents - le premier excédent budgétaire de l'Argentine depuis des décennies.

L'inflation, qui était de 26 % lorsqu'il est entré en fonction en décembre dernier, est actuellement de 4 %.

Très beau ! Un président américain opérant dans le cadre du système américain pourrait-il produire les mêmes effets ?

Il ne le pourrait pas. L'inertie constitutionnelle s'oppose massivement à lui.

C'est pourquoi nous maintenons - dans ce cas - que le système argentin immodéré est le système supérieur et que le système américain modéré est le système inférieur.

La vertu d'inertie du système américain est devenue son vice d'inertie.

Et comme l'a dit M. Barry Goldwater, « *l'extrémisme dans la défense de la liberté n'est pas un vice* » :

« L'extrémisme dans la défense de la liberté n'est pas un vice ».

Nous publions ci-dessous notre argument selon lequel les États-Unis ont besoin d'un dictateur, mais d'un dictateur d'un genre très particulier.

Quelle sorte de dictateur ? Lire la suite…

Le dictateur dont nous avons besoin

Par Brian Maher

Nous sommes informés que l'ancien président Trump - s'il est réélu démocratiquement - est un dictateur en puissance. Il avalera la clé des urnes, nous dit-on. Et avec elle, la liberté américaine.

Comme la plupart des Américains, votre rédacteur a été élevé dans la religion démocratique. La dictature se range donc aux côtés du communisme, du fascisme et des séditions qui y sont liées.

Pourtant, le concept anti-américain de dictature commence à le séduire. Comment un Américain de la couleur la plus rouge peut-il entretenir des notions aussi corrosives ? C'est parce que la dictature que nous proposons est **une dictature pour la liberté.**

Le candidat doit répondre à toutes les exigences constitutionnelles d'un président standard. Il doit être un citoyen américain né aux États-Unis (le poste est ouvert aux femmes, mais les femmes, dans l'ensemble, semblent moins bien équipées par nature pour les rigueurs de la dictature). Nous admettons l'exception possible d'une femme nommée Clinton.

Il doit être âgé de 35 ans ou plus. Il doit résider aux États-Unis depuis 14 ans. À ces trois conditions fondamentales, nous en ajoutons une quatrième :

> Il ne doit pas vouloir le poste. C'est exact. Il doit être dépourvu de toute ambition politique. Le feu de l'action doit être totalement absent de son ventre.

Le processus de sélection

Comment ce dictateur sera-t-il sélectionné ? Il doit être sélectionné par un conseil de ses pairs. En d'autres termes, il doit être sélectionné - de manière plutôt ironique - par le biais du processus démocratique. Nous n'avons pas réglé les détails. Nous sommes prêts à recevoir toutes les suggestions raisonnables.

Mais notre dictateur sera choisi pour son apathie, pour ses tendances à la flânerie, pour sa capacité quasi inhumaine à roupiller 18 heures sur 24.

Une fois nommé dictateur - non pas nommé mais désigné - l'homme ne peut pas le refuser. C'est-à-dire qu'il est lui-même soumis à une sorte de dictature.

S'il tente de se défiler, sa demande sera rejetée. S'il refuse la nomination, il est envoyé à la potence... où il sera pendu... jusqu'à ce que mort s'ensuive. Ou, si l'esprit de clémence règne, il sera condamné à trois peines d'emprisonnement à vie consécutives.

Une nécessité pratique

L'affaire est-elle juste pour lui ? L'affaire est-elle juste ? Peut-être n'est-ce ni l'un ni l'autre. Mais la vie n'est ni l'un ni l'autre. Et parfois, les principes doivent céder le pas aux nécessités pratiques. Et un dictateur pour la liberté, du moins selon notre foie et nos lumières, est actuellement une nécessité pratique.

Le processus démocratique est lui-même devenu une menace pour la liberté américaine. Et nous sommes corps et âme pour la liberté américaine. Nous sommes donc le cœur et l'âme de la dictature américaine. Vous nous suivez ?

Supposons que notre proposition soit adoptée. Supposons que notre dictateur pour la liberté soit choisi. Supposons également qu'il prête le serment dictatorial... et entre en fonction. Le jour de l'investiture est un jour spécial, même pour notre dictateur involontaire.

Il se lève donc tôt, à midi et demi. Que fait-il ? Il se rend immédiatement au Capitole des États-Unis... où il s'adresse à une session conjointe du Congrès.

Il ouvre une enveloppe contenant des remarques préparées. Voici ce qu'il dit :

> *Mesdames et messieurs du Congrès, je vous salue [lutte contre un bâillement]. Contrairement à vous, je n'ai pas envie d'être ici. Je rate déjà l'une de mes émissions de télévision préférées, alors je serai bref.*
>
> *En tant que dictateur, j'ordonne ce qui suit.*
>
> *Vous réduirez les dépenses de 25 % chaque année de ma dictature de quatre ans. Si je suis reconduit dans mes fonctions de dictateur pour un second mandat, le même mandat s'applique - une réduction annuelle de 25 %.*
>
> *J'ordonnerais une réduction encore plus importante, mais je ne veux pas trop choquer le système. Je pense que 25 % est plus que raisonnable.*
>
> *Ne pensez pas que vous pouvez vous y soustraire. Je sais ce que vous entendez par « réduction ». Pour vous, une réduction est simplement une diminution du taux de croissance. Si vous deviez dépenser 10 % de plus pour quelque chose, mais que vous ne dépensez que 8 % de plus, vous appelez cela une réduction.*
>
> *Non, je parle d'une réduction réelle de 25 %. Si vous deviez dépenser un million de dollars pour quelque chose, vous devez le ramener à 750 000 dollars. Et ce, chaque année de ma dictature (des hurlements d'indignation s'élèvent de l'assemblée).*

Permettez-nous de vous interrompre brièvement, Monsieur le Dictateur…

> **Hmmm**

Le gouvernement des États-Unis distribuera à la louche quelque 6 800 milliards de dollars en 2024. Ce même gouvernement pourrait débourser 7 300 milliards de dollars en 2025. Supposons que le budget 2025 soit de 7 300 milliards de dollars.

Supposons maintenant que notre dictateur prenne ses fonctions en janvier 2025... et impose ses réductions annuelles de 25 %. Les dépenses chutent de quelque 1 800 milliards de dollars la première année. Les dépenses chutent de 1 800 milliards de dollars la première année, puis de nouveau la deuxième année. Et la troisième. Et la quatrième.

À la fin de sa dictature, quatre ans plus tard, les dépenses publiques auront absorbé 7 300 milliards de dollars.
Qu'en pensez-vous ?

L'entreprise est-elle antidémocratique ? L'entreprise est antidémocratique, nous le concédons d'emblée. Pourtant, la démocratie a fait sombrer la nation dans une dette de 35 600 milliards de dollars. Et très bientôt, 35 000 milliards de dollars de dettes. Bientôt, 40 000 milliards de dollars, puis 50 000 milliards de dollars.

D'où la nécessité de notre dictature antidémocratique pour la liberté.

Frapper là où ça fait le plus mal

Vous pouvez procéder, Monsieur le Dictateur...

> *Et si vous essayez de me désobéir ou de me contourner ? Je vous arrangerai. J'ordonnerai à tous les cabinets de lobbying du pays - sous peine de sanction maximale - de rejeter votre demande d'emploi une fois que vous aurez quitté le Congrès. En d'autres termes, vous pouvez oublier votre emploi pépère de lobbyiste.*
>
> *Vous ne travaillerez plus jamais dans cette ville. Je veillerai à ce que vous ne puissiez pas obtenir un emploi de lobbyiste à Washington qui vous enrichisse bien au-delà de vos mérites. Vous devrez trouver un emploi honnête et productif dans le secteur privé... quelque part... d'une manière ou d'une autre.*
>
> *Compte tenu de vos « talents », il est peu probable que vous trouviez une telle offre. Quelles sont vos compétences employables ? Elles semblent limitées aux arts sombres de la politique. Si je devais un jour changer un pneu - ou même une ampoule - vous seriez les dernières personnes à qui je téléphonerais.*
>
> *Vos jours de vin et de roses sont terminés - au moins pour quatre ans et, je l'espère, pour huit ans.*
>
> *[C'est un scandale ! Vous ne vous en tirerez pas comme ça ! » s'écrie le chef de la majorité sénatoriale. Ce cri est appuyé, triplé, 532e].*
>
> *Regardez-moi. N'oubliez pas que je suis un dictateur ! D'ailleurs, il faut se lever très tôt dans l'après-midi pour avoir le dessus sur moi.*
>
> *Ne me sous-estimez pas. Adieu, mesdames et messieurs. Si vous voulez bien m'excuser, j'ai une émission de télévision importante à regarder.*

Notre dictateur fait face à une crise de sécurité nationale

Notre dictateur fraîchement installé se rend dans l'aile ouest de la Maison Blanche.

Dans son premier acte officiel, il allume la télévision. Il s'installe sur le canapé et demande au majordome de lui apporter des chips et une bouteille de Coca-Cola. Les heures passent. C'est alors que le téléphone sonne. À contrecœur, le dictateur prend l'appel.

C'est le président de l'état-major interarmées. Il parle d'un cataclysme imminent en matière de sécurité nationale. Une organisation terroriste de Nauru dénonce les États-Unis.

Apparemment, mais cela ne peut être confirmé, il s'agit d'adeptes du tsar Poutine et du président Xi. Le président tonne que ces démoniaques de Nauru ont l'intention d'acheter une publicité sur Facebook pour influencer la course à la mairie de Marlborough, dans le Massachusetts.

La 7e flotte doit lever l'ancre, affirme le président de l'état-major interarmées. Les Marines doivent prendre le large et la 82e Airborne doit s'envoler... sinon les ennemis de la démocratie risquent de l'emporter.

« Mais je suis un ennemi de la démocratie, n'est-ce pas ? rétorque le dictateur. « Eh, peu importe. Je vais laisser quelqu'un d'autre s'en occuper. »

Les combattre là-bas aujourd'hui ou ici demain

« Monsieur, si nous ne parvenons pas à vaincre les ennemis de la démocratie à Nauru aujourd'hui, explique le président, nous devrons les affronter à Marlborough demain. Pourtant, notre dictateur reste sur son canapé, se prélassant, regardant la Roue de la fortune, grignotant des chips et s'empiffrant de Coca-Cola.

« Il vous faut un F, bon sang ! Un F ! Cela résoudra cette foutue énigme. Vous ne voyez pas ? Je suis désolé, Général, vous avez dit quelque chose ? » « Monsieur, c'est une affaire très sérieuse. »

« D'accord, réveillez-moi quand ces gens-là envahiront la Californie ou quelque chose comme ça. Et même là, je suis ouvert à la négociation. J'ai même tendance à leur donner raison, la Californie est pratiquement un autre pays. »

« Mais monsieur, ceci a de sérieuses implications pour la puissance et le prestige américains dans le monde. Si nous n'arrêtons pas ces terroristes à Nauru, qu'est-ce que cela dit à nos alliés du Pacifique ? Et qu'est-ce que cela dit à Poutine ? Qu'il peut envahir toute l'Europe ? Plus important encore, qu'est-ce que cela dit à Raytheon - avec qui j'ai l'intention de chercher un poste de consultant une fois que j'aurai quitté le gouvernement - que l'on n'a pas besoin de mes services ?

Le dictateur en chef pose le téléphone et concentre toute son attention sur l'écran de télévision... où il restera pendant les quatre années à venir. Son seul effort est de faire fonctionner son stylo de veto.

Ce sont quatre années de liberté sans précédent à l'intérieur du pays. Quatre années de paix sans précédent à l'étranger. Après quoi, le peuple américain - initialement hostile à la dictature - scande à l'unisson :

« Quatre ans de plus ! Quatre ans de plus ! »

▲RETOUR▲

L'ombre de l'ombre

Par James Howard Kunstler – Le 27 Septembre 2024 – Source Clusterfuck Nation

Aussi choquant que cela puisse paraître, c'est l'institution de l'État elle-même qui est le véritable ennemi. Il est temps d'analyser soigneusement votre relation avec lui. – **Doug Casey**

On peut se demander s'il y a déjà eu un pays qui est parti en guerre sans chef d'État à la tête de sa machine de guerre. C'est exactement ce qui se passe dans notre pays, avec un épouvantail d'Halloween animatronique cassé qui entre et sort de la Maison Blanche pour hurler de manière incohérente lors des événements de la campagne électorale pour un successeur putatif trop effrayé par la situation difficile dans laquelle il se trouve pour penser correctement. En réalité, personne n'est aux commandes – et si l'un des principaux acteurs de la scène l'était vraiment, la situation pourrait facilement s'aggraver.

D'où le souhait irréfléchi du NSC, du département d'État et des divers conseils fantômes des services de renseignement émérites de lancer des missiles à longue portée sur la Russie, apparemment sans se soucier des conséquences. L'Amérique est un cavalier sans tête qui roule aveuglément vers le chaos.

En fait, l'ensemble du Parti démocrate et ses partenaires du Deep State dont les services de renseignement se sont fondus dans une foule désespérée de criminels politiques désireux de ne pas avoir à rendre compte de leurs actes. Ainsi, mettre le feu au monde est tout ce qui leur reste, un acte de vengeance approprié pour une faction contrariée dans sa volonté folle de détruire les États-Unis au nom de la *« justice sociale »* et de l'*« équité »*.

Les Démocrates de 2024 ont commis exactement la même erreur que leurs prédécesseurs, les jacobins, en France en 1794 : ils n'ont pas su réaliser quand ils étaient allés trop loin dans leurs insultes contre l'intérêt public et la décence commune. Leurs insultes découlaient de l'impulsion humaine séculaire de démolir la société parce que la vie est injuste, codifiée plus tard dans la doctrine marxienne, puis transformée en livre de jeu par Saul Alinsky (avec des annotations d'Antonio Gramsci, Richard Cloward et Frances Fox Piven).

Alors que la Révolution française s'éternise, les Jacobins prennent en 1793 le contrôle du Comité de salut public, qui met en œuvre la politique, tandis que d'interminables querelles occupent la Convention nationale, l'organe législatif en place à l'époque. La politique des Jacobins était insensée, tout comme la politique d'ouverture des frontières, de guerre, de censure, de pharma-terrorisme, d'agitation climatique et de drag-queens dans les écoles est insensée sous nos Jacobins modernes, les Démocrates. (Notez que les Démocrates invoquent constamment la *« sécurité »* et les *« espaces sécurisés »* comme des moyens rhétoriques similaires pour justifier leurs actes et endormir le public).

Le Comité de salut public cherchait à refaire la société française en bouleversant ses normes culturelles et en tuant le plus grand nombre possible de ses opposants politiques. C'est ainsi qu'est né le règne de la Terreur lorsque, pendant une année entière, des têtes ont roulé et roulé sur la guillotine de la place de la Concorde, généralement sans avoir bénéficié d'un procès. L'extravagance macabre du sang et de la mort dégoûtait tous ceux qui n'avaient pas perdu la raison dans le pays.

Un soir de juillet 1794, alors que Robespierre, le chef des Jacobins, monte à la tribune de la Convention pour la énième fois afin de dénoncer ses ennemis et d'annoncer de nouvelles condamnations à mort, les députés commencent à lui jeter de la nourriture. C'est le tournant, et ce tournant est si fort et si rapide que la France en est stupéfaite. En l'espace de quarante-huit heures, Robespierre et nombre de ses acolytes ont été décapités sous le «

rasoir national », et ce fut la fin du jacobinisme et de toutes ses mesures insensées visant à détruire ce qui restait de la société après cinq années de révolution.

Nos jacobins du Parti démocrate ont été plus difficiles à vaincre parce que le gouvernement est aujourd'hui beaucoup plus grand et plus complexe, et l'équivalent du Comité de sécurité publique est maintenant un énorme réseau de cadres travaillant dans des dizaines d'agences fédérales et d'ONG associées financées par ces agences (ou par leurs hommes de main milliardaires tels que George Soros, Bill Gates, Jeff Bezos, et Reid Hoffman). Aussi fous qu'ils soient, de nombreux fonctionnaires comprennent leur culpabilité dans les trahisons et les insultes de ces dernières années. Ils vivent dans la crainte d'être poursuivis ou, à défaut, de perdre leur sinécure dans la bureaucratie colossale qui nous met en faillite.

Nombreux sont ceux qui, dans notre pays aujourd'hui, ne sont pas fous, comme en France vers 1794. C'est en fait le principal attrait de Trump, même s'il l'exprime souvent maladroitement, car il vient du monde rude et exigeant de la promotion immobilière, qui est plein de gens rudes dans des métiers rudes de la construction, utilisant un langage rude. Deuxièmement, Trump représente le leadership, c'est-à-dire l'idée même qu'une personne réelle puisse diriger une politique nationale, et il semble qu'une majorité de la population de ce pays en ait finalement assez d'une tache sans visage qui gouverne follement depuis l'ombre. Troisièmement, Trump est devenu une figure paternelle nationale, une offense titanesque pour un parti dirigé par des femmes ayant des problèmes avec leur père et pour leurs alliés marxistes dogmatiquement déterminés à détruire la famille (ainsi que toutes les autres institutions). Il se trouve que les pays ont besoin de pères, réels ou symboliques. Quelle surprise !

Dans leur folle tentative d'échapper au jugement pour leurs actes, les Démocrates et leurs cadres du blob tentent de tuer Trump directement, ou regardent ailleurs pendant que d'autres parties néfastes tentent la méchante entreprise. Jusqu'à présent, sans succès. Qui sait ce qu'ils essaieront ensuite : un missile sol-air sur son avion, une arme à énergie dirigée, un cheeseburger empoisonné… ?

Le candidat lui-même semble un peu teinté ces jours-ci de la même aura de résignation intrépide que Martin Luther King et le premier Bobby Kennedy en 1968 – qui ont tous deux poursuivi leur tâche en essayant de sauver notre pays de la guerre et de la méchanceté malgré les menaces qui pesaient sur eux. Cette fois-ci, de nombreuses personnalités droites, intelligentes et audacieuses soutiennent Trump, des personnes capables et désireuses de reprendre le drapeau au cas où cela s'avérerait nécessaire. Ne craignez rien.

En attendant, il faut aussi se demander ce qui a bien pu pousser les Démocrates à engager Kamala Harris dans cette course. Tout le monde au sein du parti et du blob doit savoir qu'elle n'a pas un esprit agile – au-delà d'une certaine capacité à réciter des slogans paraboliques -, qu'elle n'a pas beaucoup de connaissances sur le fonctionnement du monde en dehors de ses ruses d'amour politique, et qu'elle pourrait bien avoir un problème d'alcoolisme. Enfin, elle n'a plus personne pour l'encourager, si ce n'est les harpies de *The View* et les dégénérés de *CNN* et du *New York Times*, qui savent tous ce qu'il en est, mais qui sont trop investis par des années de mensonges pour essayer de s'avouer la vérité.

Des rumeurs circulent selon lesquelles la *« surprise d'octobre »* attendue impliquera que *« Joe Biden »* démissionne de son poste pour permettre à Kamala de devenir la première femme présidente juste avant le jour de l'élection, ce qui lui conférerait, soi-disant, un prestige magistral dans la dernière étape de la course. Ne pariez pas là-dessus. En démissionnant, *« JB »* perd son pouvoir de grâce. S'il l'exerce à la veille de sa démission et laisse son fils Hunter, ses frères James et Frank, ainsi que d'autres membres de sa famille (y compris lui-même) s'en tirer à bon compte pour leurs exploits financiers à l'échelle mondiale, il ne fera que salir Mme Harris par association. Il doit rester en fonction jusqu'au 6 novembre, quelle que soit l'issue de l'élection, et il pourra alors gracier ceux dont sa cervelle se souviendra encore.

Avant même d'en arriver là, tout ce dont il faut s'inquiéter, c'est que des factotums gouvernementaux non responsables fassent quelque chose en Russie qui donne à Poutine l'envie de transformer les États-Unis en cendrier.

https://youtu.be/wkUL3mZxGgI

▲RETOUR▲

.Emmanuel Todd. "La destruction de la puissance américaine sera le début de la paix pour la planète"

par Charles Sannat | 7 Oct 2024

Les propos d'Emmanuel Todd sont durs. Très durs.

Aussi durs que le sont d'ailleurs nos "amis" les Américains, car il est vrai, que la volonté de toute puissance et de domination de Washington pose un problème au monde entier.

D'ailleurs Mitterrand, avec ses mots ne disait pas tellement autre chose.

"Oui, ils sont très durs les Américains, ils sont voraces, ils veulent un pouvoir sans partage sur le monde. C'est une guerre inconnue, une guerre permanente, sans mort apparemment et pourtant une guerre à mort."

La puissance américaine est devenue un problème… pour la paix dans le monde et des montagnes afghanes, aux déserts de l'Irak les populations en savent quelque chose, ici, même dans le boccage normand, il faudra l'intervention du Général de Gaulle pour demander aux Américains de ralentir sur le rythme des bombardements après tout de même 100 000 victimes civiles. Mais que voulez-vous, c'est ainsi que s'exportent les valeurs et la démocratie américaines.

Pour relier ceci à la géopolitique actuelle, les tensions entre les USA et les BRICS à commencer par la Chine et bien sûr la Russie via la guerre en Ukraine, matérialisent quoi ? L'affrontement des Etats-Unis contre le reste du monde pour la domination de ce "nouvel ordre mondial" qui est avant tout un ordre unipolaire américain.

https://twitter.com/i/status/1842572121891045421

• • •

Séisme de 4.6. L'Iran vient-il de procéder à un essai nucléaire ?

Les rumeurs sont de plus en plus insistantes.

Alors qu'Israël se prépare à une riposte contre l'Iran, un séisme bien étrange de 4.6° de magnitude sur l'échelle de Richter dans une zone désertique et non sismique a été enregistré.

Les analyses montreraient que ce séisme est typique non pas d'un tremblement de terre mais d'une explosion.

A noter également l'absence de réplique sismiques qui renforce l'hypothèse de l'essai nucléaire.

Le fait que cela intervienne à ce moment précis de la relation israélo-iranienne ne doit rien au hasard.

L'Iran vient sans doute d'adresser un ultime avertissement à Israël.

Nous aussi nous avons la bombe atomique.

• • •

Ma vie dans 2m²

le reportage de TF1 dans 7 à 8

"C'est la ville la plus riche de Chine. Mais on y trouve des Chinois parmi les plus mal-logés du pays. À Hong Kong, faute de limite imposée par la loi, il existe des chambres placard de moins de deux mètres carrés. Ce sont des logements indignes, souvent insalubres. Dans 40 mètres carrés, il y a 18 boîtes numérotées. Dedans, des seniors, mais aussi de jeunes actifs. De l'insecticide, et partout, des pièges contre les rongeurs."

Le problème n'est pas les limites imposées par la loi.

Si demain vous interdisez la location de toutes ces boîtes, vous aurez la même situation qu'en France à savoir une pénurie de logements pour nous et d'espace pour dormir pour eux.

Est-ce que c'est humainement invivable ? Bien évidemment.

C'est insupportable.

Pourtant ne vous moquez pas ou n'imaginez pas que cela ne nous concernera jamais.

Que voyez-vous ?

La cabanisation de la France, l’arrivée de yourtes ou encore de tiny House… c’est quoi une tiny house à part une boîte un peu plus grande que ce que vous voyez dans ce reportage mais une boîte quand même.

Le problème ici ce n’est pas la loi ou les règles, c’est le manque d’espace pour construire et c’est la pauvreté.

Si nous n’y prenons pas garde, nous en prendrons nous aussi d’une certaine manière le chemin.

▲ RETOUR ▲

L'élection se dirige vers une photo-finish

James Rickards 7 octobre 2024

DAILY RECKONING
JAMES RICKARDS

C'est difficile à croire, mais les élections auront lieu dans moins d'un mois. Comment se présente la course aujourd'hui ? Parlons des sondages.

Les sondages sont un outil indispensable à l'analyse et à la prévision des élections, même s'ils présentent de nombreux défauts. La première chose à dire sur les sondages est qu'il s'agit d'instantanés, pas de films. Ils vous aident à comprendre où en est la course aujourd'hui, mais pas nécessairement où elle va.

J'ai récemment effectué une analyse approfondie des failles de la méthodologie des sondages et mis en évidence le petit nombre d'instituts de sondage qui produisent des résultats relativement fiables.

Il n'est pas nécessaire de tout répéter ici, mais voici quelques exemples : sonder les « électeurs inscrits » au lieu des « électeurs probables » et utiliser des échantillons trop petits (un échantillon d'au moins 1 300 personnes est nécessaire pour obtenir des résultats fiables ; de nombreux sondages n'utilisent que 800 personnes).

L'utilisation d'échantillons biaisés pour inclure trop de démocrates et d'électeurs noirs produit également des résultats favorables aux démocrates.

Il existe des moyens de corriger ces défauts, mais ils sont inexacts. La méthode la plus simple consiste à supposer que Trump fait un à deux points de mieux que les résultats publiés, une fois les biais et les marges d'erreur éliminés.

C'est une bonne nouvelle pour Trump, mais la course reste incroyablement serrée.

Voici les derniers résultats de l'enquête RealClearPolitics sur la moyenne des sondages avec le leader et la taille de l'avance exprimée en points de pourcentage :

National : Harris +2.1

Géorgie : Trump +1,5

Caroline du Nord : Trump +0,6

Pennsylvanie : égalité

Arizona : Trump +1,4

Wisconsin : Harris +0.8

Michigan : Harris +0,7

Nevada : Harris +1,1

Il existe quelques autres États qui ne sont généralement pas considérés comme des champs de bataille, mais qui sont suffisamment proches pour offrir quelques surprises, y compris des voies inattendues vers la victoire le jour de l'élection.

Il s'agit notamment de la Virginie (Harris +6,4), du Minnesota (Harris +4,7) et du New Hampshire (Harris +7,4). Si Trump devait remporter une victoire inattendue dans l'un de ces trois États, cela pourrait compenser en partie la perte d'un ou de plusieurs des champs de bataille.

La carte actuelle « No Toss-Up » de RealClearPolitics montre que Trump remporte l'élection avec 281 voix de grands électeurs, contre 257 pour Harris. (270 voix électorales sont nécessaires pour remporter la victoire).

Cependant, cette carte donne la Pennsylvanie à Trump. Si la Pennsylvanie était déplacée dans la colonne Harris (ce qui est tout à fait possible), Harris remporterait le collège électoral par 276 voix contre 262, ce qui est assez proche, mais constitue tout de même une victoire pour Harris.

Il existe des milliers de permutations sur le résultat en faisant passer certains États d'une colonne à l'autre. En définitive, cette élection reste extrêmement serrée et son issue très incertaine.

RealClearPolitics est une source fiable, mais la moyenne des sondages souffre du fait qu'elle est dérivée d'une vingtaine de sondages distincts réalisés à des dates irrégulières par diverses organisations.

Cela pose deux problèmes : Le premier est que s'il y a des défauts dans les sondages sous-jacents (il y en a), ces défauts seront répercutés sur la moyenne.

Le second problème est que certains des sondages sous-jacents à la moyenne sont périmés et que, par conséquent, la moyenne a tendance à être en retard sur les tendances de quelques jours à une semaine. Cela ne signifie pas que le résultat n'est pas utile, mais qu'il doit être évalué dans le contexte de ces décalages.

Trump obtient de meilleurs résultats au niveau national et dans chaque État dans le sondage Rasmussen que dans la moyenne de RealClearPolitics, à l'exception de l'Arizona où les résultats sont identiques. Étant donné que Rasmussen fait partie des instituts de sondage les plus fiables, c'est une bonne nouvelle pour Trump.

Les sondages Trafalgar sont également nettement meilleurs pour Trump que la moyenne de RealClearPolitics, à l'exception de l'Arizona où les résultats en faveur de Trump sont plus élevés dans RealClear. Les résultats de Trafalgar sont également très proches de ceux de Rasmussen, les deux sites ayant sondé les mêmes États.

Trafalgar et Rasmussen étant tous deux plus précis que les autres instituts de sondage, le fait que les deux s'alignent donne de la crédibilité aux résultats et constitue une bonne nouvelle pour Trump. Trafalgar montre que Trump a une nette avance en Pennsylvanie.

Comme je le montre ci-dessous, la Pennsylvanie est l'État le plus important en ce qui concerne les différentes voies vers la victoire dans cette élection. Mais c'est plus compliqué que cela.

Je vous montre également les multiples voies menant à la victoire pour Harris et Trump. Qui sortira probablement vainqueur de cette élection ? Lire la suite.

La course vers 270

Par Jim Rickards

Les analystes politiques parlent de ce qu'ils appellent le « chemin de la victoire », la victoire étant définie comme 270 votes électoraux ou plus. Au total, 538 grands électeurs sont disponibles dans les 50 États et à Washington. Un total de 270 grands électeurs représente une majorité absolue et suffit pour gagner la Maison-Blanche.

Pour chaque candidat, le chemin de la victoire passe par une liste d'États qu'il peut remporter et qui totalisent 270 voix électorales ou plus. C'est là qu'intervient le concept de « battleground states ». Harris est pratiquement certain de remporter une liste d'États comprenant la Californie (54), New York (28) et Washington (12).

Trump est quasiment certain de remporter une autre liste d'États comprenant le Tennessee (11), l'Indiana (11), le Kentucky (8) et la Louisiane (8).

Ces États « sûrs » sont suivis d'une liste d'États probables. Pour Harris, il s'agit de l'Illinois (19), du New Jersey (14) et de la Virginie (13). Pour Trump, il s'agit du Texas (40), de la Floride (30) et du Missouri (10).

Une fois ces États sûrs et probables additionnés, Harris dispose de 215 voix électorales et Trump de 219. À ce stade, les deux candidats n'atteignent pas les 270 voix.

Cela nous amène aux véritables États de combat (ou « toss-ups ») que sont l'Arizona (11), la Géorgie (16), le Michigan (15), le Minnesota (10), le Nevada (6), la Caroline du Nord (16), la Pennsylvanie (19), le Wisconsin (10) et une partie du Nebraska (1), qui divise les voix en fonction des circonscriptions du Congrès.

Il y a 104 voix électorales dans cette catégorie. Trump a besoin de 51 de ces 104 voix pour gagner. Harris en a besoin de 55.

Le chemin de la victoire de Trump est simple. Il doit remporter tous les États qu'il a gagnés en 2020. Cela semble très probable à l'heure actuelle, bien que la course soit serrée en Caroline du Nord selon RealClearPolitics. Il doit également faire basculer l'Arizona et la Géorgie dans sa colonne.

Il a perdu les deux en 2020, mais il est en tête dans les deux à l'heure actuelle selon RealClearPolitics, Rasmussen, Trafalgar et le New York Times. Avec l'Arizona et la Géorgie en main, Trump n'a plus qu'à gagner la Pennsylvanie pour franchir le seuil des 270 voix. Il pourrait perdre le Wisconsin, le Michigan et le Nevada et gagner quand même la Maison Blanche s'il remporte la Pennsylvanie.

Bien sûr, il existe d'autres voies. Trump pourrait perdre la Pennsylvanie (19) et gagner quand même la Maison Blanche s'il prend la Virginie (13) et le Nevada (6). C'est un résultat nul. Trump pourrait perdre la Pennsylvanie et gagner quand même s'il prend le Michigan (15) et le Wisconsin (13).

Ou Trump pourrait perdre la Pennsylvanie et le Wisconsin et gagner quand même s'il prend le Michigan et le Nevada. Vous voyez ce que je veux dire. Il existe de nombreux chemins vers la victoire.

Pour Kamala Harris, le chemin est plus difficile, mais toujours possible. Elle commence par la base Nord-Est-Mid-Atlantique du Maine, du New Hampshire, du Vermont, du Massachusetts, du Rhode Island, du Connecticut, du New Jersey, du Delaware, du Maryland, de D.C. et de la Virginie.

Ensuite, elle récupère les États libéraux de la côte ouest (Washington, Oregon, Californie et Nevada), ainsi que le Colorado, le Nouveau-Mexique, Hawaï et un district du Nebraska pour faire bonne mesure. Elle se rapproche des 270 points avec les États de la « muraille bleue » (New York, Michigan, Illinois, Wisconsin et Minnesota).

Le problème, c'est que tous ces États et Washington réunis ne lui donnent que 257 voix électorales, soit 13 de moins que l'objectif de 270. Comment Kamala peut-elle combler cet écart ? Vous l'avez deviné. La Pennsylvanie. Si Kamala Harris remporte les 19 voix électorales de la Pennsylvanie en plus des autres États cités, elle sera la prochaine présidente.

Il est clair que le chemin de Kamala est beaucoup plus étroit que celui de Trump. Ce dernier dispose de quelques jokers qui pourraient jouer en sa faveur, notamment des victoires surprises en Virginie, au Nevada, dans le Michigan et dans le Wisconsin. Une combinaison de ces éléments pourrait lui permettre de creuser l'écart ou de compenser une défaite en Pennsylvanie.

Harris n'a aucune marge d'erreur. Il est très peu probable qu'elle remporte l'un des États de Trump. Elle doit s'accrocher à la Virginie et au Nevada. Et elle doit remporter l'ensemble du mur bleu, y compris la Pennsylvanie. Trump dispose d'une petite marge de manœuvre, tandis que Harris doit tout faire pour gagner. Et c'est exactement ce qu'elle essaie de faire.

Mme Harris a basé sa campagne sur une version de la « stratégie du sous-sol » de M. Biden pour 2020 : Rester cachée, ne pas répondre aux questions, satisfaire les riches donateurs, ne pas être spécifique et essayer d'écouler le temps dans la joie et les bonnes vibrations.

Mais cela ne fonctionne pas. Les électeurs veulent des réponses à leurs problèmes quotidiens : l'inflation, la criminalité, les immigrés clandestins qui prennent des emplois et les nouvelles guerres qui éclatent. Harris n'en a pas. Cela pourrait être sa perte.

Trump continue de se concentrer sur les questions clés (inflation, immigration, criminalité, emploi), aidé en cela par les débuts réussis de J.D. Vance devant un public national lors du débat des vice-présidents. Les électeurs sont bien plus intéressés par ces questions que par les injures et autres distractions.

Trump a un chemin clair vers la victoire et progresse dans les sondages. Il lui suffit de maintenir la discipline de son message, de ne pas tenir compte des effets secondaires et de respecter le calendrier de ses meetings et de ses publicités payantes pour remporter cette élection.

Même si Trump parvient à remporter l'élection avec 270 voix ou plus au collège électoral, ce qui est probable à l'heure actuelle, le combat ne sera pas terminé. Les démocrates ont un autre tour de passe-passe dans leur sac.

Si les démocrates reprennent la Chambre des représentants, le 6 janvier 2025, la nouvelle Chambre contrôlée par les démocrates pourrait adopter une résolution déclarant que Trump est un « insurrectionniste » et disqualifier ses voix électorales en vertu de la section 3 du 14e amendement.

Kamala n'aurait pas les 270 voix électorales nécessaires pour gagner. L'élection du président serait alors confiée à la Chambre des représentants, qui voterait en tant que délégations d'État et non en tant qu'individus. En vertu du XIIe amendement (1804), seule Kamala Harris pourrait recevoir des voix pour l'élection présidentielle, en supposant que Trump soit disqualifié et qu'aucun autre candidat n'obtienne de grands électeurs.

J.D. Vance ne souffrirait d'aucune disqualification pour cause d'insurrection. Le résultat pourrait donc être Kamala Harris comme présidente et J.D. Vance comme vice-président (comme Jefferson et Burr en 1800).

Une autre possibilité est que les délégations des États contrôlées par les républicains à la Chambre des représentants boycottent le vote présidentiel, auquel cas le quorum ne serait pas atteint. Dans ce cas, le vice-président (J.D. Vance) « fera office de président » en vertu du XIIe amendement. Ce scénario n'est pas farfelu. Les démocrates menés par Jamie Raskin ont déjà mis le feu aux poudres.

Trump a 28 jours pour renverser la situation concernant Kamala Harris et remporter l'élection. S'il y parvient, les démocrates ont un plan apocalyptique qu'ils dévoileront le 6 janvier 2025 pour disqualifier Trump.

En fin de compte, même lorsque cette élection sera terminée, elle ne le sera pas.

▲RETOUR▲

.Vous êtes bipés !

Par Dmitry Orlov − Le 23 Septembre 2024 − Source Club Orlov

La semaine dernière, des milliers de téléavertisseurs ont explosé au Liban, mutilant des centaines de personnes et en tuant des dizaines d'autres. Il s'agissait d'une attaque terroriste à grande échelle visant les membres du Hezbollah – le Parti de Dieu, un parti islamiste chiite libanais – tout en épargnant les médecins travaillant dans les hôpitaux libanais, qui avaient été avertis de rendre leurs téléavertisseurs à l'avance par des parties encore inconnues. Les téléavertisseurs qui ont explosé contenaient des piles contenant une petite quantité de tétranitrate de pentaérythritol, ou PETN, un explosif puissant, qui était incorporé dans le processus de fabrication des piles. Le PETN est une poudre non volatile et est très difficile à détecter en petites quantités, surtout s'il est encapsulé dans le corps en plastique d'une pile.

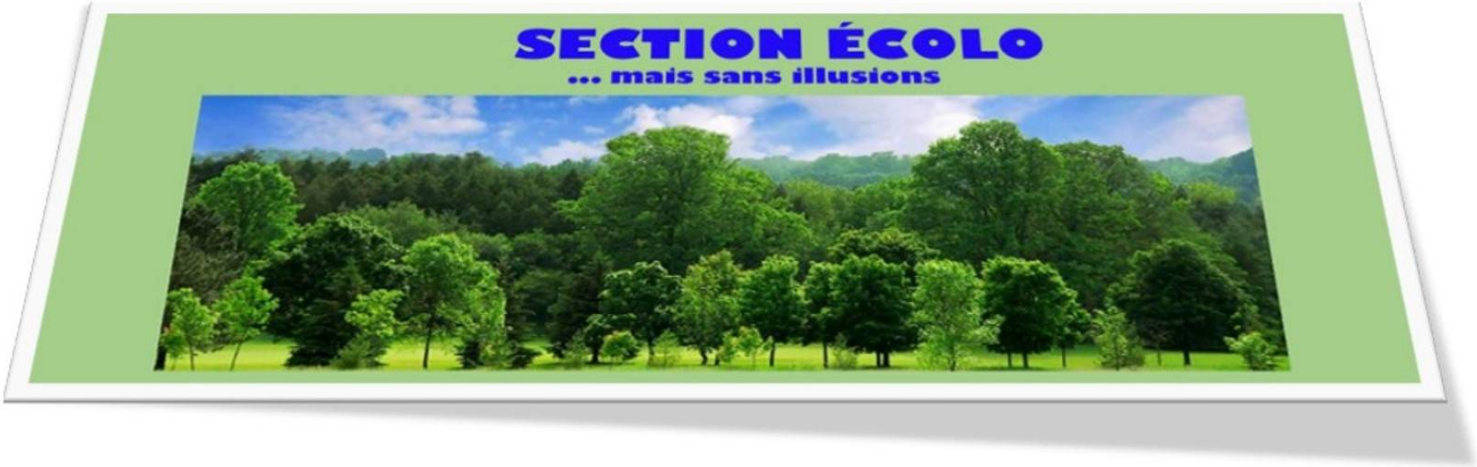
Toutefois, il ne suffit pas d'installer une pile chargée d'explosifs dans un récepteur de radiomessagerie standard de la chaîne de production pour qu'il devienne automatiquement une bombe. Il y a également l'étape cruciale de la modification du matériel et du micrologiciel du téléavertisseur lui-même pour fournir le mécanisme de déclenchement. Le mécanisme le plus simple que l'on puisse imaginer est un analyseur de motifs qui attend qu'une certaine chaîne de texte arrive en tant que partie d'une page. Une fois que l'outil de recherche de motifs se déclenche, il active un interrupteur électronique qui court-circuite la batterie, ce qui la fait chauffer et s'enflammer (les batteries lithium-ion chauffent et peuvent s'enflammer, voire exploser, lorsqu'elles sont court-circuitées).

C'est ce qui semble s'être produit : les téléavertisseurs ont commencé à émettre des bips d'un seul coup lorsqu'ils ont reçu le message de déclenchement de la diffusion, puis ils ont explosé peu de temps après. Étant donné que les téléavertisseurs standard de la chaîne de production ne contiennent pas le matériel nécessaire pour court-circuiter la batterie, ces téléavertisseurs ont dû être équipés d'une électronique personnalisée ainsi que d'une batterie qui a explosé.

Est-ce tout ? Non, bien sûr que non ! La diffusion du message de déclenchement à tous les pagers nécessitait le contrôle d'une station de base située au Liban et quelqu'un devait soit être présent pour diffuser la page, soit bricoler l'électronique pour le faire à distance – plus de complexité et plus de matériel. Et, bien sûr, l'ensemble de la technologie devait être testé dans un laboratoire secret, quelque part, pour s'assurer qu'elle fonctionnerait correctement du premier coup.

C'est tout ? Pas tout à fait : il y avait aussi les radios qui ont explosées. Elles ont commencé à exploser un jour plus tard. Apparemment, l'opération ne s'est pas limitée aux seuls pagers : des tours similaires ont été réalisés avec d'autres types d'équipements de communication fonctionnant sur piles, tels que les talkies-walkies. Ces derniers n'étaient pas aussi nombreux, probablement parce que, contrairement aux téléavertisseurs, ils n'avaient pas été achetés en une seule fois. Ils étaient également beaucoup moins nombreux. Ils constituaient toutefois une preuve de concept intéressante : nous savons désormais que votre Android, iPhone ou Tesla peut être piégé pour exploser à la réception d'une commande à distance, tout aussi facilement que ces pagers.

▲RETOUR▲



7 points clés à retenir : Rapport sur l'état du climat 2024

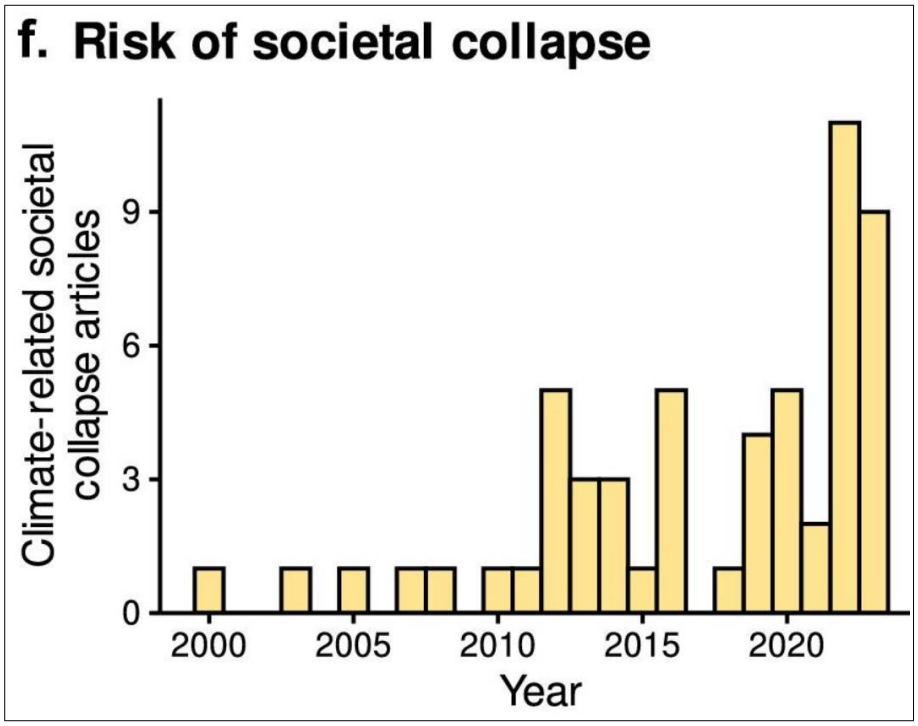
« Nous sommes au bord d'une catastrophe climatique irréversible ».

Sarah Connor 9 octobre 2024

Collapse 2050
Sarah Connor

« Le changement climatique pourrait à terme contribuer à l'effondrement de la société, une possibilité de plus en plus envisagée par les chercheurs »

Le rapport sur l'état du climat en 2024 a été publié le 8 octobre. Il s'agit d'une lecture incontournable pour tous ceux qui se préoccupent de l'état de notre planète. Les perspectives sont désastreuses. L'humanité échoue dans de nombreux domaines.



Ce rapport a été rédigé par William J. Ripple, Christopher Wolf , Jillian W. Gregg, Johan Rockström, Michael E. Mann, Naomi Oreskes, Timothy M. Lenton, Stefan Rahmstorf, Thomas M. Newsome, Chi Xu, Jens-Christian Svenning , Cássio Cardoso Pereira , Beverly E. Law et Thomas W. Crowther.

« Nous sommes au bord d'une catastrophe climatique irréversible. Il s'agit d'une urgence mondiale qui ne fait aucun doute. Une grande partie du tissu même de la vie sur Terre est en péril. Nous entrons dans une nouvelle phase critique et imprévisible de la crise climatique ».

J'ai résumé ci-dessous sept conclusions essentielles du rapport :

1. Températures et anomalies de surface de la mer record (page 3) En 2023, les températures de surface de la mer, tant à l'échelle mondiale que dans l'Atlantique Nord, ont largement dépassé les moyennes de 1991 à 2024. Ces anomalies ont persisté jusqu'en 2024, soulignant l'intensité croissante des effets du changement climatique. Le rapport souligne que « *les températures moyennes quotidiennes ont atteint des niveaux record pendant près de la moitié de l'année 2023 et une grande partie de l'année 2024* ». Le fait de battre régulièrement des records est un indicateur frappant de la détérioration du climat, et les auteurs avertissent que « *sur la base de notre trajectoire d'émissions actuelle, nous pourrions régulièrement dépasser les records de température actuels dans les années à venir.* »

2. Augmentation des émissions de gaz à effet de serre (page 5) Les émissions de gaz à effet de serre continuent d'augmenter. **En 2023, les émissions mondiales liées à l'énergie ont augmenté de 2,1 %, dépassant pour la première fois les 40 gigatonnes d'équivalent dioxyde de carbone.** Cette augmentation est principalement due à la combustion de combustibles fossiles, les trois principaux pays émetteurs **- la Chine, les États-Unis et l'Inde** - représentant ensemble plus de la moitié des émissions mondiales. Le rapport souligne également que les aérosols polluants, qui ont un effet refroidissant sur l'atmosphère, sont en déclin, ce qui risque d'accélérer le réchauffement. Les auteurs déplorent que « tragiquement, nous ne parvenons pas à éviter des conséquences graves et nous ne pouvons qu'espérer limiter l'ampleur des dégâts ».

3. Augmentation de la fréquence des phénomènes météorologiques extrêmes (pages 7 et 8) Le rapport dresse un bilan sombre de l'augmentation de la fréquence et de l'intensité des phénomènes météorologiques extrêmes entre la fin de 2023 et la mi-2024. Il s'agit notamment de la vague de chaleur record qui a balayé l'Afrique du Nord et le Sahel, causant potentiellement des milliers de morts, et des inondations généralisées en Afrique de l'Est, qui ont touché plus de 700 000 personnes. En février 2024, le Chili a connu de graves incendies de forêt qui ont détruit plus de 14 000 habitations. Le rapport établit un lien direct entre ces événements et le changement climatique, affirmant que « *le changement climatique a probablement contribué à ces incendies en augmentant la fréquence et l'intensité des sécheresses et des vagues de chaleur* ». Les effets en cascade de ces catastrophes ne dévastent pas seulement les communautés, mais soulignent également le besoin urgent de politiques climatiques adaptatives.

4. Chaleur des océans et fonte des glaces (page 10) Les conditions océaniques s'aggravent, la chaleur et l'acidité des océans atteignant des niveaux record. Ces extrêmes ont eu des répercussions importantes sur la vie marine, notamment des épisodes de mortalité massive parmi les espèces marines, telles que les récifs coralliens. En outre, les masses de glace du Groenland et de l'Antarctique, ainsi que l'épaisseur moyenne des glaciers, ont atteint des niveaux records, contribuant à l'élévation du niveau moyen des mers à l'échelle mondiale. Le rapport attribue ces changements à la fois au réchauffement climatique et à un fort épisode El Niño en 2023 et au début de 2024. Il prévient que la poursuite de l'élévation du niveau de la mer pourrait entraîner le déplacement de « *centaines de millions de personnes au cours du siècle* », soulignant les risques à long terme posés par la fonte des glaces et la montée des océans.

5. Le coût humain du changement climatique (page 12) Les conséquences humaines du changement climatique sont de plus en plus graves, les phénomènes météorologiques extrêmes entraînant davantage de pertes en vies humaines et de souffrances. Les décès liés à la chaleur ont augmenté de 117 % entre 1999 et 2023 rien qu'aux États-Unis. Le rapport indique que « *des vagues de chaleur de cette ampleur n'auraient probablement pas pu se produire en l'absence de changement climatique* ». L'augmentation des chaleurs extrêmes a également entraîné une hausse des maladies liées à la chaleur et a aggravé la charge des soins de santé, en particulier pour les populations vulnérables. Les auteurs soulignent que chaque 0,1°C supplémentaire de réchauffement climatique expose environ 100 millions de personnes à un risque accru de problèmes de santé et de moyens de subsistance.

6. Déforestation et perte de couvert végétal (page 14) Le rythme de la déforestation mondiale s'accélère, la perte de couvert végétal passant de 22,8 millions d'hectares en 2022 à 28,3 millions d'hectares en 2023. Ce pic est en grande partie dû à des incendies de forêt record, qui ont causé une perte sans précédent de 11,9 millions d'hectares de couvert forestier. Cette déforestation contribue à des boucles de rétroaction positives, dans lesquelles la perte de piégeage du carbone par les forêts entraîne un réchauffement supplémentaire, qui se traduit par une nouvelle diminution du couvert forestier. Une évolution positive a toutefois été observée en Amazonie, où les taux de déforestation sont passés de 1,16 million d'hectares en 2022 à 0,90 million d'hectares en 2023, en partie grâce à l'évolution des politiques du gouvernement brésilien.

7. Amplification des boucles de rétroaction et des points de basculement (page 17) L'une des conclusions les plus préoccupantes du rapport est le potentiel d'amplification des boucles de rétroaction et des points de basculement climatiques. Les boucles de rétroaction, telles que le dégel du pergélisol, sont des processus qui, une fois amorcés, peuvent accélérer le réchauffement dans un cycle auto-entretenu. **Le rapport identifie au moins 28 boucles de rétroaction** qui contribuent au changement climatique, notamment la libération de méthane due à la fonte du pergélisol et au rétrécissement de la couverture glaciaire. Selon les auteurs, « *comme ces boucles de rétroaction ne sont pas encore totalement intégrées dans les modèles climatiques, les plans actuels de réduction des émissions pourraient ne pas suffire à limiter de manière adéquate le réchauffement futur* ». En outre, les points de basculement, tels que l'effondrement de la calotte glaciaire du Groenland, pourraient entraîner des changements catastrophiques et irréversibles dans le système terrestre s'ils étaient franchis.

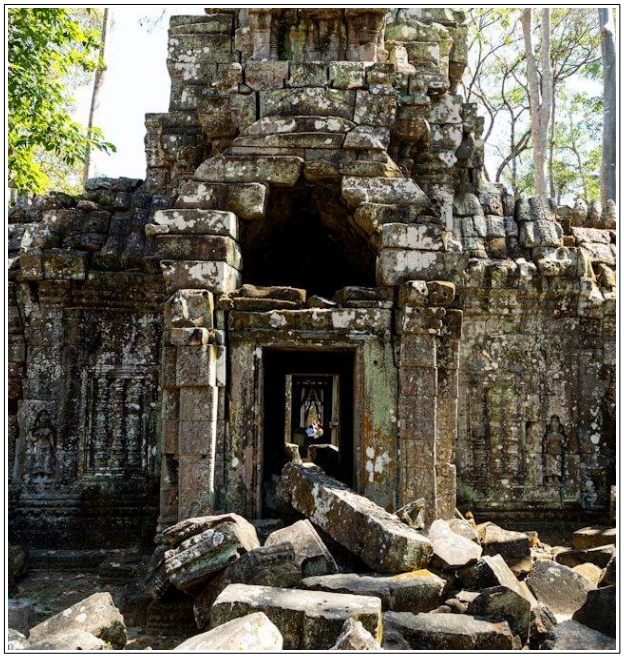
Lire le rapport complet ici (Read the full report here).

▲RETOUR▲

Alerte rouge : la 7e frontière planétaire est franchie

Par Edward Carver, rédacteur pour Common Dreams, Publié par DGR News Service | Sep 28, 2024

Note de l'éditeur : Cet article est une mise à jour d'il y a un an. Essayer de fixer la limite planétaire du changement climatique au détriment de la biodiversité ou de toute autre limite planétaire est une entreprise insensée. Cet article ne mentionne pas le fait qu'il suffit qu'une seule limite planétaire s'effondre pour entraîner une disparition massive de la vie sur la planète. Il ne mentionne pas non plus la polycrise de la guerre nucléaire, de l'inégalité croissante, de l'IA et du krach économique mondial.



Six des neuf limites planétaires ont déjà été transgressées, et une septième, celle de l'acidification des océans, est sur le point de l'être, selon un important rapport publié lundi.

Ce rapport de 96 pages, produit par l'Institut de Potsdam pour la recherche sur l'impact du climat (PIK), est le premier d'une série prévue de « bilans de santé planétaires » annuels.

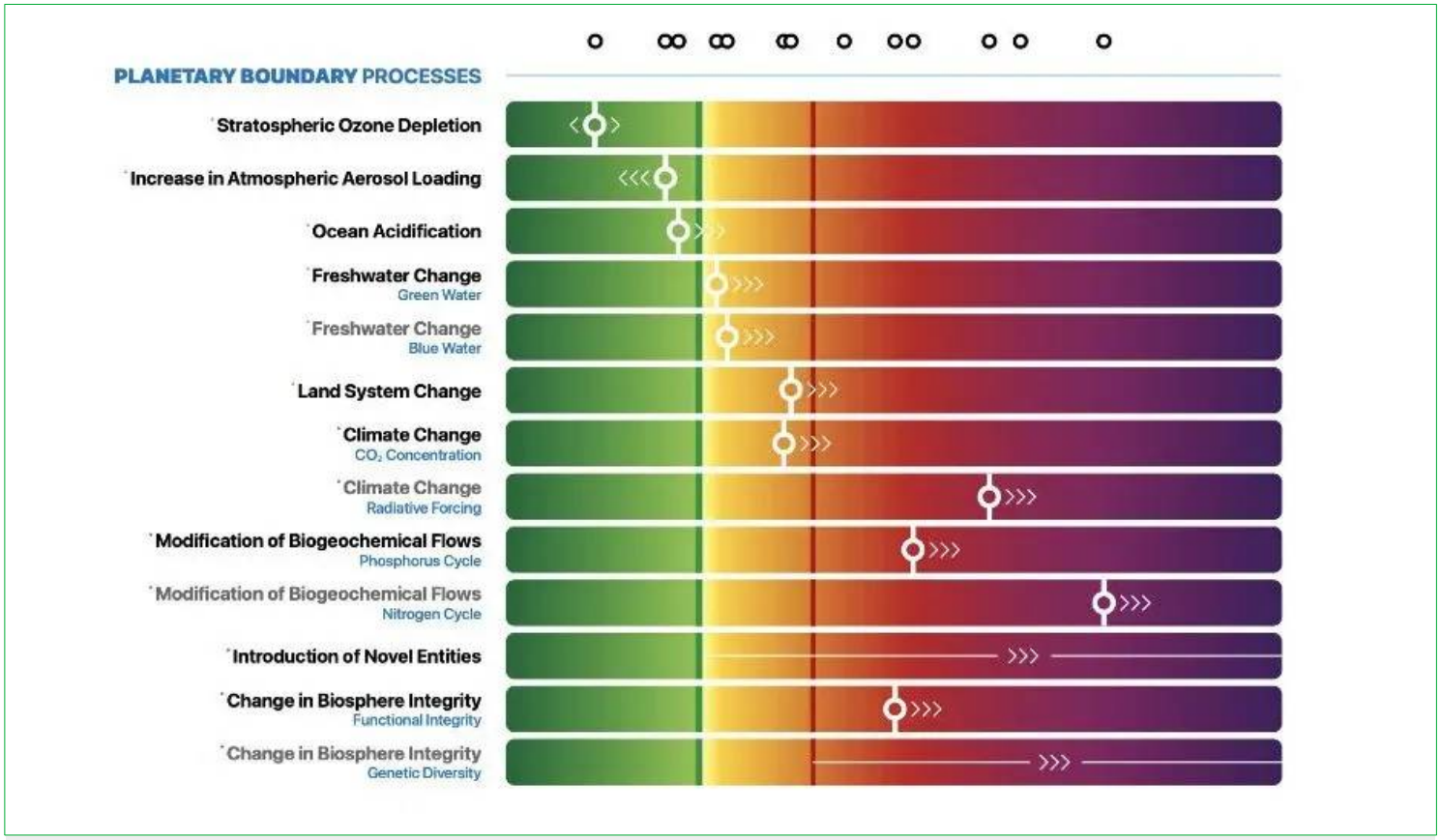
Les auteurs ont constaté que **les limites de sécurité de la planète avaient déjà été franchies en ce qui concerne le climat, l'eau douce, l'utilisation des sols, les flux biogéochimiques, les nouvelles entités et l'intégrité de la biosphère**, conformément à une étude publiée dans Science Advances l'année dernière. Ils ont constaté une « *nette tendance à la poursuite de la transgression* », c'est-à-dire à l'approfondissement de la zone dangereuse, où des points de basculement irréversibles sont plus susceptibles d'être déclenchés, dans chacune des six catégories.

« *Notre diagnostic actualisé montre que les organes vitaux du système terrestre s'affaiblissent, ce qui entraîne une perte de résilience et des risques croissants de franchissement des points de basculement* », a déclaré Levke Caesar, physicien climatique au PIK et auteur principal du rapport, dans un communiqué annonçant une “alerte rouge”.

Le bilan de santé a également montré que l'acidification des océans, qui constitue la septième catégorie, a atteint un seuil dangereux, mettant en péril les fondements du réseau alimentaire marin. L'acidification des océans, qui peut menacer les récifs coralliens et les populations de phytoplancton, est causée par l'accumulation de dioxyde de carbone provenant de la combustion de combustibles fossiles et d'autres activités humaines.

M. Caesar a déclaré qu'un seuil de « sécurité opérationnelle » pour l'acidification pourrait être franchi dans les prochaines années.

« Au vu de l'évolution actuelle, je dirais qu'il est très, très difficile d'empêcher le franchissement de cette limite », a-t-elle déclaré à Mongabay.



Un graphique montre l'état de neuf catégories environnementales, dont quatre ont été divisées en deux variables de contrôle. Image tirée du bilan de santé planétaire 2024. Conception par Globaïa.

Johan Rockström, directeur du PIK et coauteur du nouveau rapport, a contribué au développement de la recherche sur les limites planétaires à la fin des années 2000. Dans un article de référence publié en 2009 dans la revue Nature, lui et ses coauteurs ont constaté que trois des neuf limites avaient déjà été franchies. Ce nombre a progressivement augmenté grâce à une série d'études menées au cours de la dernière décennie.

Le cadre des limites de la planète, qui est souvent lié au mouvement de la décroissance, met l'accent sur l'interconnexion des catégories.

« *L'interconnexion des processus [de limites planétaires] signifie que pour résoudre un problème, tel que la limitation du réchauffement de la planète à 1,5 °C, il faut s'attaquer à tous ces problèmes collectivement* », indique le nouveau rapport.

Boris Sakschewski, climatologue et auteur principal du rapport avec M. Caesar, a déclaré : « *Nous savons que tous les processus de frontière planétaire agissent ensemble et que chacun d'entre eux doit être protégé pour protéger l'ensemble du système* ».

Les conséquences d'une acidification continue des océans, mesurée principalement par la saturation en aragonite, seraient graves, prévient le rapport.

> *L'acidification des océans approche un seuil critique, avec des baisses significatives de la saturation en aragonite de la surface, en particulier dans les régions de haute latitude comme l'Arctique et l'océan Austral. Ces régions sont vitales pour la pompe à carbone marine et les cycles mondiaux des nutriments, qui soutiennent la productivité marine, la biodiversité et les pêcheries mondiales. L'acidification croissante*

constitue une menace de plus en plus grande pour les écosystèmes marins, en particulier ceux qui dépendent du carbonate de calcium pour la formation des coquilles.

Certains chercheurs pensent que le seuil d'acidification des océans a déjà été franchi, notamment en raison de la variabilité régionale, les eaux polaires plus froides absorbant davantage de dioxyde de carbone, ce qui entraîne une baisse plus rapide des niveaux de pH.

Le rapport a été rédigé à l'intention du grand public et n'a pas fait l'objet d'une évaluation par les pairs, bien qu'il soit basé sur des études évaluées par les pairs, précisent les auteurs.

~~Les dernières pages du rapport présentent des solutions, notamment agricoles. Une révision radicale du système alimentaire mondial, qui dépend fortement des engrais et d'autres intrants nocifs, sera nécessaire pour inverser les tendances inquiétantes décrites dans le rapport, écrivent les auteurs.~~

« Parfois négligés par rapport aux impacts de la production et de la consommation d'énergie - en particulier l'utilisation de combustibles fossiles - **les systèmes alimentaires dont nous dépendons sont parmi les principaux moteurs de la dégradation de l'environnement. Le système alimentaire mondial est le principal moteur de la transgression de multiples frontières planétaires** », indique le rapport.

▲RETOUR▲

.Les neuf mensonges du conte de fées écologique

Par le professeur Jem Bendell / réflexions sur la préparation à l'effondrement et le rétablissement

DEEP GREEN RESISTANCE NEWS SERVICE

Publié par DGR News Service | Oct 5, 2024

L'auto-illusion est monnaie courante au sein de la profession et du mouvement environnemental. Un certain déni ou désaveu n'est pas surprenant, étant donné qu'il est bouleversant de se concentrer sur une tragédie en cours. Mais notre vulnérabilité à l'auto-illusion a été détournée par les intérêts des riches et des puissants, qui veulent nous faire croire à un « *faux conte de fées vert* ». Leur histoire nous détourne de la vérité des dommages causés, de ceux à venir et des options qui s'offrent à nous. En effet, leur conte de fées nous empêche de nous rebeller pour tenter de faire de ce désastre une catastrophe plus équitable, ou un effondrement plus doux et plus juste des sociétés dans lesquelles nous vivons. C'est peut-être pour éviter une rébellion plus large que le conte de fées bénéficie de nombreux financements pour des livres, des prix, des articles de fond et des documentaires, ainsi que des vidéos pour des chaînes YouTube populaires. C'est pourquoi, comme moi, vous n'avez peut-être pas réalisé pendant des années qu'il s'agissait d'un conte de fées. Dans cet essai, j'expliquerai les neuf mensonges qui composent ce « faux conte de fées vert » avant d'expliquer à quel point la domination de cette histoire au sein de l'environnementalisme contemporain est préjudiciable à la fois aux personnes et à la planète.

Le « faux conte de fées vert » prétend que l'humanité peut maintenir les niveaux de consommation actuels (un mensonge) en étant alimentée par des énergies renouvelables (un mensonge) qui remplacent déjà les combustibles fossiles (un mensonge) et donc atteindre le niveau zéro (un mensonge) pour ramener les températures à des niveaux sûrs en quelques années seulement (un mensonge) afin de garantir un avenir durable pour tous (un mensonge). un avenir durable pour tous (mensonge) et que les ennemis de ce résultat sont les détracteurs de la transition énergétique (mensonge) qui sont tous financés ou influencés par l'industrie des combustibles fossiles (mensonge), de sorte que les partisans des objectifs mondialistes verts sont éthiques en faisant tout ce qu'il faut pour atteindre leurs objectifs (mensonge).

Les preuves du contraire étant largement disponibles, il ne s'agit pas de simples malentendus. Pour le démontrer, je vais les expliquer brièvement et plus en détail.

Tout d'abord, l'affirmation selon laquelle l'humanité peut maintenir les niveaux de consommation actuels est fausse. L'humanité est déjà en train de dépasser la capacité de charge de la planète Terre. Cette année, le 1er août a marqué le début de ce dépassement. Nous dégradons la capacité des mers, des forêts et des sols à produire ce dont nous avons besoin, et nous épuisons des minéraux essentiels. Et ce, alors qu'environ 800 millions de personnes ont souffert de malnutrition l'année dernière (soit environ 1 personne sur 10 dans le monde). Pendant ce temps, notre système monétaire exige que notre économie augmente sa consommation de ressources, et la théorie du découplage entre la consommation et l'utilisation des ressources a été démentie par des centaines d'études évaluées par des pairs (voir le chapitre 1 de Breaking Together).

Deuxièmement, l'affirmation selon laquelle les sociétés modernes peuvent être alimentées par des énergies renouvelables tout en maintenant nos niveaux actuels de consommation d'énergie est fausse. Plus de 80 % de la production actuelle d'énergie primaire provient des combustibles fossiles. Même si nous essayions de tout convertir à l'électricité et de produire de l'énergie nucléaire, hydraulique, éolienne, solaire, géothermique, marémotrice et houlomotrice, nous n'aurions pas assez de métaux pour les fils ou les batteries. Par exemple, nous aurions besoin de 250 années de production annuelle de cuivre pour les fils et de 4000 fois la production annuelle de lithium. L'exploitation minière est une activité écologiquement néfaste. Et nous devrions détruire d'immenses étendues de forêts pour produire les quantités de métaux nécessaires. Il y aura des résistances, à juste titre (voir le chapitre 3 de Breaking Together).

Troisièmement, l'affirmation selon laquelle les énergies renouvelables remplacent déjà les combustibles fossiles est fausse. Au contraire, à l'échelle mondiale, les énergies renouvelables fournissent de l'énergie supplémentaire, tandis que l'utilisation des combustibles fossiles augmente également. Il n'y a aucun signe de baisse de la demande mondiale d'énergie ni de politiques visant à y répondre. Nous savons tous que ce n'est pas en mangeant une salade avec notre tarte et nos frites que notre ventre disparaîtra. Par conséquent, les énergies renouvelables ne constituent pas encore une réponse au problème des émissions de carbone provenant des combustibles fossiles qui aggravent le changement climatique. Seules des politiques visant à réduire l'utilisation des combustibles fossiles, à l'échelle mondiale, permettraient de commencer à s'attaquer à ce problème - et nous ne le voyons pratiquement nulle part.

Quatrièmement, l'affirmation selon laquelle le monde peut parvenir à des émissions nettes de carbone nulles est un mensonge. Non seulement en raison des deux mensonges précédents sur la production et la demande d'énergie, mais aussi en raison des limites des technologies et des approches d'élimination du carbone pour éliminer le CO2 de l'atmosphère. Ce n'est pas seulement dû aux limites des technologies et des approches d'élimination du carbone pour éliminer le CO2 de l'atmosphère. C'est aussi à cause du rôle fondamental du gaz naturel ou fossile dans l'agriculture industrielle actuelle. Nous sommes une civilisation basée sur les céréales, et l'on estime que 50 à 80 % de nos calories proviennent de cinq céréales principales, soit directement, soit par l'intermédiaire des animaux que certains d'entre nous mangent. Environ 60 % de ces céréales sont produites à l'aide d'engrais chimiques, qui dépendent actuellement des combustibles fossiles. Une tonne de ces engrais libère deux fois son poids en CO2. Et ce, sans compter les machines et les transports impliqués (voir le chapitre 6 de Breaking Together). Avec la ferme

Bekandze, mon travail et mon action philanthropique promeuvent une agriculture sans produits chimiques, mais je reconnais que nous sommes totalement dépendants de ces produits pour notre approvisionnement alimentaire actuel.

Cinquièmement, l'affirmation selon laquelle le fait de parvenir à des émissions nettes nulles ramènerait les températures à des niveaux sûrs en l'espace de quelques années seulement n'est pas vraie. Cette affirmation découle d'une surestimation, ou d'une représentation erronée, de ce que les simulations effectuées à l'aide de certains modèles climatiques ont révélé. **Ces modèles n'ont pas tenu compte du méthane.** En outre, des données récentes sur l'élimination des aérosols suggèrent qu'il s'agit d'un facteur de réchauffement plus important que ce que l'on croyait jusqu'à présent. Même avec ces limitations, la recherche n'a pas été concluante, certains modèles montrant un réchauffement continu, d'autres n'en montrant aucun, dans le scénario impossible d'un monde ayant arrêté toutes les émissions de CO2. Ce scénario, soit dit en passant, impliquerait une réduction encore plus sévère que le scénario « zéro net » (qui autorise encore certaines émissions).

Sixièmement, l'affirmation selon laquelle ces changements garantiront un avenir durable pour tous est fausse. En effet, le dépassement écologique et le changement climatique sont déjà trop avancés, tandis que la destruction et la pollution continues sont trop caractéristiques des sociétés de consommation industrielles (voir les chapitres 1 et 4 de Breaking Together). L'idée selon laquelle des milliards de personnes supplémentaires pourraient améliorer leur vie en s'intégrant dans ces modes de vie de consommation industrielle est absurde. Au contraire, la façon dont nous, les privilégiés, vivons est une niche limitée dans le temps et dans l'espace : si nous nous soucions des personnes en situation de pauvreté, nous devons chercher d'autres moyens de les aider, tout en consommant et en polluant moins nous-mêmes.

Septièmement, l'affirmation selon laquelle les détracteurs de la transition vers les énergies renouvelables sont les ennemis d'un avenir durable est fausse. Les ennemis de l'humanité vivant heureuse dans des sociétés de consommation industrielles sont la physique, la chimie et la biologie de base. Évangéliser à ce sujet et condamner les non-croyants ne rend pas cet avenir plus réalisable. Au lieu de cela, nous pourrions travailler à un effondrement plus doux et plus juste, et à une dystopie moins importante, avec moins de souffrance et plus de joie qu'il n'y en aurait autrement. Les ennemis de cet objectif sont les personnes qui nous détournent de la manière de réduire et de redistribuer équitablement l'utilisation des ressources.

Huitièmement, l'affirmation selon laquelle les critiques sont tous financés ou influencés par l'industrie des combustibles fossiles est fausse. Au contraire, nombre d'entre nous représentent les voix les plus radicales et les plus hostiles aux entreprises dans le domaine de l'environnement. Nous nous inscrivons dans l'histoire de la critique environnementale, qui reconnaît le changement climatique comme l'un des symptômes d'un système économique destructeur et de la politique et de la culture qui lui sont associées. Nous voulons réduire les émissions, mais nous refusons de nous aligner sur une nouvelle faction du capital qui veut tirer profit de ce désastre en vendant des solutions inadéquates et de faux espoirs.

Neuvièmement, l'affirmation selon laquelle les partisans des politiques capitalistes pseudo-vertes sont éthiques en faisant « *tout ce qu'il faut* » pour atteindre leurs objectifs n'est pas vraie. En effet, il n'est pas éthique de passer outre le soutien aux droits des peuples indigènes vivant sur les terres où les grandes entreprises veulent exploiter des mines, afin que davantage de personnes puissent conduire une Tesla. Il n'est pas éthique d'infiltrer des groupes d'activistes climatiques pour les détourner des politiques radicales. Il n'est pas juste de faire en sorte que les grandes plateformes technologiques comme Facebook restreignent la portée des analyses qui remettent en question leur « *faux conte de fées vert* ».

Je sais que ces illusions sont puissantes et qu'elles ont des conséquences, car elles ont façonné mon travail pendant des décennies. En général, elles nous éloignent du désespoir révolutionnaire - le type de transformation qui s'est produit pour tant de gens lorsqu'ils ne croient plus au faux Dieu de la technosalvation.

À l'avenir, je me demande à quel point la destruction écologique, sous la forme de nouvelles exploitations minières et d'anciennes centrales nucléaires, ne sera pas combattue, autorisée et financée en raison de la croyance dans le faux conte de fées vert. Nous l'avons déjà constaté dans divers cas. Le soutien du gouvernement britannique à de nouvelles centrales nucléaires a été rendu possible par l'inquiétude climatique qui s'est développée grâce aux campagnes de la Rébellion pour l'extinction. Malheureusement, ces nouvelles centrales n'utiliseront pas les nouvelles technologies sans risque de fusion ou de déchets dangereux. Des permis d'exploitation minière dans les forêts primaires ont été délivrés en raison de la crise climatique. Par exemple, le gouvernement brésilien a expliqué que les minéraux critiques pour l'économie nette zéro sont une raison pour délivrer des permis d'exploitation minière en Amazonie, y compris dans les zones habitées par les peuples indigènes. Cette exploitation minière est l'une des principales causes de la déforestation. Cependant, l'étroitesse du conte de fées écologique ne tient pas compte de cette réalité. Il ignore les données scientifiques sur le rôle des forêts dans le refroidissement de notre climat par l'ensemencement des nuages. Il ne s'agit pas seulement d'un phénomène régional, puisque du pollen et des bactéries s'élèvent de la forêt amazonienne pour ensemencer les nuages et la neige au Tibet (chapitre 5 de Breaking Together). Parce qu'il est obsédé par les contes de fées, **le milliardaire non-scientifique Bill Gates** nous dit que les arbres n'ont pas tant d'importance pour le climat. Se moquant de la protection ou de la plantation d'arbres pour des raisons climatiques, il a demandé à son auditoire l'année dernière : « *Sommes-nous des scientifiques ou des idiots ?* ».

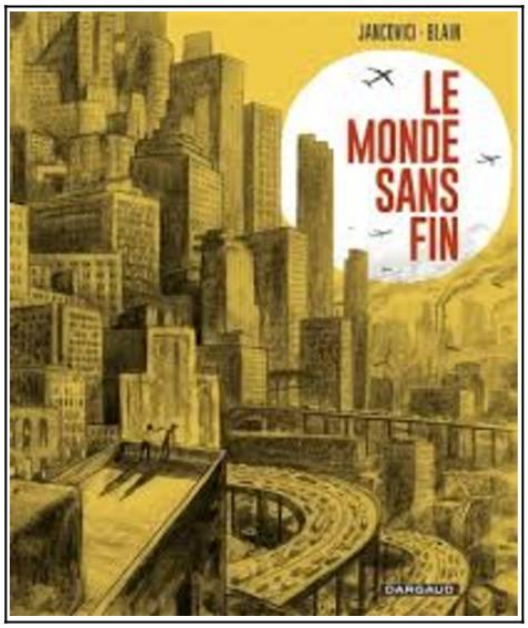
Nous en revenons donc à la question de l'auto-illusion. Il y aura de l'argent à gagner en l'entretenant. Je me demande dans quelle mesure la censure, la surveillance et l'autoritarisme seront le fait de ceux qui ont besoin de maintenir le conte de fées vert tout en résistant à un retour de bâton de plus en plus important. Certainement un peu. Peut-être beaucoup. Moi-même et d'autres personnes critiquant les récits climatiques dominants du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) avons déjà vu notre contenu supprimé ou retiré des plateformes de médias sociaux. Dans un monde où plus de 80 % des échanges sur les médias sociaux sont le fait de trois multinationales américaines, la sensibilisation du public risque fort d'être compromise.

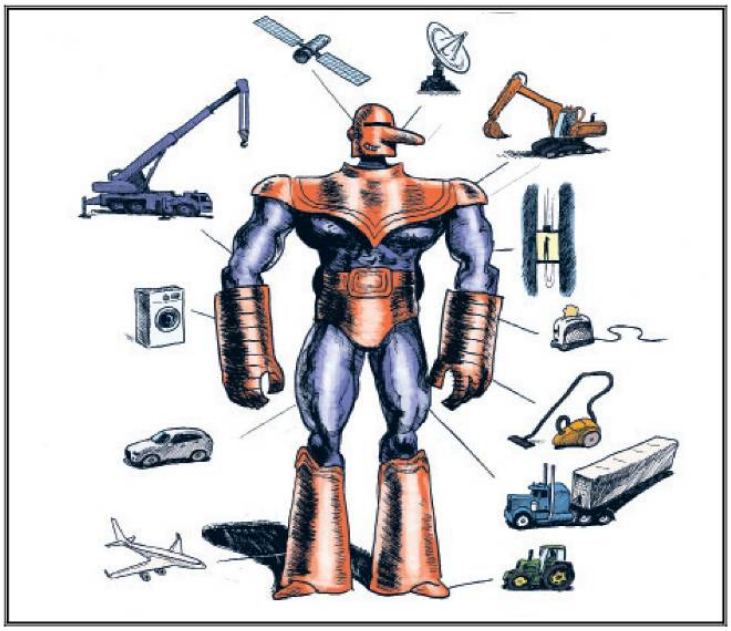
Je décris les neuf mensonges de l'auto-illusion qui composent le conte de fées vert comme étant pathologiques parce qu'ils empêchent l'humanité d'explorer de manière créative les options qui s'offrent à nous à l'ère des conséquences. C'est pourquoi je ne suis pas d'accord avec ceux qui disent que « nous » les écologistes ne devrions pas discuter entre nous. Ils se trompent sur qui « nous » sommes. Je ne fais pas partie de la même profession ou du même mouvement environnemental que les personnes qui font campagne pour des politiques qui contribueront à détruire la forêt amazonienne au nom de la fausse promesse d'un mode de vie plus électrique. Je ne fais pas partie de la même profession ou du même mouvement que ceux qui veulent que nous nous en remettions aux systèmes qui ont causé ou administré cette destruction. Je fais partie d'un mouvement très différent, qui croit en la libération des personnes et des communautés de la pression exercée pour détruire notre environnement afin de servir le capital mondial. C'est l'éthique écolibertaire, que j'explique dans mon livre Breaking Together.

▲ **RETOUR** ▲

LE COIN À JEAN-MARC JANCOVICI

Ironman est mort





Ironman est mort, vive Armor Man ! Dans l'édition anglaise du *Monde sans Fin*, qui sortira la semaine prochaine en librairies au Royaume Uni, et qui sera la même que la version américaine qui sortira au printemps prochain outre-Atlantique, nous avons du incarner la puissance des machines avec un superhéros qui ne soit pas déjà propriété d'un éditeur, au risque de devoir payer un zillion de dollars par exemplaire vendu au pays de l'Oncle Sam.

Mais cela ne trompe personne, et surtout pas la journaliste du Guardian qui vient de nous offrir la première recension de cette version de notre bande dessinée dans la presse anglaise (d'autres sont à suivre si le service de presse de Penguin ne m'a pas raconté de carabistouilles), nous décernant au passage le titre de "*graphic novel of the month*" : https://lnkd.in/e2G2bhRD

Cette version, puisqu'elle est aussi destinée au marché américain, a donc été expurgée de tout ce qui était soumis à copyright (Darth Vader est désormais de dos :)), mais aussi de tout ce qui s'apparente au système métrique, histoire d'en faciliter la lecture au maximum.

Adieu les mètres et litres, place aux miles, aux livres et aux onces fluides ! Les "cas concrets" français ont par ailleurs tous été remplacés par des analogues américains (par exemple sur la manière de passer ses vacances au fil du dernier siècle), les statistiques françaises par des statistiques américaines (et quelques statistiques mondiales mises à jour), etc. Seuls les kWh ont survécu, après avoir livré une bataille féroce face aux BTU (British Thermal Unit, unité d'énergie en vigueur aux USA, qui vaut 1055 joules virgule quelque chose).

Nos économistes frénétiques et myopes (des espèces de mignons finalement) sont heureusement toujours là, tout comme Mère Nature, dont l'épaisse chevelure nous accueille toujours à la fin de l'ouvrage. L'essentiel est préservé !

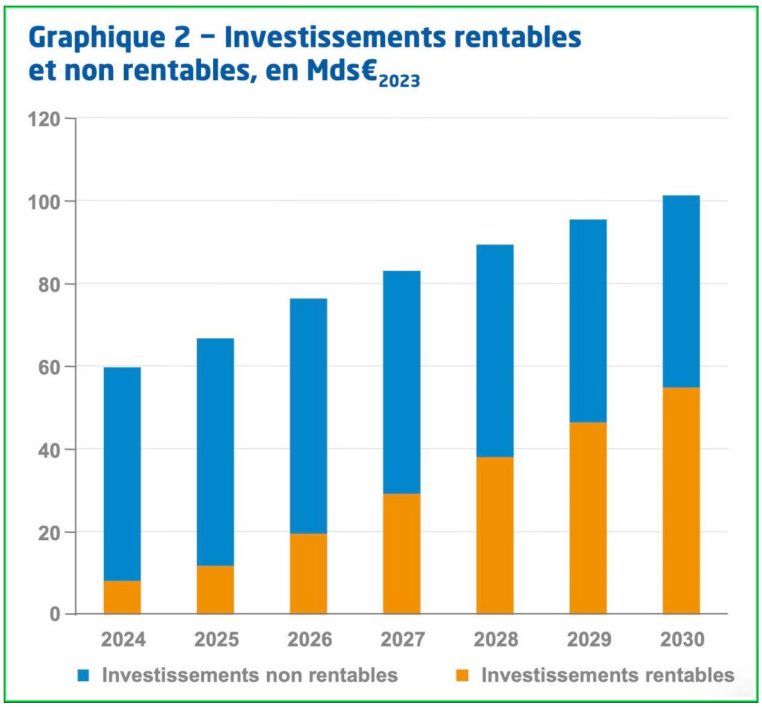
Si d'aventure vous deviez commander en ligne de quoi convaincre vos collègues, amis, ou famille pratiquant la langue de Shakespeare (ou de quoi agacer vos ennemis préférés :)), faites le plutôt sur le site du Guardian (dont tous les articles sont en libre accès, qui est un journal très impliqué sur les sujets climatiques, et qui vit donc de

souscriptions volontaires), que sur le site d'un certain Jeff, qui a déjà largement de quoi assurer ses vieux jours : https://lnkd.in/e9WcZhDm

Enjoy your reading!

• • •

.Investissements bas carbone : comment les rendre rentables ?



Faut-il chercher à ce que les investissements "décarbonants" soient rentables ? Entre 2024 et 2030, les agents économiques du pays (ménages et entreprises) devraient consacrer 600 milliards d'euros à la décarbonation des transports et des bâtiments, selon les calculs de France Stratégie.

Si ces dépenses amènent à une charge nette, parce que la solution décarbonée, en coût complet sur la durée, est plus chère que la solution carbonée qu'elle remplace, on peut légitimement se demander si les investissements correspondants auront lieu.

France Stratégie considère que, sans intervention publique, un tiers seulement des 85 milliards qu'il faut investir par an dans la décarbonation des bâtiments et des transports sur la période 2024-2030 serait "rentable" : https://t.ly/t4ouG

La rentabilité est bien celle pour l'entité (ménage ou entreprise) qui réalise l'investissement, et non pour la collectivité prise dans son ensemble, qui elle peut avoir des bénéfices collectifs, comme la préservation des écosystèmes ou une baisse des importations.

Un premier réflexe face à ce constat est de se dire qu'il faut donc que la puissance publique subventionne massivement les ménages et les entreprises.

Mais on pourrait aussi se dire que la rentabilité n'est pas le sujet. Quand on regarde bien, il y a déjà énormément de dépenses, dans l'immobilier où les transports, qui sont faites - volontairement ou pas - par les ménages et qui ne sont absolument pas "rentables".

Par exemple :

- le fait d'acheter une grosse voiture plutôt qu'une petite n'est pas du tout "rentable". Quel bénéfice économique retire-t-on d'acheter un gros SUV plutôt qu'une petite citadine ?

- l'embellissement d'une salle de bain ou la réfection d'un salon. Il est bien connu que les aménagements intérieurs ne se retrouvent jamais dans une augmentation de la valeur de marché du bien, et pourtant le marché global de "*l'amélioration entretien*" du bâtiment pèse plus de 100 milliards d'euros par an : https://t.ly/-ecwh

- dans la même catégorie on va trouver le ravalement des immeubles, qui a été rendu obligatoire sans que jamais personne n'ait cherché à en justifier la rentabilité pour les propriétaires.

En plus, il y a une difficulté de méthode pour calculer cette "rentabilité", qui est d'intégrer l'aspect "assurance" qui fait partie de l'équation. Par exemple, remplacer une chaudière à gaz par une pompe à chaleur et de l'isolation est à la fois changer ses charges à l'avenir, mais aussi prendre une assurance contre une baisse de la disponibilité physique du gaz (qui a démarré en Europe depuis 2005). Comment intégrer ce bénéfice dans la rentabilité de l'investissement ?

Il reste bien sur utile de savoir si un investissement est potentiellement rentable ou pas. Mais, lorsqu'il ne l'est pas, il est important de ne pas avoir pour seul réflexe de penser subventions, car le contexte actuel - et futur, car nous ne sommes pas "en crise" mais "en mutation" - risque de limiter longtemps cette piste.

.L'exemplarité des élites, levier de l'acceptabilité des politiques climatiques

La population française est-elle majoritairement opposée à faire des efforts pour préserver l'environnement ? Pour en juger, l'élément le plus souvent invoqué est le sondage.

"On" va alors demander son avis à un échantillon dit représentatif, que cela concerne la limitation de vitesse sur autoroute, la taxation des carburants, l'obligation d'isoler les logements, ou encore la fréquence des achats de nourriture bio. Le résultat donnera une idée de l'adhésion ou pas à la mesure proposée, qui influe toujours sur la politique.

Sauf que, rappelle un article paru dans Le Monde, pour évaluer ce qui pourrait se passer dans un cadre différent, il y a plusieurs manières de formuler la question, et cela change substantiellement la réponse : https://t.ly/3o3Ic

La manière la plus courante est de demander aux gens s'ils sont pour ou contre, sans autre forme de procès. "Êtes vous favorables à la taxe carbone ?", par exemple, et "on" considèrera que la lecture des résultats est le bon thermomètre du soutien ou de son absence.

Et, sans surprise, très souvent le résultat de la question "simple" montre une forte réticence au changement.

Mais le hic c'est que cette manière de faire ne dit rien sur la répartition de l'effort, ou le contexte de la mise en oeuvre de la mesure, qui influence fortement la fraction des gens favorables.

Si nous restons sur l'exemple de **la taxe carbone**, il a été maintes fois constaté que l'adhésion changeait significativement selon l'usage fait du produit de la taxe.

Si le produit de cette dernière retourne intégralement aux ménages, notamment pour les aider les ménages à se décarboner (leasing social, Ma Prime Rénov, etc), la fraction de la population favorable à cette fiscalité augmente très significativement.

L'article du Monde porte sur deux mesures liées aux transports : la limitation de la vitesse à 110 sur autoroute, et la restriction des vols intérieurs en avion. Si la question mentionne explicitement que les ministres devront prendre le train "*comme tout le monde*", ou que cela va avec une limitation de l'usage des jets privés, le soutien à la mesure augmente.

En clair, nous sommes sensibles à l'exemplarité et à l'équité. Lorsque les temps deviennent difficiles, nous souhaitons probablement faire confiance à des gens qui comprennent ce que nous vivons, qui prennent les mêmes risques que nous (voire plus), ou encore qui démontrent leur empathie en prenant leur part à l'effort.

Il serait donc souhaitable que les sondages, à l'avenir, ne se contentent pas de demander si nous sommes pour ou contre sans autre forme de procès. Certes, le coût de l'accès à l'information est plus faible si la question ne demande pas de se creuser la cervelle pour sa formulation.

Mais si, à l'arrivée, la réponse n'a aucune portée pratique faute d'avoir exploré les conditions de mise en oeuvre, nous avons une information qui nous fait juste perdre du temps. Quand nous sommes dans une course contre la montre, ce n'est jamais pertinent !

▲RETOUR▲

.Le ministre allemand des finances a averti lundi qu'il ne fallait « pas plaisanter » avec « la crédibilité des finances publiques vis-à-vis des marchés financiers »

par Charles Sannat | 8 Oct 2024

Le ministre allemand des finances Christian Lindner n'y est pas allé par quatre chemins, malgré les "obligations diplomatiques" les propos sont clairs et sonnent comme un avertissement sans frais de notre voisin allemand.

« *Nous devons réduire de manière crédible notre déficit et notre endettement afin de pouvoir nous financer de manière stable et efficace* ».

Il a surtout rajouté qu'il ne fallait « *pas plaisanter* » avec « *la crédibilité des finances publiques vis-à-vis des marchés financiers* », alors qu'il était interrogé sur le dérapage du déficit public français.

« *Nous devons réduire de manière crédible notre déficit et notre endettement afin de pouvoir nous financer de manière stable et efficace* », a-t-il souligné, dans une référence implicite aux hausses de taux d'intérêt sur les marchés qui augmentent le coût du financement des pays très endettés.

Il a aussi dit, si vous regardez toute cette vidéo en allemand (vous pouvez mettre les sous-titres en Français), qu'il allait falloir prendre des mesures impopulaires et fortes mais indispensables pour assurer l'avenir des générations futures… et surtout la solvabilité face à la dette.

Pour la France ce n'est pas gagné.

Loin de là.

▲ RETOUR ▲

.Le « coup d'État tranquille » de l'Amérique

Brian Maher 4 octobre 2024

Les États-Unis sont-ils en train de vivre un « coup d'État tranquille » ? Peter St. Onge, économiste :

> *Au lendemain de la crise financière de 2008, l'ancien économiste en chef du FMI, Simon Johnson, a averti que les mêmes politiques dysfonctionnelles qu'il avait observées dans ses républiques bananières s'étaient installées aux États-Unis.*
>
> *M. Johnson a prévenu que si les États-Unis n'agissaient pas rapidement, ils plongeraient dans un « coup d'État tranquille », **le système financier américain s'emparant effectivement du gouvernement et se renflouant lui-même jusqu'à ce qu'il n'y ait plus d'argent.***

Les États-Unis n'ont pas « agi rapidement ». Ils n'ont rien fait du tout. Résultat ?

Les subversifs du système financier américain ont pris les commandes.

Une grande partie de l'appareil financier et gouvernemental est entre leurs mains.

Le triomphe de la financiarisation

Comme le rappelle M. St. Onge : Entre 1973 et 1985, le secteur financier des États-Unis n'a jamais dépassé 16 % du produit intérieur des entreprises.

Pourtant, au début des années 2000 ? Le secteur financier américain représentait 41 % du produit intérieur des entreprises.

En 1970, l'industrie financière américaine représentait environ 10 % du produit intérieur brut.

En 2010, le système financier a atteint 20 % du produit intérieur brut... gonflé et mis en lévitation par le faux hélium de la Réserve fédérale.

Les origines du coup d'État tranquille

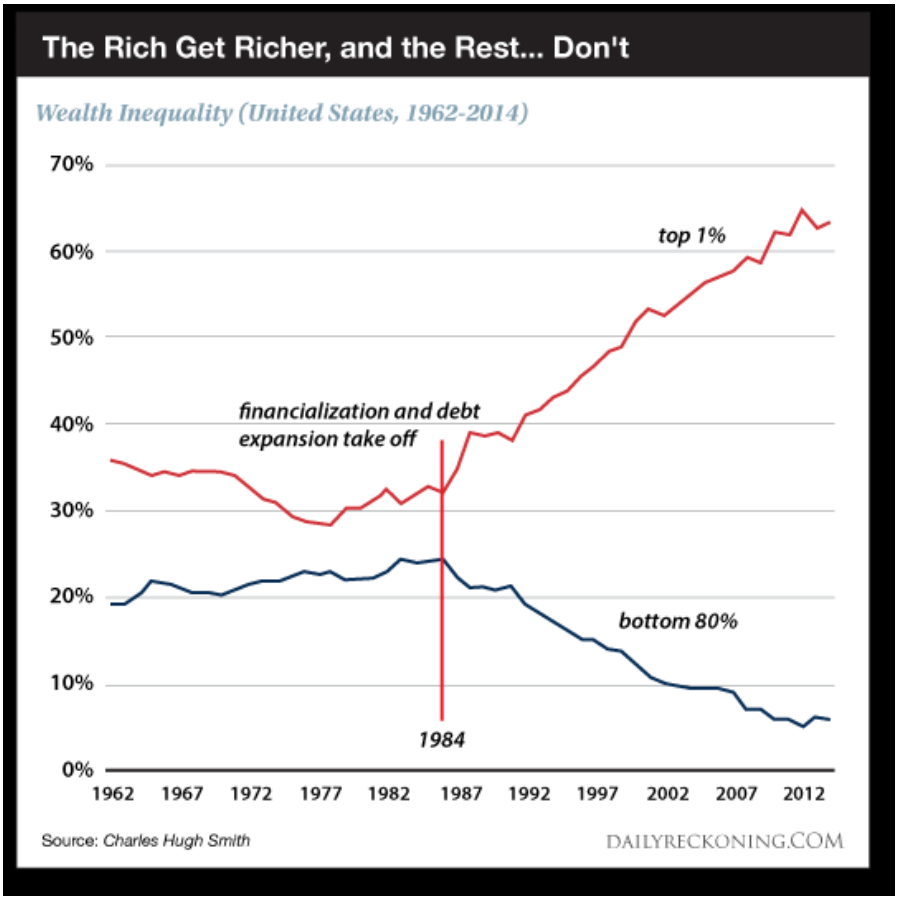
M. St. Onge retrace l'évolution du coup d'État jusqu'au début des années 2000 :

> *[Le secteur financier américain] a consacré une grande partie de ses bénéfices au lobbying, en abrogeant les réglementations prudentielles de l'époque de la dépression qui séparaient les banques et les banques d'investissement. En d'autres termes, il a libéré les banques pour qu'elles puissent jouer avec des fonds garantis par le contribuable.*
>
> *Elle a ensuite fait pression pour augmenter l'effet de levier, c'est-à-dire le montant que le secteur financier pouvait emprunter. Ainsi, il pouvait faire de gros paris avec une petite quantité d'argent - encore une fois, le tout garanti par le contribuable.*
>
> *Le résultat final a été la crise de 2008, au cours de laquelle les banques ont accordé des milliers de milliards de dollars de prêts risqués à des personnes sans revenus, sans actifs et sans crédit.*
>
> *Grâce à l'effet de levier, elles ont misé sur la ferme, et plus encore, en conservant tous les bénéfices. Puis, lorsque la situation s'est détériorée, elles ont envoyé des lobbyistes à Washington pour obtenir des renflouements, en utilisant l'économie réelle comme otage pour obtenir encore plus de faveurs de la part des lobbyistes.*

Des pattes de chats aux pieds des géants

Pourtant, le coup d'État silencieux a peut-être vu le jour avant le début des années 2000.

Voici, sous forme de graphique, la progression de ce coup d'État silencieux... qui s'est d'abord approché des pattes des chats... puis des pieds des géants :



Les subversifs prennent de l'avance

C'est révélé : Les 80 % de salariés américains les moins bien payés ont pris de l'avance entre le début des années 1940 et le début des années 1970.

Il a également été révélé que les 1 % les plus riches ont perdu du terrain par rapport aux 80 % les plus pauvres au cours de la même période.

Pourtant, au début des années 1980, les 1 % les plus riches ont fait un bond en avant... et ont commencé à faire mordre la poussière aux 80 % les plus pauvres.

Le coup d'État tranquille commençait à se faire entendre. Mais ces murmures ont été ignorés.

Et c'est ainsi qu'aujourd'hui, le coup d'État silencieux se poursuit.

Les subversifs sont presque intronisés, même s'ils ne le sont pas entièrement.

Il est loin d'être évident que le coup d'État soit réversible en l'absence d'une action très concertée et déterminée.

Un coup d'État n'a pas besoin d'être violent

En ce qui concerne les subversifs, ils forment un groupe curieux.

Ils ne brandissent pas de poignards, ils ne versent pas de sang rouge. Aucun César ne doit se méfier des Ides de mars.

Ils brandissent des dollars et versent de l'encre rouge.

Pour réussir un coup d'État, il faut une économie fortement financiarisée, avec un crédit en perpétuelle expansion - c'est-à-dire une dette - pour que le spectacle continue.

Cette dette devient une arme dans les mains des subversifs et un boulet au pied de la société.

Elle étouffe l'épargne et l'investissement dans les actifs productifs. La spéculation s'emballe.

Le saccage et la ruine s'ensuivent.

Une question se pose à présent : Le coup d'État silencieux était-il, d'une certaine manière, inévitable ?

L'Amérique traverse-t-elle une « crise de signal » ?

Un financier du nom de Johnston - Henry Johnston - a étendu la toile historique sur son bureau.

Il a conclu :

> *Un examen de l'histoire révèle des cas récurrents de financiarisation qui présentent des similitudes remarquables, ce qui invite à conclure que la situation difficile de l'économie américaine au cours des dernières décennies n'est peut-être pas unique et que la montée en puissance constante de Wall Street était en quelque sorte prédestinée.*

Le coup d'État silencieux constitue-t-il un « signal de crise » ? Johnston :

> *Cela conduit au début de ce que [l'économiste politique italien et historien du capitalisme mondial Giovanni] Arrighi appelle une « crise signal », c'est-à-dire une crise économique qui signale le passage de l'accumulation par l'expansion matérielle à l'accumulation par l'expansion financière. Il s'ensuit une phase caractérisée par l'intermédiation financière et la spéculation.*
>
> *Une autre façon de voir les choses est que, ayant perdu la base réelle de sa prospérité économique, une nation se tourne vers la finance comme dernier domaine économique dans lequel l'hégémonie peut être maintenue. La phase de financiarisation se caractérise donc par une importance exagérée accordée aux marchés financiers et au secteur de la finance.*

C'est ce à quoi les États-Unis ont assisté.

Fausse Renaissance

Plus :

> *Les années 1970 ont été une décennie de crise profonde pour les États-Unis, avec des niveaux d'inflation élevés, un dollar affaibli après l'abandon de la convertibilité-or en 1971 et, peut-être plus important encore, une perte de compétitivité de l'industrie manufacturière américaine.*

C'est alors qu'est arrivée la financiarisation, avec son gimcrack brillant :

> *Mais la financiarisation a également permis aux États-Unis de renforcer leur pouvoir économique et politique dans le monde, d'autant plus que le dollar est devenu la monnaie de réserve mondiale. Ce sursis a donné aux États-Unis l'illusion de la prospérité à la fin des années 1980 et dans les années 1990, lorsque, comme le dit Arrighi, « il y avait cette idée que les États-Unis étaient "revenus" ».*

Cependant, la transformation de la phase productive en phase financiarisée est temporairement et transitoirement belle.

Elle prend - en fait - l'allure d'une renaissance économique.

On la confond avec le phénix triomphant qui renaît glorieusement des flammes.

La financiarisation masque la trajectoire du déclin

Encore une fois, M. Johnston :

> *La nature corrosive de la financiarisation n'est pas immédiatement évidente - en fait, c'est tout le contraire... Le recours à la financiarisation, qui est initialement très lucratif, peut fournir un répit temporaire et illusoire à la trajectoire de déclin, retardant ainsi l'apparition de la crise terminale.*

Wall Street en est la preuve. Aucune trajectoire de déclin n'est visible, aucune crise terminale n'est en vue.

Les subversifs sont sur leurs trônes et règnent sur la nation - du moins dans une très large mesure.

Peuvent-ils être détrônés ? Nous concluons là où nous avons commencé... avec M. Peter St :

> *Le système financier américain est « désespérément malade », maintenu en vie uniquement par une série interminable de renflouements, comme ceux qui ont permis d'éviter les faillites bancaires l'année dernière... La seule solution est la reconnaissance forcée des pertes des banques - ce qui les mettrait en faillite - puis leur vente à une nouvelle direction qui n'aura pas accès aux renflouements.*

Mais est-ce faisable ?

Le coût élevé des regrets

> *Compte tenu de leur puissance de lobbying, les chances de démanteler les mégabanques américaines sont minces, voire nulles.*
>
> *En d'autres termes, si Washington ne contrôle pas les banques, nous allons au-devant de nouvelles crises financières existentielles, de nouveaux renflouements, d'une nouvelle dette nationale et d'une nouvelle course à la catastrophe financière.*
>
> *Nous avons raté notre chance en 2008 et, selon toute vraisemblance, il faudra une crise encore plus grave pour que les hommes politiques se retournent* ***contre leurs lobbyistes*** *et le coup d'État financier qui s'est emparé de notre république.*

« *Rien n'est plus cher que le regret* », a dit quelqu'un, quelque part.

Les États-Unis regretteront peut-être un jour de ne pas avoir réussi à mettre fin au coup d'État silencieux de 2008, alors qu'il était en pleine phase d'adolescence.

Un regret qui risque de coûter très cher...

▲RETOUR▲

Pourquoi Biden-Harris n'ont pas pu imprimer, emprunter ou dépenser pour obtenir une économie forte

par David Stockman 4 octobre 2024

Une bonne partie de l'illusion d'une économie « forte » provient de la sélection des chiffres hideusement trompeurs contenus dans le décompte mensuel des « emplois » de l'enquête sur les établissements du BLS. Comme nous l'avons noté dans mon article précédent, par exemple, l'indice des heures travaillées dans le secteur de la production de biens à haut niveau de rémunération et de productivité s'est en fait contracté de 18 % depuis le pic atteint en 1978, mais cette baisse aurait été plus que compensée par une hausse de 128 % de l'indice des heures travaillées dans le secteur des loisirs et de l'hôtellerie (L&H), dont 75 % sont imputables aux bars, restaurants et autres services de restauration.

Hélas, ce que l'on pourrait appeler le « *grand remplacement des emplois* » n'est pas du tout une affaire de pommes pour des pommes. L'emploi typique à temps partiel, proche du salaire minimum, dans le secteur de la restauration et de l'hôtellerie, rapporte l'équivalent de 24 400 dollars par an, soit seulement 37 % des 66 000 dollars annuels des emplois dans le secteur de la production de biens. Ainsi, en termes de poids économique, ou de valeur marchande implicite de la production et des revenus, nous avons remplacé des acteurs de premier plan de la main-d'œuvre par ce qui s'apparente à des troisièmes lignes bénéficiant d'une dérogation.

Mais dans certains cas, la situation est encore pire que cela. En effet, ni les données sur l'emploi du BLS ni les comptes du PIB ne sont exempts de biais systématiques, car ils ont été conçus et institutionnalisés principalement par des économistes keynésiens à la solde du gouvernement. Ces derniers ont naturellement assimilé la production économique et les emplois à ce que leur cadre de données mesurait, même si ces macro-données étaient principalement importantes pour les décideurs politiques keynésiens qui manipulaient les cadrans fiscaux et monétaires à Washington dans le but d'améliorer le bien commun de l'économie.

En conséquence, les pères keynésiens de nos décharges de données économiques contemporaines ne se souciaient guère des vastes pans de l'économie non monétisée, notamment le travail des ménages, les activités de libre-service (c'est-à-dire conduire soi-même, faire ses courses et tondre la pelouse) et ce que l'on appelle l'économie souterraine, réalisée en espèces et à l'abri des percepteurs d'impôts, des régulateurs et des autorités chargées de l'application de la loi.

Le problème, bien sûr, est que lorsque l'activité économique migre de l'économie informelle et souterraine vers l'économie monétisée, elle est enregistrée comme une production, des emplois et des revenus supplémentaires dans nos comptes keynésiens du travail et du PIB. Dans de nombreux cas, cependant, aucune nouvelle production ou aucun nouveau revenu n'est réellement généré ; il s'agit simplement d'un nouvel enregistrement.

Par exemple, entre 2014 et 2023, le nombre de chauffeurs de taxi et de limousine aux États-Unis a plus que doublé, passant de 131 800 à 264 600. Mais nous ne pensons pas que l'activité et l'emploi dans ce secteur aient réellement augmenté au taux implicite de 8,1 % par an. Ce qui s'est passé, c'est que l'explosion des services Uber et Lyft a incité de nombreux automobilistes traditionnels à laisser leur voiture au garage et à faire appel à des chauffeurs pour compte d'autrui, même s'ils jouaient peut-être à des jeux vidéo sur leur iPhone sur la banquette arrière.

Cette illustration n'est pas non plus anodine. Le graphique ci-dessous retrace en fait un énorme mouvement d'activité non mesurée des ménages qui a migré vers l'économie monétisée et comptabilisée par le BLS depuis le pic de l'emploi dans le secteur de la production de biens en 1978.

Ainsi, le taux d'emploi (ligne violette) de la population féminine en âge de travailler (25-54 ans) est passé de 56,5 % au premier trimestre 1978 à 75,4 % au deuxième trimestre 2024. En conséquence, le travail de près d'un cinquième de la population féminine en âge de travailler est passé de l'économie des ménages non comptabilisée à l'économie monétisée au cours de cette période de 46 ans. Il va de soi que cela ne représente pas une nouvelle production ou de nouveaux emplois, mais simplement la monétisation de ce qui existait déjà.

De plus, en nombre d'emplois, cette migration des ménages vers l'économie monétisée n'a pas été négligeable. Au cours de cette période, le nombre de femmes en âge de travailler aux États-Unis est passé de 23,5 millions au premier trimestre 1978 à 48,9 millions au deuxième trimestre 2024. Mais près de la moitié de ce gain de 25,3 millions est due à l'augmentation du taux d'emploi des femmes et donc à la comptabilisation d'emplois qui n'avaient pas été enregistrés auparavant.

À l'échelle globale de l'économie américaine, ces 12,2 millions de migrations de travailleuses représentent donc près de 20 % de l'augmentation totale de l'emploi aux États-Unis, qui est passé de 94,8 millions au premier trimestre 1978 à 161,2 millions à l'heure actuelle.

Il va sans dire que le suivi de cette migration de la production et des emplois vers l'économie monétisée n'a pas été simple et linéaire, comme par exemple les femmes au foyer devenant cuisinières dans les restaurants. Dans certains cas, des femmes historiquement employées au foyer (ou des hommes aussi d'ailleurs) sont devenues médecins qui, à leur tour, ont employé des gardes d'enfants pour s'occuper de leurs propres enfants et des femmes de ménage pour s'occuper du nettoyage et de la lessive.

Néanmoins, si l'on examine les trois grandes catégories d'emploi du BLS qui sont étroitement liées au travail ménager qui s'est monétisé, la migration des travailleuses de l'économie ménagère vers l'économie monétisée est tout à fait évidente.

Ainsi, au cours des 46 années écoulées entre 1978 et le deuxième trimestre 2024, l'emploi total aux États-Unis a augmenté de 1,16 % par an, ce qui constitue une approximation du taux de croissance du facteur travail dans l'ensemble de l'économie. Toutefois, pour les femmes employées dans les trois principaux secteurs qui absorbent le travail domestique, les taux de croissance ont été bien plus élevés.

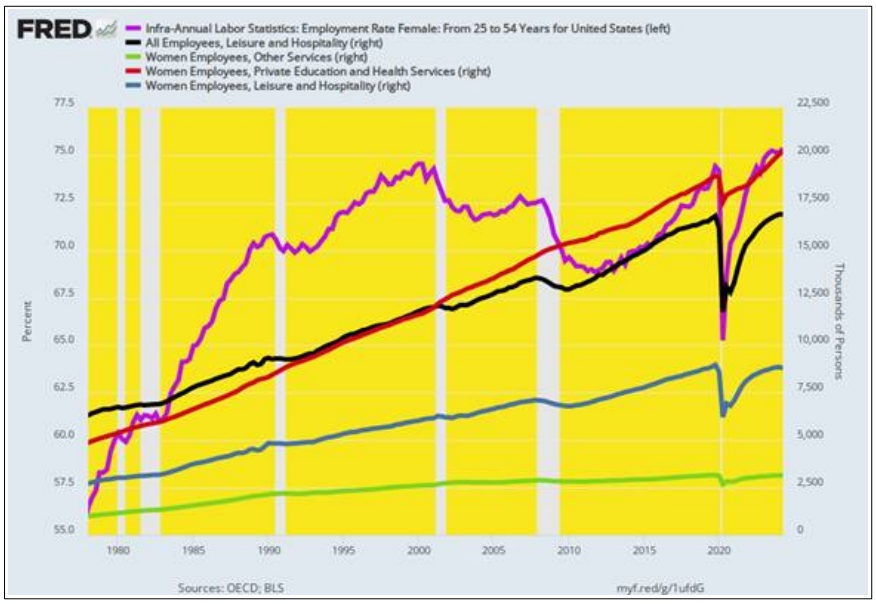
Des gains sur 46 ans :

- Femmes employées dans les secteurs de la santé et de l'enseignement privé (ligne rouge) : +15,37 millions de travailleuses et 3,13 % de croissance par an.

- Femmes employées dans les loisirs et l'hôtellerie : +6,08 millions de travailleuses et 2,58% de croissance annuelle.
- Femmes employées dans les autres services : +2,17 millions de travailleuses et une croissance de 2,54 % par an.

En bref, l'augmentation du nombre de femmes employées dans ces trois segments du marché du travail s'élève à elle seule à 23,62 millions entre 1978 et 2024, ce qui représente près de 36 % de l'augmentation totale de l'emploi déclarée par le BLS au cours des 46 dernières années. Cependant, une part très importante de ce gain ne représente ni une nouvelle croissance économique ni de nouveaux emplois.

Elle reflétait plutôt l'évolution radicale des mœurs sociales au cours de cette période et du rôle des femmes dans la vie économique, à mesure qu'elles accédaient à tous les segments de la main-d'œuvre rémunérée. Dans le même temps, le secteur des ménages est devenu à son tour un nouvel employeur majeur de main-d'œuvre rémunérée dans les restaurants, les blanchisseries, les garderies, les services de nettoyage, les agences de santé à domicile, les maisons de repos, etc. de ce qui était auparavant une production et un emploi non monétaires des ménages.



Ratio d'emploi des femmes âgées de 25 à 54 ans et des salariés dans les secteurs des loisirs et de l'hôtellerie, des soins de santé, de l'enseignement privé et des autres services.

L'implication est directe. Les « données entrantes » tant vantées ne sont pas tout à fait ce qu'elles sont censées être. En effet, si l'on ramène l'analyse à l'état actuel de l'économie américaine, il convient de noter un simple ensemble de données. En effet, le contraste entre la croissance de la dette fédérale depuis le quatrième trimestre 2019 et le PIB nominal indique tout ce qu'il faut savoir.

Variation entre le 4e trimestre 2019 et le 2e trimestre 2024 :

- Dette publique : +11,63 trillions.
- PIB : + 6,75 trillions de dollars.
- Croissance de la dette en % de la croissance du PIB : 172%.

Bien sûr, les apologistes de Biden-Harris laissent entendre qu'il n'y a rien à voir ici - juste quelques gros chiffres qui se baladent sur la page. Ou qu'il s'agit simplement d'un cas où Washington est à l'œuvre, aidant la macroéconomie à progresser à un bon rythme.

Ce n'est pas tout à fait le cas. Durant l'apogée de la prospérité américaine, entre 1954 et 1970, la dette publique n'a augmenté que de 2,2 % par an, alors que le PIB nominal progressait de 6,5 % par an. La dette publique n'a donc

augmenté que de 16 % de la hausse du PIB nominal, soit exactement le contraire de ce qui s'est passé au cours des quatre dernières années.

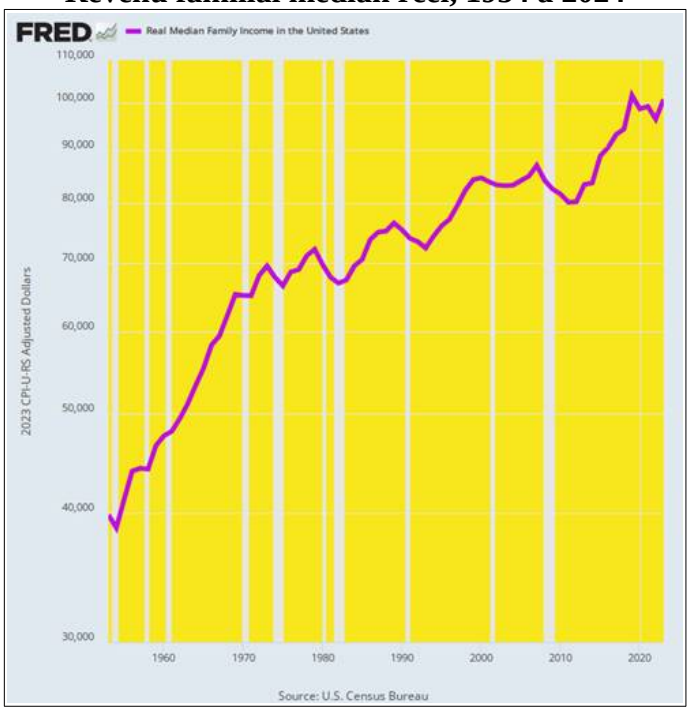
Evolution entre 1954 et 1970 :

- Dette publique : + 110,1 milliards de dollars.
- PIB : + 689,0 milliards.
- Croissance de la dette en % de la croissance du PIB : 16%.

Ce n'est pas non plus parce que la relance budgétaire a été si timide que la croissance réelle et le niveau de vie ont faibli. Au cours de la période 1954-1970, les ventes finales réelles ont augmenté de 3,75 % par an, soit près du double du gain de 1,93 % par an enregistré depuis le pic prépandémique du deuxième trimestre 2020.

Plus impressionnant encore, au cours de la période 1954-1970, la croissance du revenu familial médian réel a été bien supérieure à celle des quatre dernières années, comme le montre le graphique ci-dessous. Au cours de la première période, le revenu familial médian réel est passé de 38 730 dollars à 65 050 dollars en 2023, soit une augmentation de 3,29 % par an. En revanche, le revenu familial médian réel de 101 700 $ affiché pour 2019 a baissé à 100 800 $ en 2023.

Revenu familial médian réel, 1954 à 2024



Il en va de même pour la dette publique et privée totale. La dette totale est passée de 558 milliards de dollars en 1954 à 1 648 milliards de dollars en 1970. Le gain de 1 098 milliards de dollars qui en résulte est à peine supérieur à l'augmentation de 700 milliards de dollars du PIB au cours de cette période.

En revanche, au cours des 4,5 années entre le quatrième trimestre 2019 et le deuxième trimestre 2024, la dette publique et privée totale est passée de 74 900 milliards de dollars à 99 800 milliards de dollars. Ce gain stupéfiant de près de 25 000 milliards de dollars a largement dépassé la croissance de 6 800 milliards de dollars du PIB nominal au cours de cette période.

En bref, les chiffres du PIB actuellement affichés n'ont rien d'organique, de naturel, de durable ou de solide, malgré toutes les vantardises de Biden-Harris. En fait, l'économie américaine est artificiellement gonflée et mise en lévitation par une dette bon marché, gracieuseté de la Fed et d'autres banques centrales dans le monde.

Comme nous l'avons dit dès le départ, il n'a jamais été vrai que l'on pouvait dépenser, emprunter et imprimer pour atteindre la prospérité. L'économie chancelante de Biden-Harris en est la preuve éclatante.

▲RETOUR▲

.Veste Golden Flack

À long terme, vous gagnez de l'argent en détenant une part d'une entreprise qui réalise des bénéfices. Les bénéfices représentent une augmentation réelle de la richesse. L'exemple le plus frappant est celui de la société Philip Morris.

Bill Bonner Vendredi 4 octobre 2024

Bombardiers américains B-25 à l'entraînement au large de la Caroline du Nord en 1942

Bill Bonner, écrivant aujourd'hui de Burlington, Vermont

Hier, nous sommes allés au lac Champlain pour assister à un mariage. Les feuilles ont commencé à changer, mais il est encore tôt dans la saison ; elles atteindront leur pleine gloire dans un mois environ.

Lors des deux dernières années électorales, nous avons remarqué qu'au-delà des grandes villes de la côte Est, nous commencions à voir des panneaux Trump partout. Cette année, nous n'en avons pratiquement pas vu. Et dans une ville du nord de l'État de New York, un endroit que nous

supposions être le pays de Trump, nous n'avons vu qu'un grand panneau d'affichage Harris/Walz. Les gens se désintéressent-ils de la question ? S'agit-il d'une « goutte d'eau dans l'océan » ?

Je n'en sais rien. Revenons donc à nos moutons.

CBS pose la question suivante :

> ***L'investissement dans l'or a-t-il un sens alors que les prix sont élevés ? Voici ce qu'en disent les experts.***
>
> *Ces dernières années, l'or a attiré l'attention des investisseurs, surtout depuis le début de l'année 2024. Le prix de l'or n'a cessé de grimper et a même atteint un nouveau record historique de 2 672 dollars l'once en septembre. Cette flambée a attiré encore plus d'investisseurs, ce qui a alimenté de nouvelles hausses de prix. Mais aujourd'hui, alors que les prix de l'or atteignent des niveaux record, nombreux sont ceux qui s'interrogent : Est-il encore judicieux d'acheter de l'or ? Ou bien les investisseurs doivent-ils attendre un repli ?*

Les professionnels de l'investissement ont les réponses habituelles. Compte tenu des risques de guerre et d'inflation, la plupart d'entre eux considèrent l'or comme une « valeur refuge ». Beaucoup pensent qu'il s'agit d'un « investissement » qui rapportera.

Mais l'or n'est pas un investissement. Warren Buffet a raison : il ne rapportera jamais rien. Il n'a pas d'usines ni de points de vente. Il n'y a pas de salaires ni de bénéfices. Il n'a pas été dopé à l'IA. Elle ne fait rien d'autre que de rester assise.

Il ne grandit pas. Mais elle ne diminue pas non plus. Son but est simplement d'éviter une perte d'investissement... notamment la grosse perte qui vous mettrait hors jeu.

À long terme, vous gagnez de l'argent en détenant une part d'une entreprise qui réalise des bénéfices. Le bénéfice représente une augmentation réelle de la richesse. L'exemple le plus frappant est celui de la société Philip Morris, qui n'a cessé de fabriquer des cigarettes, de faire des bénéfices et de distribuer de l'argent à ses actionnaires. Si vous aviez investi 1 000 dollars dans Philip Morris il y a cent ans, vous auriez aujourd'hui 250 millions de dollars.

Mais Phillip Morris n'est pas à l'abri des maladies, des sautes d'humeur et des mauvais jours de Wall Street. Lorsque le marché est tombé malade, les cigarettiers ont toussé eux aussi. Les cours boursiers peuvent siffler et éternuer pendant toute une génération avant de retrouver leur bonne santé d'antan.

Et si nous ne pouvons jamais savoir quand nous risquons d'attraper un rhume, nous pouvons au moins fermer la fenêtre de temps en temps. C'est l'idée qui sous-tend notre modèle de macro trading Dow/Or. Il vise à vous faire rester sur le marché boursier tant qu'il existe un

espoir décent de rendement... et à vous en faire sortir lorsque le risque d'une grosse perte s'accroît.

Les deux seuils - les endroits où nous suggérons d'entrer ou de sortir - sont cinq et quinze. Lorsque vous pouvez acheter le Dow Jones pour moins de cinq onces d'or, le risque de grosse perte est faible ; il est temps d'acheter des actions. En revanche, lorsque vous devez payer plus de 15 onces, il est temps d'abandonner les actions.

Où en sommes-nous aujourd'hui ?

Le ratio est d'environ 16. Nous sommes sortis.

Mais ce n'est pas tout. Nous pensons également que les marchés évoluent en dents de scie, passant d'une tendance haussière à une tendance baissière, d'une hausse des prix à une baisse des prix et vice-versa, et ce sur de longues périodes. C'est ce que nous appelons la tendance principale. Grosso modo, les actions sont soit à la hausse, soit à la baisse. Si la tendance est à la baisse, nous supposons qu'elles continueront à baisser jusqu'à ce qu'elles atteignent un plancher.

Si elles sont à la hausse, nous supposons que la tendance se poursuivra jusqu'à ce qu'elles atteignent un sommet. Nous ne savons pas où ces creux et ces sommets seront finalement atteints, ni ce qui se passera exactement dans l'intervalle. Mais les sommets et les creux apparaissent tôt ou tard, et ils se situent (par définition !) au-delà de nos 5-15 lignes de clôture.

Actuellement, les actions sont en baisse (en termes d'or) depuis 2000. Cela va à l'encontre de ce que tout le monde croit. En effet, les actions ont beaucoup augmenté en termes nominaux, en dollars. Mais l'or a augmenté encore plus. Alors qu'il fallait quarante onces d'or pour acheter les actions du Dow Jones, il n'en faut plus que seize.

L'endroit logique où se placer, quand on n'a plus d'actions, c'est dans l'or lui-même. Mais l'or a aussi ses humeurs. En ce moment, il est relativement cher. Il ne serait pas surprenant de voir le prix baisser - secouant les récents passagers du bus - avant qu'il ne reprenne sa route vers sa destination finale, moins de 5 onces pour le Dow Jones.

Bien entendu, l'or n'est pas la seule valeur refuge. Vous pouvez aussi investir dans des liquidités. Ou de l'immobilier. De l'art. Ou... même quelques actions soigneusement sélectionnées.

Le modèle Dow/Gold parle pour le marché boursier en général, pour les moyennes, pour la grande masse du marché boursier, et non pour des entreprises spécifiques. Il y en a toujours qui résistent à la tendance principale. Et il y a d'autres sociétés qui versent de si beaux dividendes que vous ne vous souciez pas de la baisse du cours de l'action.

Il existe également de nouveaux produits, de nouvelles technologies et de nouvelles opportunités qui voient le jour, même lorsque la tendance principale est à la baisse.

Le modèle macroéconomique Dow/Or n'est pas une camisole de force. C'est un gilet pare-balles. Il vous aide à vous protéger de la grosse perte.

▲RETOUR▲

.Prendre le L

Le système monétaire a été modifié en 1971, dotant les États-Unis d'une « monnaie de crédit » qui n'avait pas besoin d'être gagnée, extraite ou épargnée.

Bill Bonner Lundi 7 octobre 2024

Bill Bonner, écrivant aujourd'hui de Rhinebeck, New York

Comme s'ils se réveillaient d'un long et agréable rêve... et qu'ils chassaient le sommeil de leurs yeux... enfin, les grands médias américains commencent à remarquer que la dette n'est pas une si bonne chose. La Fed maintient ses taux directeurs trop bas pendant trop longtemps. Elle prétend que c'est pour stimuler l'économie. Au lieu de cela, elle a l'effet inverse : elle ralentit la croissance et appauvrit les gens. Fortune :

> **Les Américains sont tellement endettés que cela freine l'économie**
>
> *Alors que la dette publique domine l'actualité, la dette privée est bien plus importante que la dette publique dans l'économie, et c'est elle qui représente le plus grand défi économique. À la fin de l'année 2022, la dette publique représentait 123 % du PIB, tandis que la dette du secteur privé atteignait 165 %.*
>
> *Le niveau de la dette privée - dette étudiante, dette hypothécaire, dette des petites entreprises, etc. - a plus que doublé en pourcentage du PIB depuis 1980. Il étouffe la croissance économique parce qu'il pèse sur les particuliers et les entreprises. En fait, la dette a toujours augmenté plus vite que le PIB, ce qui signifie que la charge pesant sur le secteur privé augmente presque toujours.*
>
> *La dette peut être utilisée de manière productive. En fait, une économie ne peut pas fonctionner sans dette. Pourtant, la dette est un paradoxe : sa surutilisation peut être néfaste, voire désastreuse.*

Jusqu'ici, tout va bien... plus on est endetté, moins on peut dépenser ou investir son revenu courant.

Mais voilà que le pauvre journaliste s'engage dans la partie profonde de la piscine... et coule. Comment se fait-il que la dette soit devenue si importante ? Et il a trouvé une réponse farfelue :

> *La dette augmente parce qu'il faut de nouvelles dettes pour faire croître l'économie. Si vous voulez construire une nouvelle maison ou acheter une nouvelle voiture, vous pouvez soit dépenser proportionnellement moins pour autre chose, ce qui signifie que le PIB global n'augmentera pas, soit emprunter l'argent. Réduire les dépenses pour épargner afin d'effectuer l'achat réduit le PIB pendant la période au cours de laquelle vous épargnez. Si votre employeur augmente votre salaire et vous donne donc plus d'argent à dépenser, vous pouvez l'utiliser pour faire croître l'économie, mais ces gains dépendent essentiellement de la croissance de la dette de quelqu'un d'autre.*

Oh là là... quelqu'un pourrait-il lui lancer une bouée de sauvetage ? Il pense que les économies ne se développent que grâce à l'argent emprunté. Si c'était le cas, la dette augmenterait de plus en plus, jusqu'à ce que le gouvernement fédéral doive « faire quelque chose ».

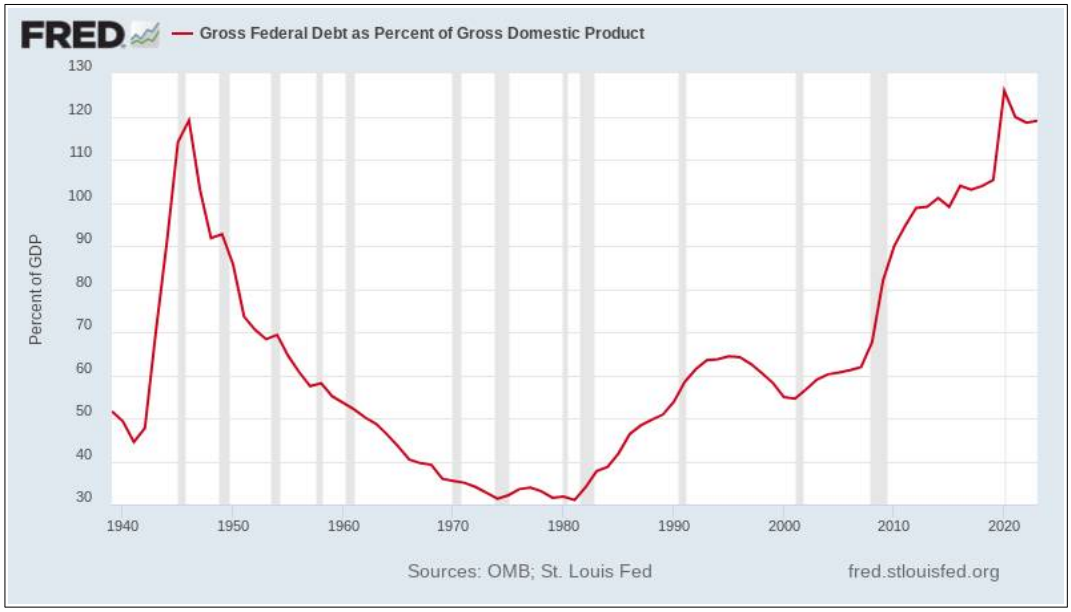
> *L'augmentation de la dette, en particulier celle du secteur privé, est fondamentale pour la croissance économique, mais elle s'accumule au fil du temps. En l'absence d'une reconfiguration radicale de la vie économique, la croissance de la dette est essentiellement perpétuelle. La dette totale - dette privée et dette publique additionnées - est passée de 142 % du PIB en 1950 à 294 % aujourd'hui, ce qui est ahurissant. La marche inexorable de la dette pourrait bien être le facteur économique le plus important de notre époque. Elle souligne la nécessité d'adopter de nouvelles approches pour faire face à cette dette effrénée.*

De nouvelles approches ?

Dans une économie honnête, les gens empruntent... mais ils remboursent aussi ce qu'ils ont emprunté. La dette et la production sont liées, comme deux bœufs tirant une charrue. L'un ne prend jamais trop d'avance sur l'autre. Aux États-Unis, le niveau de la dette totale par rapport au PIB a été assez faible et relativement constant pendant les trente années qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale.

C'est ce à quoi on pouvait s'attendre. La dette augmente avec la production. Plus de gens empruntent plus d'argent... et plus de gens remboursent.

En outre, au cours de ces trente années, l'économie a progressé deux fois plus vite qu'aujourd'hui, sans que le ratio dette/PIB n'augmente.



Comme les gens gagnaient plus d'argent (PIB plus élevé), ils avaient plus d'argent à épargner... et donc plus d'argent à emprunter. Le crédit (la dette) provient de l'épargne. Et l'épargne provient de la production. Les gens devaient gagner plus d'argent (PIB) et l'épargner, avant que d'autres personnes puissent l'emprunter.

Le système monétaire a été modifié en 1971, dotant les États-Unis d'une « monnaie de crédit » qui n'avait pas besoin d'être gagnée, extraite ou épargnée. Ensuite, la Fed, dans sa sagesse, a décidé de stimuler le PIB en prêtant cette nouvelle fausse monnaie à des taux d'intérêt artificiellement bas. Et comme ces fausses économies étaient prêtées à des taux d'intérêt faux et en baisse, les emprunteurs n'avaient pas à rembourser... ils se contentaient de refinancer et d'emprunter davantage.

Tout le système est une fraude. Prêter de l'argent fictif à des taux fictifs augmente le niveau d'endettement. En fait, les gens ne remboursent pas leurs dettes... ils les prolongent dans le futur. Ensuite, lorsque l'avenir arrive, ils doivent encore payer pour des dépenses passées, ce qui leur laisse moins d'argent à dépenser ou à investir.

Fortune ne semble pas avoir pensé à tout cela. Plutôt que de réparer le système correctement... en insistant sur une monnaie et des taux d'intérêt honnêtes, le magazine propose d'utiliser du ruban adhésif et de la ficelle à balles.

La dette étudiante serait effacée en l'annulant tout simplement... en exigeant à la place que les débiteurs effectuent des « travaux d'intérêt général ». En d'autres termes, les contribuables assumeraient la perte.

Le plan pour la dette hypothécaire prévoit une restructuration des prêts. Les détails du programme ne sont pas clairs... mais l'essentiel est d'alléger le fardeau des emprunteurs aux dépens des prêteurs.

Fortune poursuit en suggérant de modifier les lois sur les faillites et les impôts fédéraux, ce qui peut s'avérer utile ou non. Mais le problème fondamental est que si les emprunteurs ne remboursent pas leurs prêts, quelqu'un d'autre devra assumer la perte - soit le prêteur (défaut de paiement), soit le contribuable (renflouement), soit le grand public (inflation).

Dans tous les cas, les pertes ne disparaissent pas ; elles sont simplement déplacées... des personnes qui les méritent vers celles qui ne les méritent pas.

▲RETOUR▲

.Bouclez votre ceinture

En août 1971, les autorités fédérales ont introduit leur nouveau dollar en monnaie de crédit. Un an plus tard, les investisseurs en or avaient doublé leur mise.

Bill Bonner Mardi 8 octobre 2024

Bill Bonner, écrivant aujourd'hui de Baltimore, Maryland

« Je crois qu'il y aura une annonce importante dans les deux prochaines semaines. »

« L'annonce de quoi ? »

« La nouvelle monnaie des BRICS. Ce n'est qu'une question de temps avant qu'ils ne se mettent d'accord. Elle va concurrencer le dollar. Et ils vont devoir lui donner de la crédibilité... probablement en la liant à l'or. »

Notre source gère un fonds d'investissement privé.

> *« L'or a connu une hausse spectaculaire cette année. Mais ce n'est pas ce que la plupart des gens pensent. Ce n'est pas comme le dernier marché haussier de l'or. Il n'est pas alimenté par des acheteurs individuels qui essaient de se protéger de l'inflation. Ces personnes ne sont pas encore présentes sur le marché. Et les sociétés minières n'ont pas encore pris feu... ».*

Mais la presse s'emballe :

Barrons :

> *Le prix de l'or a atteint un niveau record et est sur le point de grimper encore plus haut*

Forbes :

> *La folie de l'investissement dans l'or ne fait que commencer*

Kitco :

> **La performance remarquable de l'or en 2024 semble promise à de nouveaux gains**
>
> *Cette année a été marquée par une flambée sans précédent des prix de l'or, le métal précieux ayant atteint de nouveaux sommets. La tendance haussière a commencé sérieusement en février, lorsque le prix de l'or a entamé une hausse parabolique à partir de 2 070 dollars le 14 février. Le 28 mars, les contrats à terme sur l'or sont entrés dans l'histoire en clôturant au-dessus de 2 300 dollars l'once, et les records ont continué à tomber. Le 5 avril, l'or a franchi la barre des 2 400 dollars et le 24 mai, il a atteint un nouveau prix de clôture historique de 2 500,70 dollars.*
>
> *La performance remarquable de l'or en 2024 a remis en question les normes du marché, démontrant son attrait en tant que valeur refuge et couverture de l'inflation. Alors que les incertitudes économiques persistent, que les préoccupations géopolitiques demeurent et que les politiques monétaires évoluent, le sentiment haussier de l'or ne montre aucun signe de fléchissement, ce qui suggère que la course record du métal précieux est loin d'être terminée.*

« *Il n'y a pas de marché haussier comme celui de l'or* », disait Richard Russell.

En avril 1970, le prix de l'or était de 36 dollars l'once. En août 1971, les autorités fédérales ont introduit leur nouveau dollar en monnaie de crédit. Un an plus tard, les investisseurs en or avaient doublé leur mise. Puis, ils ont encore doublé... et encore. En 1980, l'or s'échangeait à plus de 670 dollars, soit 18 fois plus en 10 ans.

Plus récemment, le prix de l'or est passé d'environ 1 000 dollars à la fin de 2015 à plus de 2 600 dollars aujourd'hui. Un parcours impressionnant... mais rien à voir avec le marché haussier des années 70.

> *« La force motrice [du marché haussier de l'or], je crois, poursuit notre source, vient des banquiers centraux qui anticipent un monde d'inflation. Ils ne sont pas idiots. Ils savent que les niveaux d'endettement actuels ne peuvent être soutenus. Ils ont besoin d'inflation. Et ils savent qu'ils vont la provoquer eux-mêmes. Leur propre monnaie fiduciaire - livres, euros, dollars - aura moins de valeur à l'avenir. Ils placent donc de l'or dans leurs coffres. Vos lecteurs devraient probablement faire de même.*
>
> *« Mais on ne sait jamais comment cela va se passer. La seule chose dont je sois à peu près sûr, c'est que l'inflation ne disparaîtra pas... et que l'élément le plus vulnérable aujourd'hui est probablement le marché obligataire. Je ne sais pas quand cela arrivera, mais quand on rassemble les pièces du puzzle, **on voit l'effondrement des prix des obligations**... et la montée en flèche des prix de l'or.*
>
> *« Mais il vaut mieux mettre sa ceinture de sécurité. **Quoi qu'il arrive, je ne m'attends pas à ce que le voyage se fasse en douceur.** »*

▲RETOUR▲

.Il est temps de sentir le café

Bill Bonner Mercredi 9 octobre 2024

Bill Bonner, écrivant aujourd'hui de Baltimore, Maryland

Si les Américains se réveillent un jour et réalisent que leur économie est la deuxième et celle de la Chine la première, cela ne va pas changer la vie des Américains. Ils se lèveront le matin, prendront leur café et tout restera pareil... . Alors pourquoi cette obsession selon laquelle l'objectif devrait être d'empêcher la Chine de devenir le numéro un ?

-Ancien diplomate **Kishore Mahbubani**

La guerre éternelle semble prendre forme... une bataille entre l'Est et l'Ouest... une lutte pour une « domination totale », menée par les États-Unis, avec des objectifs de guerre changeants et largement inaccessibles, irréalistes ou indignes. Elle est présentée comme une lutte entre le bien et le mal ; un jour, les historiens nous diront qui était qui.

Le plan actuel semble être de mener la guerre sur trois fronts.

Premièrement, maintenir la Russie sous pression en Ukraine, par des sanctions et des combats actifs, afin d'« affaiblir » le régime de Poutine.

Deuxièmement, s'associer aux Israéliens pour attaquer les pays islamiques et les groupes « terroristes » au Moyen-Orient.

Troisièmement, empêcher la Chine d'acquérir une supériorité technologique et/ou économique.

Ce dernier objectif est peut-être le plus difficile à atteindre. Personne ne doute que les États-Unis disposent d'une puissance de feu inouïe. Mais le développement de nouvelles technologies et la création d'une véritable croissance économique sont des questions tout à fait différentes. En règle générale, les politiciens et les généraux ne sont pas très doués pour cela.

En outre, les Chinois ont aussi leurs scientifiques et leurs innovateurs technologiques. South China Morning Post :

Chip war : La Chine revendique une percée dans la photonique du silicium qui pourrait lever les obstacles techniques

Un laboratoire de semi-conducteurs financé par l'État chinois a déclaré avoir franchi une « étape importante » dans le développement de la photonique du silicium, ce qui pourrait aider le pays à surmonter les obstacles techniques actuels dans la conception des puces et à parvenir à l'autosuffisance dans le contexte des sanctions américaines.

Les puces photoniques au silicium peuvent être produites au niveau national en utilisant des « matières premières et des équipements relativement matures » sans dépendre de machines de lithographie à ultraviolet extrême (EUV) haut de gamme, contrairement aux puces électriques, a déclaré Sui Jun, président de la start-up de semi-conducteurs Sintone, basée à Pékin, cité par les médias locaux en 2022.

Les machines EUV, nécessaires à la fabrication de puces avancées, sont considérées comme le talon d'Achille de l'industrie chinoise des semi-conducteurs, car les entreprises nationales ont du mal à produire ces outils en masse. La société néerlandaise ASML, qui détient un quasi-monopole sur les machines EUV, a cessé d'exporter l'équipement vers la Chine en 2019.

Il nous semble presque impossible que la recherche financée par le gouvernement... et une économie dirigée par des communistes... puissent devancer une économie libre dans un pays robuste et démocratique.

Mais les deux pays ont leur lot d'escroqueries et de mascarades. L'économie américaine n'est pas exactement « libre ». Et la Chine n'est pas exactement « communiste ». La planification financière centrale est une réalité dans les deux pays. Il est difficile de dire quel est son impact sur l'économie réelle. La « démocratie » américaine ne produit pas non plus nécessairement de meilleurs dirigeants que le système chinois. Et si l'on tient compte des réglementations et des dépenses directes, le pourcentage de la production réelle qui est contrôlé ou fortement influencé par les autorités fédérales n'est peut-être pas si différent.

Dans ces conditions, la Chine pourrait-elle devenir la première économie mondiale ? Peut-être.

SCMP :

Made in China 2035 : la Chine va-t-elle détrôner la fabrication militaire et de haute technologie des États-Unis dans 10 ans ?

« Dans l'ensemble, le déclin de l'industrie manufacturière américaine et l'affaiblissement de sa compétitivité sur le marché mondial sont devenus une tendance irréversible », a déclaré Lu Yongxiang, ancien vice-président de l'Assemblée nationale populaire, dans un

commentaire publié le 9 septembre dans le Chinese Journal of Mechanical Engineering (Journal chinois de l'ingénierie mécanique).

Si les États-Unis ont conservé leur avance en matière de production d'équipements militaires de pointe et de haute technologie, leurs avantages s'amenuisent rapidement, selon M. Lu.

On estime que d'ici 2035, le « Made in China » dépassera les États-Unis et deviendra le leader mondial », déclare M. Lu dans l'article.

« La grande question que les États-Unis devraient se poser est la suivante, déclare M. Mahbubani : ***« Que se passera-t-il si toutes les mesures qu'ils ont prises pour arrêter la Chine ne fonctionnent pas ? »***

Il sera alors temps de sentir l'odeur du café.

▲RETOUR▲

.Faire ce qu'il faut

Nous avons vu comment les politiques de taux d'intérêt ultra-bas - favorisées à la fois par Trump et Harris - profitent à l'élite des propriétaires d'actifs, mais pénalisent tous les autres. Wall Street s'enrichit. Main Street s'appauvrit.

Bill Bonner Jeudi 10 octobre 2024

Bill Bonner, écrivant aujourd'hui de Baltimore, Maryland

Je n'étais pas favorable à l'hypothèse selon laquelle les criminels avaient des motivations radicalement différentes de celles des autres. **-L'économiste Gary Becker**

Le Washington Post a dressé un rapide bilan de l'année fiscale qui vient de s'achever :

> *Le déficit du budget fédéral a atteint 1 800 milliards de dollars au cours de l'exercice fiscal qui s'est achevé en septembre, une somme énorme qui augmente considérablement la dette nationale, alors que Washington se dirige vers une éventuelle confrontation en 2025 sur les dépenses et les impôts.*
>
> *Dans un rapport publié mardi, le Congressional Budget Office (bureau du budget du Congrès) a indiqué que les paiements d'intérêts sur la dette atteignaient 950 milliards de dollars, soit plus que le budget du Pentagone.*
>
> *Vendredi, les États-Unis avaient accumulé une dette publique de 35 700 milliards de dollars. Le CBO prévoyait en juin que la dette dépasserait 50 000 milliards de dollars d'ici la fin de la décennie. La dette du pays comparée à la taille de l'économie globale, un indicateur clé de la stabilité fiscale, devrait dépasser son plus haut niveau historique de 106 % d'ici 2027.*
>
> *« Un déficit de [près de] 2 000 milliards de dollars est une mauvaise nouvelle en période de récession et de guerre, mais il est sans précédent en période de paix et de prospérité », a déclaré Brian Riedl, chercheur principal au Manhattan Institute, un organisme à tendance conservatrice. « Le danger est que le déficit ne fera que se creuser au cours de la prochaine décennie en raison du départ à la retraite des baby-boomers et des intérêts de la dette.*

Il est facile de remédier à l'emballement des dépenses. Il suffit de dire « non ». De même, la bande à Biden pourrait mettre fin aux massacres en Ukraine et au Moyen-Orient d'un simple coup de fil. Et pourtant... les deux choses les plus susceptibles de mettre l'empire américain à genoux - la guerre et l'inflation - se poursuivent sans contrôle.

Et aucun des candidats à la plus haute fonction de la nation n'a donné l'impression de comprendre le problème, et encore moins de faire quoi que ce soit pour y remédier. Au contraire, chacun vise à l'aggraver par une combinaison de réductions d'impôts et d'augmentations des dépenses.

Que faut-il en penser ? Ce qu'il faut en retenir, c'est que le cynisme est sous-estimé. Personne ne peut comprendre correctement le fonctionnement de notre système financier - ou investir judicieusement - s'il n'a pas une bonne dose de cynisme pour tenir le coup.

Table 3.

Outlays, October–September

Billions of Dollars

Major Program or Category	Actual, FY 2023	Preliminary, FY 2024	Estimated Change	Estimated Change With Adjustments for Timing Shifts in Outlays[a]	
				Billions of Dollars	Percent
Social Security Benefits	1,342	1,448	107	107	8
Medicare[b]	844	869	25	78	9
Medicaid	616	619	4	4	1
Subtotal, Largest Mandatory Spending Programs	**2,802**	**2,937**	**135**	**188**	**7**
Department of Education	−41	267	308	308	n.m.
Department of Veterans Affairs	301	325	24	37	12
Refundable Tax Credits[c]	171	199	28	28	16
FDIC	92	37	−55	−55	−60
U.S. Coronavirus Refundable Credits	52	1	−51	−51	−98
PBGC	40	12	−28	−28	−70
Food and Nutrition Service	171	147	−24	−24	−14
DoD—Military[d]	776	826	50	55	7
Net Interest on the Public Debt	710	950	240	240	34
Other	1,061	1,050	−11	1	*
Total	**6,135**	**6,752**	**617**	**699**	**11**

Data sources: Congressional Budget Office; Department of the Treasury.

DoD = Department of Defense; FDIC = Federal Deposit Insurance Corporation; FY = fiscal year; PBGC = Pension Benefit Guaranty Corporation; n.m. = not meaningful; * = between zero and 0.5 percent.

a. Adjusted amounts exclude the effects of shifting payments that otherwise would have been made on a weekend. Outlays excluding the effects of the timing shifts would have been $6,125 billion in fiscal year 2023 and $6,824 billion in 2024.

b. Medicare outlays are net of offsetting receipts.

c. Recovery rebates, earned income tax credit, child tax credit, premium tax credits, and American Opportunity Tax Credit.

d. Excludes a small amount of spending by DoD on civil programs.

Source : Congressional Budget Office, Monthly Budget Office : Congressional Budget Office, Monthly Budget Review, septembre 2024

Dans l'analyse la plus large et la plus simple, une nation doit rechercher la paix et la prospérité. Les citoyens sont alors en mesure de poursuivre le bonheur comme ils l'entendent. Mais pour parvenir à la paix et à la prospérité, les autorités fédérales doivent renoncer à la guerre et à l'inflation. Au lieu de cela, les élites américaines - les personnes qui contrôlent le gouvernement - choisissent les bombes, les gâchis et la BS à une échelle jamais vue dans l'histoire de l'humanité.

Le citoyen non cynique affirme que « *dans les moments difficiles, nos dirigeants feront ce qu'il faut* ». Il suppose que les élites sont comme le reste d'entre nous... mais peut-être avec plus d'esprit public ; et elles sont supposées être plus prêtes à servir le bien commun.

C'est là que le cynisme prend tout son sens. Les autorités fédérales (et les élites qui les contrôlent) sont censées travailler au nom du peuple américain. Même s'ils ont leurs propres chats à fouetter, ils sont censés partager le même intérêt pour la paix et la prospérité.

> *Hélas, ce n'est pas le cas. À mesure qu'une société vieillit, s'agrandit et se complexifie, le fossé entre les élites et le peuple se creuse. Les riches vivent dans des régions différentes du pays... ils boivent des espressos et des cappuccinos plutôt que des Maxwell House... ils font leurs courses à Walmart plutôt qu'au Dollar Store et achètent leur nourriture à Erewhon ou Whole Foods, plutôt qu'à Aldi ou Food Lion.*

Nous avons vu comment les politiques de taux d'intérêt ultra-bas - favorisées à la fois par Trump et Harris - profitent à l'élite des propriétaires d'actifs, mais pénalisent tous les autres. Wall Street s'enrichit. La rue principale s'appauvrit. Au cours des trente dernières années, les riches ont vu leurs actions augmenter de 1 000 %. Rien qu'hier, elles ont augmenté de 10 % par rapport à leur niveau de 1994.

Pendant ce temps, les prix à la consommation augmentent également. La hausse des prix à la consommation réduit la richesse du citoyen moyen, elle ne l'augmente pas. L'inflation des prix à la consommation n'est pas un simple artefact de la fermeture du Covid... elle n'a pas non plus été provoquée par la « loi sur la réduction de l'inflation » de l'administration Biden. Il s'agit plutôt d'un résultat de longue date des politiques fédérales qui ont réduit de moitié le pouvoir d'achat du dollar au cours des 30 dernières années.

David Stockman :

> *Les 1 % de ménages les plus aisés ont gagné en moyenne près de 33 millions de dollars chacun en valeur nette au cours des 35 dernières années, tandis que les 66 millions de ménages les plus modestes n'ont gagné en moyenne que 47 000 dollars...*

Comment des hommes politiques, des économistes, des leaders d'opinion - l'élite de l'élite, qui prétend s'occuper de l'homme de la rue - ont-ils pu commettre une fraude aussi gigantesque ? Comment ont-ils pu laisser les États-Unis dériver vers des guerres impossibles à gagner et vers le chaos financier ? Quelles sont leurs motivations ?

▲RETOUR▲